

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA REVISION

de la

Sentence Arbitrale

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Jeudi 18 juin 1914, à 3 heures.

PAR

Léon AUDRY

Président : M. WEISS, professeur

*Suffragants : { MM. RENAULT
Geoffre de LAPRADELLE } professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

ANCIENNE ET MODERNE

Édouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1914

Thèse
Paris
1914

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

65061.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA REVISION

de la

Sentence Arbitrale

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Jeudi 18 juin 1914, à 3 heures.

PAR

Léon AUDRY

Président : M. WEISS, professeur

*Suffragants : { MM. RENAULT
Geouffre de LAPRADELLE } professeurs.*



PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE

ANCIENNE ET MODERNE
Édouard DUCHEMIN

18, Rue Soufflot, 18

1914

INTRODUCTION

De tous les moyens proposés pour mettre fin aux calamités effroyables qu'engendre nécessairement la guerre, l'arbitrage a été considéré par d'éminents auteurs comme le mode normal de résolution des conflits internationaux qui n'ont pu être solutionnés par la voie diplomatique. Après les tristes événements qui viennent de mettre à feu et à sang les états balkaniques, il semble que l'on doive demeurer sceptique sur l'efficacité d'une institution, à laquelle les peuples ne semblent avoir recours que lorsque l'objet du litige leur paraît insignifiant, en comparaison des pertes incalculables que pourrait leur causer la guerre, ou bien encore, lorsque épuisés par une longue guerre, vainqueurs et vaincus décident de confier à un tiers le soin de régler leurs prétentions respectives.

Et cependant, malgré les fréquents démentis que la réalité donne aux idées généreuses de tous ceux qui ont placé leur idéal dans le droit, souverain arbitre des différends internationaux, une lueur d'espoir demeure encore au cœur des pacifistes. Ils savent que s'il n'est pas en leur pouvoir, de faire du droit le juge suprême des litiges et d'empêcher par là même tout risque de conflagration, ils peuvent espérer du moins, à mesure que

l'idée d'arbitrage gagne au regard des peuples une plus grande valeur juridique, de voir ceux-ci recourir de plus en plus à un procédé de règlement présentant toutes les garanties désirables de bonne justice. Dans cet ordre d'idées, l'arbitrage — à l'encontre de la médiation, essentiellement basée sur l'idée d'arrangement, — est avant tout une institution judiciaire dont les décisions ne doivent pas être laissées à l'arbitraire du juge, mais seulement inspirées par l'application stricte des principes du droit international. Il faut noter à ce sujet que depuis le milieu du 19^e siècle une remarquable évolution juridique s'est produite dans le domaine de l'arbitrage. Le temps n'est plus où les souverains presque exclusivement choisis comme arbitres, étaient des médiateurs plutôt que des juges. Leurs décisions nullement fondées sur le droit avaient alors un caractère diplomatique. Elles n'étaient point motivées : elles étaient données sous la forme d'oracle et portaient la marque indélébile du plus complet arbitraire. De tels faits n'étaient pas de nature, sans doute à fortifier l'autorité morale de l'arbitrage. Mais le développement des principes du droit international et aussi le rôle prépondérant donné aux juriconsultes dans les tribunaux arbitraux, devaient contribuer à la substitution graduelle de la forme judiciaire à la forme politique primitive de l'arbitrage international. Aussi l'évolution à laquelle nous assistons, et dont il nous est impossible de prévoir le terme, doit-elle nous amener à assimiler de plus en plus les pratiques de l'arbitrage international à celles dont procèdent les juridictions internes. Toutes les législations ont ainsi organisé des voies de recours contre les jugements pour atténuer, dans la mesure du possible,

les erreurs inhérentes à l'appréciation humaine. Il semble que les mêmes motifs doivent imposer une procédure analogue dans le domaine de l'arbitrage international. Les arbitres seraient-ils donc les seuls parmi les juges à prétendre à l'infailibilité ? Leurs décisions, quelles qu'en soient les déficiences et les incertitudes, ne seraient-elles donc jamais susceptibles de révision ? En procédant ainsi on irait manifestement à l'encontre des principes inéluctables de toute justice ; on fausserait le but de l'arbitrage dont la noble mission ne doit pas être d'assurer la paix à tout prix, mais d'aboutir à la paix fondée sur le droit ; enfin ce procédé serait de nature à jeter le discrédit sur l'arbitrage et à le transformer en instrument de conflits.

Aussi, nous avons cru intéressant d'étudier dans ce travail les voies de recours qu'il y aurait lieu d'établir dans l'intérêt d'une bonne justice, contre la sentence arbitrale.

Nous envisagerons, dans une première partie, les différents cas où la sentence arbitrale est nulle et par suite susceptible de révision. A ce sujet, nous exposerons les opinions de différents auteurs, les travaux de l'Institut de droit international et les délibérations de la Conférence de la Paix.

Dans une seconde partie, nous examinerons comment la question de la révision a été résolue en pratique dans les deux décisions arbitrales qui furent l'objet de cette voie de recours : d'abord, la sentence de la *Abra* et ensuite le jugement de la cour de La Haye motivé par la révision de l'affaire de la *Orinoco Steamship Company*.

Nous étudierons, dans une troisième partie, divers

projets concernant l'institution d'un tribunal d'appel ou de cassation en vue de statuer sur les recours contre les sentences arbitrales.

Enfin, dans notre conclusion nous essaierons de dégager de l'évolution juridique des sentences arbitrales la nécessité d'instituer au sein de la Cour permanente un tribunal véritablement permanent ayant pour mission de statuer sur les voies de recours intentées contre les jugements des arbitres.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Des Effets des Sentences arbitrales

Lorsque deux Etats délèguent d'un commun accord à un ou plusieurs arbitres le soin de juger le différend qui les divise, il importe de se demander tout d'abord, s'ils doivent se soumettre nécessairement à cette décision. Il ne paraît pas douteux que la sentence prononcée dans les limites du compromis est obligatoire pour les Parties qui doivent l'exécuter de bonne foi. La force obligatoire de la décision de l'arbitre découle du compromis, c'est-à-dire du contrat par lequel les Etats en litige donnent à l'arbitre le pouvoir de juger leurs prétentions respectives et s'engagent par là même à se soumettre à sa sentence. Les Parties ne peuvent se soustraire aux conséquences des sentences rendues par les arbitres, pas plus qu'elles ne sauraient le faire à l'égard d'un traité qui réglerait leurs droits respectifs. Tous les

auteurs ont admis ce principe (1). L'Institut de droit international le consacre en termes formels dans l'article 5 du règlement pour la procédure arbitrale internationale, adopté dans la session de La Haye en 1875. La Conférence de la Paix a décidé également que la « sentence « dûment prononcée et notifiée aux agents des parties « décide définitivement et sans appel la contestation » (2).

Bien que la sentence n'ait par elle-même qu'une force morale et que l'arbitre soit dans l'impossibilité de recourir aux mesures de contrainte pour obliger les parties à se soumettre à sa décision, on chercherait vainement dans l'histoire de l'arbitrage un seul exemple de Nation ayant refusé d'exécuter une sentence arbitrale rendue dans les limites du compromis. Au surplus, en l'absence d'une sanction matérielle, il est une sanction morale dont l'efficacité est incontestable : l'opinion publique. Tel est, semble-t-il, l'avis de M. Richet. Au cas où un pays se refuserait à accepter le jugement des arbitres « toutes les Nations, écrit-il, tiendront hors la loi « cette nation rebelle. Même sans guerre, on peut contraindre un pays à se soumettre à une décision juridique, par exemple en supprimant les relations commerciales et diplomatiques. Ce n'est pas impunément qu'on affronterait les hasards d'une guerre, en ayant d'une manière éclatante, lumineuse, éblouissante le bon droit contre soi. Même avec nos mœurs de sauvages, on n'ose pas, quand on fait une guerre, proclamer ouvertement qu'on a le droit contre soi. Au

(1) Conf. Grotius. Le droit de la paix et de la guerre L. III, XX, § XLVI ; Wattel. Le droit des gens, L ch. XVII ; Heffter. Droit international de l'Europe, § 109 ; Phillimore, international, Law III, p. 5 et 6 ; Pierantoni, Gli arbitrati, p. 90. Calvo Droit international § 1772 ; etc..

(2) Art. 54 de la convention de 1899 et art. 81 de la convention de 1907.

« contraire, on prétend toujours qu'on représente la justice et souvent on est persuadé de la bonté de sa cause. Mais comment pourrait-on l'être après que des arbitres ont parlé ? Se révolter contre la décision des arbitres, se dérober au jugement de la suprême cour juridique internationale, c'est par cela même proclamer cyniquement qu'on fait une guerre injuste et qu'on veut par la violence échapper, au droit. La sanction des jugements de la Cour arbitrale ce sera l'opinion publique » (1). Quoi qu'il en soit, le caractère obligatoire de la sentence arbitrale a reçu une consécration éclatante dans le litige qui mit aux prises l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de l'affaire de l'Alabama. Sir Alexandre Cockburn, désigné comme arbitre par la Reine d'Angleterre, refusa de signer la décision rendue par ses collègues le 14 septembre 1872 et déposa à ce sujet un long mémoire en vue d'exposer les raisons qui l'avaient empêché d'adhérer à la décision. Or, comme le fit remarquer M. Rolin Jacquemyns, « pour quiconque est au courant de l'opinion publique anglaise, il ne saurait être douteux que l'opinion négative de Sir Cockburn n'exprimât le sentiment de la majorité du Parlement et du peuple anglais ». Cependant, on chercherait vainement dans les débats parlementaires dont cette sentence fut l'objet, la moindre allusion au droit qu'aurait eu l'Angleterre d'en refuser l'exécution. Sir Cockburn lui-même, approuvait cette manière de voir puisqu'il terminait ainsi son mémoire de protestation : « Bien que la décision du tribunal me paraisse justi-

(1) Pour les sanctions de l'arbitrage international, voir le livre très intéressant de M. Jacques Dumas « Les sanctions de l'arbitrage international ».

« fier ces objections, j'espère que le peuple anglais l'ac-
« cueillera avec la soumission et le respect dus à la dé-
« cision d'un tribunal dont il a consenti à accepter li-
« brement l'arrêt ». Cette déclaration de principe était
conforme à l'opinion de M. Colfax, Vice-Président des
Etats-Unis. « Quand même, disait-il, l'arbitrage ne
« leur adjugerait pas un seul dollar, il se lèverait de-
« vant ses concitoyens pour leur crier : acceptez cette
« solution et renoncez à cette indemnité plutôt que de
« reculer d'une ligne de la haute position morale où
« vous vous êtes placés avec l'Angleterre par rapport
« aux autres Nations ».

Dans l'affaire de l'Alabama l'Angleterre s'est grande-
ment honorée en se soumettant à la décision de l'arbi-
tre ; elle continuait ainsi une tradition bien établie au
cours des siècles. Certains auteurs cependant n'ont
pas cru devoir se rallier à l'opinion dominante dans la
doctrine ; ils ont nié le caractère obligatoire de la sen-
tence arbitrale. M. Thonissen en particulier, assimile
l'arbitrage international à une simple tentative de con-
ciliation ; les Nations auraient ainsi toute latitude d'ac-
cepter ou de rejeter la sentence arbitrale, selon leurs
intérêts. « Depuis treize ans, disait-il, il y a eu de nom-
« breux cas d'arbitrages internationaux. Or, chaque
« pays s'est considéré comme parfaitement libre de ne
« pas se soumettre à la sentence arbitrale. C'est un fait
« à l'abri de toute contestation. La sentence arbitrale
« rendue à Genève n'était pas exécutoire de plein droit.
« L'Amérique et l'Angleterre l'ont examinée avec une
« liberté entière ; et ce n'est qu'après l'acceptation ex-
« presse de la sentence par les deux Parties intéressées
« qu'elle a été suivie d'exécution. Depuis treize ans, il

« y a eu vingt-deux cas d'arbitrage international, et,
« sur ces vingt-deux cas, il y a eu vingt-et-une fois des
« délibérations postérieures et des acceptations posté-
« rieures. Nous ne sommes pas ici sur le terrain de la
« procédure civile ni dans la sphère des intérêts privés ;
« nous sommes dans le domaine du droit des gens, et le
« droit des gens ne considère pas comme obligatoires
« de plein droit les sentences rendues par les arbi-
« tres » (1).

L'erreur de M. Thonissen était évidente ; il confondait deux notions essentiellement distinctes : d'une part la force obligatoire de la sentence arbitrale, et de l'autre, la force exécutoire c'est-à-dire les voies et moyens nécessaires à son exécution. Sans doute, la Partie qui a obtenu gain de cause ne saurait, sans empiéter sur la souveraineté de l'autre Etat, lui imposer les voies et moyens nécessaires pour donner à la sentence, une efficacité analogue à celle des jugements rendus par les tribunaux internes, mais il n'en reste pas moins que la Partie perdante doit prendre toutes les mesures indispensables pour donner force de loi à la décision de l'arbitre. Les délibérations votées par la Nation condamnée n'ont pas pour objet, ainsi que le croyait M. Thonissen, de ratifier la sentence dont le caractère obligatoire résulte du compromis, mais seulement d'accorder au pouvoir exécutif l'autorisation nécessaire pour permettre l'exécution de la sentence rendue contre elle. C'est le devoir du gouvernement de pourvoir en toutes circonstances à l'exécution des obligations de l'Etat et de demander aux

(1) *Annales parlementaires belges* du 20 janvier 1875 et R. D. I. et Législation comparée, Tome VII (1875, p. 81 et suiv.).

autorités compétentes les crédits nécessaires pour y satisfaire (1).

(1) Conf. Weiss, R. D. I. P. t XVII p. 117 Calvo, loc. cit ; Mérignac Traité de l'arbitrage international. L'idée de la force obligatoire de la sentence arbitrale a été mise en relief par M. Rolin-Jaequemyns : « Les personnages que l'on nomme arbitres n'émettent pas un avis, « mais prononcent un véritable jugement souverain, car, par la volonté « des parties, les arbitres sont placés au-dessus d'elles. Et il en est « ainsi soit qu'il s'agisse entre deux paysans de la touffe d'herbe illicite- « ment tondue par quelques brebis égarées sur le pré du voisin, soit « qu'il s'agisse, entre deux grands états, d'une responsabilité qui se « chiffre par centaines de millions... mais que la sentence régulièrement « rendue soit décisive qu'elle met absolument fin à la contestation, c'est « ce qui nous paraît en droit international comme d'ailleurs à l'abri « de toute contestation »..... R.D.I. et Législation comparée (1875) p. 82.

CHAPITRE II

Des Causes de Nullité de l'Arbitrage international

La sentence est obligatoire pour les Etats en litige, mais pour cela il faut tout d'abord que le compromis qui a institué la juridiction arbitrale soit valable et que d'autre part l'arbitre en prononçant son jugement se soit strictement tenu dans les limites qui lui sont tracées par le compromis. L'arbitre tire en effet ses pouvoirs du compromis et la sentence qu'il prononcerait sur des contestations qui ne lui sont pas spécialement soumises, n'ayant plus aucune base juridique, serait nulle et ne pourrait par suite être obligatoire pour les Etats dont elle aurait méconnu les intentions. (1).

Nous allons envisager les différentes causes de nullité qui peuvent vicier le compromis et ensuite celles qui sont susceptibles de vicier la sentence arbitrale.

SECTION I

Nullité du compromis.

Le compromis, envisagé tout d'abord comme contrat de droit commun, doit contenir tous les éléments indis-

(1) C. F. Weiss R. D. I. P. t. XVII, p 119

pensables à la validité de tout contrat : il doit en premier lieu avoir été librement consenti. On ne saurait admettre qu'un Etat puissant use de moyens de rigueur envers un Etat plus faible pour le contraindre à accepter l'arbitrage. C'est d'ailleurs une hypothèse qui ne paraît pas de nature à se présenter fréquemment dans la réalité. Bien au contraire, une Nation peu puissante demandera l'arbitrage tandis que la Nation plus forte le refusera. Il n'est pas douteux que pour la signature, la ratification du compromis, on doit se référer à la législation de chaque pays en litige pour savoir si le contrat est valable. Le compromis doit en outre remplir les conditions de droit commun quant à la capacité des Parties et quant à son objet. Il est nécessaire de déterminer d'une façon précise le nom des arbitres, les questions de fait ou de droit qu'ils auront à trancher avec l'indication aussi exacte que possible des pouvoirs qui leur sont confiés. Ce contrat doit également contenir tous les éléments susceptibles d'éclairer le juge sur la sentence ; en cas d'omission, il en résultera la plupart du temps la nullité du contrat et toujours, même si cela ne se produisait pas, une ambiguïté préjudiciable à la bonne exécution de la sentence (1). Sur ces points envisagés, aucune difficulté. Singulièrement plus délicat, est au contraire le point de savoir si par analogie avec l'article 1.003 du Code de procédure civile qui interdit aux particuliers de « compromettre sur un droit dont « ils n'auraient pas la libre disposition », les Etats ne sauraient recourir à l'arbitrage lorsqu'il s'agit de sta-

(1) En ce qui concerne l'étude du compromis envisagé au point de vue du droit commun des contrats, Voir Mérignac Op. cit. p. 174 et suiv.

tuer sur les droits qui sont intimement liés à leur existence ou à leurs intérêts les plus précieux. On n'a pas manqué de faire observer à ce sujet que « l'Etat ne « pourrait les aliéner parce qu'il n'en a pas la libre « disposition, en ce sens qu'ils constituent une sorte « de patrimoine inaliénable que les générations doivent « se transmettre les unes aux autres ; et le gouverne- « ment d'un peuple, qui est le dépositaire du patrimoine « commun, ne saurait s'exposer à un compromis dont « le résultat entraînerait peut-être leur perte ou leur di- « minution ». Cette idée a été éloquemment développée par Mancini à la Chambre des Députés italienne, dans la séance du 24 novembre 1873. « Quelques personnes « croient, disait l'éminent juriconsulte, que les parti- « sans de l'arbitrage international s'engagent à l'appli- « quer d'une manière absolue même aux questions de « vie ou de mort, où sont en jeu l'existence, l'indépen- « dance, l'intégrité nationale, en un mot un de ces « droits absolus et fondamentaux que la nature recon- « naît à tous les peuples et que l'on ne peut détacher par « la pensée de l'essence constitutive de toute nation. « Nous repoussons cette exagération et, en effet, il y a « des droits tant privés que publics qui ne peuvent ja- « mais faire l'objet d'une renonciation ni d'une con- « vention valide. Ainsi, dans les rapports privés, j'au- « rai beau consentir délibérément à un contrat où je « me déclarerai l'esclave d'un autre homme, cette con- « vention serait viciée et frappée d'illégitimité intrin- « sèque et incurable ; et comme un arbitrage ne repose « que sur une convention de compromis et n'est vala- « ble que pour autant que le compromis le soit, je ne « pourrais de même compromettre valablement, en re-

« mettant à un tiers de décider si je serai ou non l'es-
« clave d'un autre. Appliquez cet exemple aux rapports
« internationaux. De même que l'abdication contrac-
« tuelle de l'existence, de l'indépendance, de l'intégrité
« nationale d'un Etat en faveur d'un autre serait in-
« trinsèquement nulle, de même serait frappée d'inca-
« pacité intrinsèque le compromis qui remettrait la dé-
« cision de ces questions à des arbitres » (1).

De nombreux auteurs se sont prononcés dans le même sens ; la Conférence de la Paix a d'ailleurs partagé cette manière de voir puisqu'elle a restreint, dans l'article 38 de la Convention de 1907, l'arbitrage aux questions d'ordre juridique et en premier lieu aux questions d'interprétation ou d'application des conventions internationales.

Manifestement la Conférence, tout en laissant aux Etats toute latitude en vue d'étendre les pouvoirs de l'arbitre, considère que les questions d'ordre politique, et en particulier celles qui intéressent l'honneur, les intérêts vitaux d'une nation ne sauraient être soumises au jugement de l'arbitre. Elle écartait ainsi du domaine de l'arbitrage les seules questions qui, à notre avis, peuvent constituer des casus belli, et dès lors, il semble que c'est bien mal servir la cause de la paix que de refuser à une juridiction internationale le droit de statuer sur

(1) R. D. I. 1874, p. 174. De nombreux auteurs se sont prononcés dans le même sens : Mérignac, N° 181 et suiv., Bonfils et Fauchille, Manuel de D. I. P., 5^e édition N° 946 ; Calvo, loc. cit. § 1.775 Renault, R. D. I. 1881, p. 22 ; Rolin Jaequemyns, Discours prononcé à l'Académie des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique à la séance du 9 mai 1883 ; Bulletin de l'Académie 1883, 1^{re} partie, p. 647 et suiv. ; Geffcken sur Heffter, loc. cit. § 108 note 3 ; Rouard de Card, l'arbitrage international : son passé, son présent, son avenir p. 56 ; F. de Martens. Traité de droit international, t. III p. 154 .

des litiges entre Nations sous prétexte que ceux-ci intéressent au plus haut point leur honneur et leur indépendance. Il n'y a, croyons-nous, aucune raison pour ne pas soumettre à la décision de l'arbitre les questions qui touchent à l'honneur et aux intérêts vitaux d'un Etat. On ne doit pas appliquer l'article 1.003 du Code civil dans les rapports internationaux car l'arbitrage ne constitue en effet, en droit privé, qu'une procédure exceptionnelle, venant compléter en quelque sorte l'œuvre des tribunaux lorsque les particuliers sont tombés d'accord pour confier à cette juridiction spéciale le soin de régler leurs prétentions respectives. Dès lors, il paraît tout naturel que l'on refuse à des arbitres qui ne jouent qu'un rôle subsidiaire le pouvoir de trancher certaines questions dont l'importance même nécessite plus de garanties de bonne justice. En droit international, l'arbitrage est au contraire la juridiction de droit commun. On doit donc accorder à cette juridiction la compétence la plus étendue ; elle pourra trancher toutes les questions quand bien même elles toucheraient à l'honneur et à l'indépendance d'une Nation : « Le propre de « l'arbitrage général, écrit M. de Lapradelle, est de s'appliquer sans réserve, même dans les cas qui intéressent l'honneur et l'indépendance des Nations (1) ». Et le savant auteur cite le Traité italo-argentin du 13 juillet 1848 dont l'article 1^{er} ne contient aucune réserve en ce sens. Pour nous, il n'est pas douteux que les sentiments de dignité nationale dont les Etats font si souvent étalage, ne sont le plus souvent qu'un prétexte à satisfaire d'insatiables ambitions. Entre Etats également de

(1) R. D. I. P. Tome VI, p. 730.

bonne foi, l'honneur national ne sera jamais une cause de conflit ; un gouvernement ne saurait se refuser à examiner comment et en quoi une autre Nation a pu porter atteinte à sa dignité bien entendue et au cas où une semblable éventualité se serait produite, nul doute que l'Etat, prétendu offenseur, donnera toute satisfaction en exprimant les regrets que cette situation comporte. Et si les Nations ne pouvaient s'entendre directement sur la question de savoir si leur honneur est ou non engagé, en quoi serait-il contraire à leur dignité de faire trancher ce point par un tribunal impartial. D'ailleurs les Etats, en procédant ainsi, ne feraient que suivre les règles adoptées pour le règlement des questions d'honneur entre particuliers. Il appartient aux témoins seuls, en effet, de décider en se conformant au Code du duel si la rencontre doit avoir lieu ; les Etats ne sauraient se montrer, croyons-nous, plus susceptibles que les particuliers sur les points d'honneur (1) et devraient dès lors, confier à des arbitres le soin de décider si les actes de l'une des parties ont entaché l'honneur de l'autre.

Quant aux intérêts vitaux, il n'est pas douteux que les Etats se refuseront longtemps encore à soumettre des questions de cette nature au jugement d'arbitres. Et cependant, à bien réfléchir, il n'y a pas à notre avis incompatibilité entre ces questions et la nature du tribunal arbitral. Les petites Nations auront tout intérêt à recourir à un tribunal impartial car elles savent bien qu'en définitive mieux vaut faire trancher la question par des arbitres qui diront où est le bon droit, plutôt

(1) Cf. Mériqnac *Conférence Internationale de la Paix*, p. 293.

que de laisser pencher la balance en faveur de l'Etat qui a l'épée la plus lourde. D'ailleurs en admettant qu'une Nation soumette à un arbitre les litiges concernant ses intérêts vitaux, elle évitera souvent un conflit et au cas où la sentence de l'arbitre lui paraîtrait manifestement inique, il lui appartiendrait de se refuser à l'exécuter. Le gouvernement ne pourrait pas accepter une telle sentence car il ne pourrait pas braver impunément l'opinion publique.

En définitive, lorsque le traité ne contient aucune réserve touchant l'honneur et les intérêts vitaux d'une Nation, il n'y a aucune raison, selon nous, pour déclarer la nullité d'un compromis qui soumettrait à l'arbitre des questions de cette nature.

SECTION II

Nullité de la Sentence arbitrale

Les auteurs sont unanimes à proclamer la nullité d'une décision dans le cas de corruption de l'arbitre ou bien lorsque celui-ci aurait manifestement dépassé les pouvoirs qui lui sont conférés par le compromis. Il est certaines hypothèses pour lesquelles ils accusent des divergences. Nous allons exposer leurs diverses opinions.

Dans le « Droit de la Nature et des Gens » Samuel Pufendorf admet que la mauvaise foi est une cause de nullité de la sentence « s'il paraît manifestement, écrit-il, « qu'il y a eu de la collusion entre l'arbitre et l'une des « parties, ou qu'elle l'avait gagné par des présents, ou

« qu'ils avaient fait ensemble une convention au préjudi-
« ce de l'autre partie, celle-ci n'est point obligée de se
« soumettre à la sentence d'un tel juge, qui ayant té-
« moigné une partialité si visible, ne saurait plus sou-
« tenir le personnage d'arbitre » (1).

Suivant Vattel, les parties ne sauraient se soumettre à la décision des arbitres qui se seraient dépouillés de leur qualité en prononçant une sentence injuste et contraire à la raison ; il en serait ainsi dans le cas où les arbitres condamneraient un Etat souverain à se rendre sujet de l'Etat offensé. « Si l'injustice est de petite con-
« séquence, ajoutait l'auteur, il faut la souffrir pour le
« bien de la paix, et si elle n'est pas absolument évi-
« dente, on doit la supporter comme un mal auquel on
« a bien voulu s'exposer... On ne doit pas craindre qu'en
« accordant aux parties la liberté de ne pas se soumet-
« tre à une sentence injuste et déraisonnable, nous ne
« rendions l'arbitrage inutile ; et cette décision n'est
« pas contraire à la nature de la soumission ou du com-
« promis » (2).

Dans le « Droit International de l'Europe », Heffter écrit que la sentence arbitrale est susceptible d'être attaquée dans les cas suivants : 1° si elle a été rendue sans compromis valable ou hors des termes du compromis ; 2° si elle l'a été par des arbitres absolument incapables ; 3° si l'arbitre ou l'autre partie n'a pas agi de bonne foi ; 4° si les parties ou l'une d'elles n'ont pas été entendues ; 5° s'il a été prononcé sur choses non demandées ; 6° si les dispositions de la sentence sont

(1) Samuel Pufendorf. Le Droit de la Nature et des Gens. Traduction de Barbeyrac. Livre V. Chap. XIII, § 3.

(2) Vattel. Le Droit des Gens, Liv. II, p. 305.

contraires d'une manière absolue aux règles de la justice. Les erreurs non entachées de partialité, ne constituent point une cause de nullité. Néanmoins les erreurs de calcul et les erreurs de fait devraient être rectifiées (1). Dans une note, le commentateur Geffcken ajoute « qu'on pourrait formuler ces conditions d'une « manière plus précise, par exemple : 1° si le tribunal « a clairement outrepassé ses pouvoirs, comme on dit « en anglais : A clear departure from the terms of reference ; 2° si les arbitres se sont rendus coupables « d'une violation de droit, soit formelle, soit matérielle ; « par exemple corruption, manque de bonne foi ou « d'impartialité à l'égard des dépositions des deux parties ; 3° si les termes de la sentence arbitrale sont « ambigus ».

Pour Sir Travers Twiss, les nations doivent se soumettre de bonne foi à la décision de l'arbitre, à moins que « cette décision n'implique une dérogation manifeste aux termes du compromis, ou qu'elle ne soit « absolument contraire aux règles de la justice et, par « conséquent, ne puisse servir de base à une convention internationale valable, ou qu'elle ne soit le résultat d'une fraude ou d'une connivence entre l'arbitre et « l'une des parties » (2).

Bluntschili admet que la sentence arbitrale peut être considérée comme nulle dans les cas suivants : 1° celui d'excès de pouvoir ; 2° celui de déloyauté ou de déni de justice ; 3° celui où les arbitres ont refusé d'entendre les parties ou violé un principe fondamental de procédure ; 4° celui où la décision arbitrale est con-

(1) Heffter. *Droit International de l'Europe*, p. 210.

(2) Travers Twiss *Law Of Nations*, Ch. II, p. 7.

traire au droit international. Mais il n'admet pas que l'on attaque la décision des arbitres sous le prétexte qu'elle est erronée ou contraire à l'équité, car en admettant un semblable grief, on rendrait les conflits interminables ; le but de l'arbitrage serait manqué (1).

Suivant Calvo, les parties peuvent refuser d'exécuter la sentence arbitrale : « 1° si la sentence a été prononcée sans que les arbitres y aient été suffisamment autorisés ou lorsqu'elle a statué en dehors ou au delà des termes du compromis ; 2° lorsqu'il est prouvé que ceux qui ont rendu la sentence se trouvaient dans une situation d'incapacité légale ou morale, absolue ou relative, par exemple, s'ils étaient liés par des engagements antérieurs ou avaient dans les conclusions formulées un intérêt direct, ignoré des parties ; 3° lorsque les arbitres ou l'une des parties adverses n'ont pas agi de bonne foi ; si l'on peut prouver par exemple que les arbitres se sont laissés corrompre ou acheter par l'une des parties ; 4° lorsque l'un ou l'autre des Etats intéressés n'a pas été entendu ou mis à même de justifier ses droits ; 5° lorsque la sentence porte sur des questions non pertinentes, c'est-à-dire n'ayant pas trait au litige, ou sur des choses qui n'ont pas été demandées ; 6° lorsque la teneur de la sentence est absolument contraire aux règles de la justice et ne peut dès lors faire l'objet d'une transaction, comme dans le cas où l'arbitre appelé à se prononcer sur la satisfaction qu'un Etat doit à un autre pour une offense, condamnerait l'offenseur à une réparation qui porterait atteinte à son honneur et à son indépendance. Il convient de faire observer que la déci-

(1) Bluntschili, Droit International codifié, art. 495.

sion des arbitres ne saurait être attaquée pour un simple vice de forme, sous le prétexte qu'elle est erronée, ou contraire à l'équité, ou préjudiciable aux intérêts de l'une des parties. Néanmoins, les erreurs de calcul et, du reste, toutes les erreurs de fait constatées peuvent toujours être rectifiées » (1).

M. Pasquale Fiore énumère les cas dans lesquels la sentence peut être arguée de nullité ; ce sont les suivants : « 1° si toutes les questions et toutes les parties de la sentence n'ont pas été l'objet de la délibération de tous les arbitres réunis ; 2° si les arbitres ont statué *ultra petita*, c'est-à-dire sur des points qui ne sont pas indiqués dans le compromis ; 3° si elle n'est point motivée ou si le dispositif est incohérent, ou si elle n'est pas susceptible d'exécution ; 4° si elle repose sur une erreur ou a été surprise par dol ; 5° si elle est contraire au droit international ; si les formes nommément stipulées dans le compromis sous peine de nullité n'ont pas été observées » (2).

Enfin, dans un exposé complet des causes de nullité de la sentence arbitrale, nous ne saurions négliger les travaux importants de l'Institut de Droit International qui a joué un si grand rôle dans l'organisation de l'arbitrage. Dans son « *Projet de règlement pour tribunaux arbitraux internationaux* » présenté à l'Institut en 1874, Levin Goldschmidt souligne la nécessité de préciser et de limiter le plus possible les causes de nullité « si l'on « veut tenter de les tirer de l'état embryonnaire de scrupules de conscience non susceptibles de contrôle, où

(1) Calvo. *Droit International théorique et pratique*. Tome III, p. 485.

(2) Pasquale Fiore. *Nouveau droit international public*. 2^e édit. Trad. par Ch. Antoine, t. II, N° 1.215.

« elles se trouvent actuellement pour les élever au rang
 « de motifs juridiques qui permettent d'attaquer le ju-
 « gement par une procédure régulière ». Il déclare, au
 paragraphe 32, que la sentence arbitrale dûment pro-
 noncée peut être attaquée et mise à néant : 1° si le com-
 « promis n'a pas été conclu valablement. Ce motif ne
 « peut être invoqué si le recourant a pris part à la pro-
 « cédure devant le tribunal arbitral sans opposer la nul-
 « lité du compromis ; 2° si le compromis valablement
 « conclu s'est éteint, soit par convention des parties
 « intervenue avant le prononcé de la sentence, soit parce
 « qu'on n'a pu valablement former le tribunal arbitral
 « ou que le tribunal valablement formé s'est ensuite
 « dissous, soit enfin parce que le délai prescrit pour le
 « prononcé de la sentence est expiré avant ce prononcé ;
 « 3° si le tribunal arbitral n'a pas délibéré et décidé,
 « tous ses membres présents et votants ; 4° si le com-
 « promis prescrivant l'exposé des motifs, la sentence a
 « été rendue sans motifs ; 5° si le tribunal arbitral a dé-
 « cidé sans entendre le recourant. Est assimilé au cas
 « de refus d'audition celui ou la personne qui s'est gé-
 « rée en représentant du recourant n'a reçu mandat ni
 « exprès, ni tacite, sa gestion n'ayant pas été non plus
 « ratifiée ni expressément ni tacitement par le recou-
 « rant ; 6° si le tribunal arbitral a excédé les limites de
 « la compétence que lui donnait le compromis : 7° si le
 « tribunal a, par sa décision, accordé à la partie ad-
 « verse plus qu'elle ne demandait ; 8° si les règles de
 « procédure ou les principes de droit expressément pres-
 « crits à l'observation du tribunal arbitral dans le com-
 « promis ou dans une convention subséquente des com-
 « promettants, ou les principes de procédure posés par

« le tribunal lui-même et notifiés aux parties, ont été
« manifestement négligés ou violés ; 9° si la sentence
« arbitrale ordonne un acte reconnu généralement pour
« immoral et prohibé ; 10° si, à l'insu du recourant et
« avant le prononcé de la sentence, un des arbitres a
« reçu de la partie adverse un avantage ou la promesse
« d'un avantage ; 11° s'il est établi que le tribunal ar-
« bitral a été trompé par la partie adverse, par exem-
« ple au moyen d'actes faux ou altérés ou de témoins
« corrompus » (1).

Dans les discussions que motiva le projet de Goldschmidt au sein de l'Institut, Field, Bulmerincq et Westlake demandèrent la suppression des paragraphes 32 et suivants. Suivant M. de Parieu, le recours en revision aurait pour résultat de détourner les Etats de consentir à l'arbitrage ; tout au plus pourrait-on inviter indirectement les Etats à organiser une voie de recours. Sur la proposition de Mancini, la rédaction suivante est adoptée : « La sentence est nulle en cas de compromis nul, ou
« d'excès de pouvoir ou de corruption prouvée d'un des
« arbitres, si elle a entraîné la majorité, ou d'erreur es-
« sentielle causée par la production de faux documents.
« Le compromis déterminera devant quelles personnes
« ou facultés de droit ou corps constitués sera porté le
« recours en nullité et dans quel délai ». Enfin, l'adop-
tion définitive du projet ayant été renvoyée à la session
suivante, l'article 27, voté dans la session de la Haye
le 28 août 1876, stipulait : « La sentence arbitrale est
« nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoir
« ou de corruption prouvée d'un des arbitres, ou d'er-

(1) R. D. I. (1874) L. VI, p. 147 et 148. R. D. I. Procès-verbal de la session de Genève, p. 595.

« reur essentielle ». Cette formule renferme à peu près tous les cas de nullité proposés par les auteurs. Elle a été critiquée comme étant trop vague et prêtant par certains de ses termes aux interprétations les plus diverses. Comment définira-t-on l'erreur essentielle ? On pourrait adresser le même reproche à la classification de Calvo. Il admet la nullité d'une sentence qui serait contraire aux règles de la justice. Cette clause revêt un caractère si général qu'il existe bien peu de cas pour lesquels un Etat de mauvaise foi ne puisse l'invoquer ; une Nation pourra toujours prétendre que la décision qui la condamne est contraire aux règles de la justice et par suite se refuser à l'exécuter.

La nullité et la revision de la sentence arbitrale furent l'objet, à la Conférence de la Paix en 1899, d'intéressantes discussions. Les délégués ne s'attachèrent pas à déterminer les causes susceptibles de vicier la décision des arbitres. Ils estimèrent que l'on ne devait pas se prononcer sur les cas de nullité proposés par les auteurs tant que l'on n'aurait pas institué une juridiction compétente pour les juger afin de ne pas laisser une appréciation aussi grave à l'initiative de l'Etat condamné. Aussi, la Conférence n'admit-elle la possibilité de reviser la sentence que dans un seul cas : la découverte d'un fait nouveau.

Cependant la délégation russe avait repris le projet adopté par l'Institut. L'article 26 prévoyait la nullité d'une sentence arbitrale qui serait entachée de l'un des vices suivants : nullité de compromis, excès de pouvoir ou corruption prouvée d'un des arbitres. Seule l'erreur essentielle avait été omise. Le projet russe ne faisait d'ailleurs aucune allusion à la revision et à l'organisation

d'une procédure permettant de recourir à une autre juridiction.

La délégation américaine, dans la séance du 31 mai 1899, soumit au Comité d'examen un projet de tribunal international donnant droit à tout litigant à une seconde audition de sa cause devant les mêmes juges, dans un délai de trois mois après la notification de la sentence si celui-ci déclare « pouvoir invoquer des témoignages « nouveaux ou des questions de droit non soulevées « et non tranchées la première fois ». A la proposition de M. Holls, bien atténuée cependant puisqu'elle n'admettait la revision que dans un délai très bref et seulement dans un petit nombre de cas, on opposa les inconvénients qu'il y aurait à éterniser le litige : solution incompatible, disait-on, avec le principe même de l'arbitrage dont le but est de clore définitivement le différend.

M. Van Karnebeek critique la seconde audition du projet de la délégation américaine pour les raisons suivantes : 1° Il paraît difficile de définir exactement le fait nouveau ; 2° le principal objet de l'arbitrage est de mettre fin à la contestation ; 3° Dans le cas où il ne serait plus possible de réunir les mêmes juges, il n'y aurait plus une seconde audition, mais un nouvel arbitrage ; 4° enfin, si l'on découvre le fait nouveau après le délai prévu, les considérations d'équité doivent imposer une seconde audition.

Dans la séance du premier juillet, le principe de la revision est admis (1). On n'admet la revision que pour fait nouveau ; on exclut l'appel qui peut s'appliquer

(1) Ont voté pour : MM. Asser, Zorn, Lammash, Nigra, Pauceforte, Holls.

quel que soit le fait prévu. La rédaction de M. Holls, modifiée sur les indications du Président, dispose « La
« revision de la sentence arbitrale ne peut être demandée
« qu'au tribunal qui l'a rendue et seulement à raison de
« la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature
« à exercer une influence décisive sur la sentence et qui,
« au moment de cette sentence, a été inconnu du tribunal et des parties ».

« La procédure de revision ne peut être ouverte que
« par une décision du tribunal déclarant la demande
« recevable, constatant expressément l'existence du fait
« nouveau et lui reconnaissant les caractères prévus par
« le paragraphe précédent. Aucune demande en revision
« n'est recevable trois mois après la notification de la
« sentence. »

Lorsque la troisième Commission aborda l'examen de l'article 54 du projet présenté par le Comité d'examen (1) et celui de la proposition de M. Asser (2), celui-ci ex-

(1) A moins de disposition contraire contenue dans le compromis, la revision de la sentence arbitrale peut être demandée au tribunal qui l'a rendue, mais seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le tribunal a statué, a été inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en révision ne peut être accueillie que si elle est formulée dans les trois mois qui suivent la notification de la sentence.

(2) Les partis peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale. Dans ce cas et sauf convention contraire la demande doit être adressée au tribunal qui a rendu la sentence et seulement à raison de la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lorsque le tribunal a statué, a été inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision.

La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision du tribunal constatant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères prévus par le paragraphe précédent et

pliqua les raisons qui le décidèrent à proposer un système transactionnel. Il lui a paru nécessaire de « sauver » le principe de la revision ; sans considérer cependant le droit à la revision comme une conséquence naturelle de tout recours à l'arbitrage, on permettrait seulement aux parties de se réserver expressément ce droit dans le compromis. Il pensait ainsi donner satisfaction aux partisans de la revision puisque sa proposition déterminait la procédure d'une seconde audition et, d'autre part, les adversaires de la revision verraient également triompher leurs idées car la sentence arbitrale serait irrévocable, à défaut de clause spéciale insérée dans le compromis.

Mais M. de Martens ne veut pas même d'une revision purement facultative ; partisan résolu de la paix, même au mépris du droit, il n'hésite pas à proscrire tout procédé qui serait de nature à provoquer de nouvelles dissensions et à enflammer de nouveau les passions. Il ne voit dans le délai de revision qu'un excellent prétexte pour découvrir par tous les moyens imaginables des faits nouveaux dans le seul but de se soustraire à l'exécution de la sentence. De plus, en admettant la revision, on enlèverait toute force morale obligatoire à un jugement rendu dans ces conditions et en outre le sentiment de responsabilité disparaîtrait chez les arbitres.

M. Holls, tout en reconnaissant avec M. de Martens que le but de l'arbitrage est de terminer absolument un conflit, admet cependant, que ce principe a une limite

déclarant à ce titre la demande recevable.

Aucune demande en revision ne peut être accueillie que si elle est formée dans les six mois qui suivent la notification de la sentence (Conférence Internationale de la Paix. Ministère des Affaires Etrangères, 4^e partie, p. 32 et 33).

définie par un homme d'Etat américain, Abraham Lincoln, dans cette phrase célèbre : « Nothing is settled until is settled right ». Dans un projet général d'arbitrage on doit, suivant le délégué américain, prévoir la possibilité de rectifier des erreurs évidentes, si l'on ne veut pas courir le risque de voir la décision rejetée par la partie qui en souffre : « Notre article, dit-il, tend « à trouver le juste milieu entre les deux dangers extrêmes, celui de perpétuer une injustice et celui de « laisser ouvert le différend ». Après le prononcé de la sentence, il est nécessaire, fait observer le même délégué, d'accorder un certain délai pour connaître exactement les faits sur lesquels le tribunal s'est basé pour prononcer son jugement. Il conteste que la revision compromette l'autorité morale du tribunal, comme le prétend M. de Martens : bien au contraire, l'autorité morale du jugement sera rehaussée puisque l'on pourra désormais corriger les erreurs ; quant à la crainte de voir diminuer le sentiment de responsabilité des arbitres dont parlait le délégué russe, elle lui paraît très contestable : l'obligation de revenir sur leurs sentences contraindra les arbitres à juger avec tout le soin désirable. Enfin, pour M. Holls, le traité d'arbitrage conclu entre le Royaume d'Italie et la République Argentine prévoit la revision et reflète « la tendance de l'opinion publique et « aussi l'opinion la plus compétente des experts en droit « international ». Résumant le conflit des deux opinions en présence. M. Descamps s'écrie : « Il faut que l'on « fasse justice : comment accepter la consécration d'une « erreur évidente. Il faut d'autre part terminer le procès « entre Nations et ne pas laisser s'éterniser les différends « entre elles ; comment atteindre le résultat si on laisse la

« porte ouverte à de nouveaux jugements ». Dans ce conflit de principes, il le reconnaît lui-même « les adversaires de la revision ont le côté le plus noble et le plus beau », celui de la justice et cependant il n'hésite pas à se ranger du côté de M. de Martens : non revision en principe, tout en laissant aux parties la faculté de prévoir la revision dans un compromis spécial ; l'introduction dans un projet général d'arbitrage d'une clause analogue à celle contenue dans l'article 54 lui paraît dangereuse.

Des divers projets qui lui furent proposés, la troisième Commission adopta une formule transactionnelle : la proposition de M. Asser légèrement modifiée qui devint l'art. 55. Contrairement au projet du Comité qui établissait le principe de la revision, la troisième Commission admit le principe de la non revision, tout en laissant aux parties la possibilité de prévoir dans le compromis la revision pour fait nouveau.

L'article 55 du projet de convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux est ainsi conçu :

« Les parties peuvent se réserver dans le compromis de demander la revision de la sentence arbitrale.

« Dans ce cas, et sauf convention contraire, la demande doit être adressée au tribunal qui a rendu la sentence. Elle ne peut être motivée que par la découverte d'un fait nouveau qui eut été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision.

« La procédure de revision ne peut être ouverte que par une décision consacrant expressément l'existence du fait nouveau, lui reconnaissant les caractères

« prévus par le paragraphe précédent et déclarant à
« titre la demande recevable.

« Le compromis détermine le délai dans lequel la de-
« mande de revision doit être formée ».

A la Conférence de 1907, M. de Martens est, comme en 1899, l'adversaire irréductible de la revision qu'il considère comme contraire à l'idée d'arbitrage. Il ne veut même plus de la solution mitigée, votée à l'unanimité en 1899. Il propose la suppression de l'article 55 et fait observer à ce sujet que les arbitres réunis à la Haye en 1902 ont été unanimes à demander l'abolition de cette voie de recours contre les sentences arbitrales. M. Choate considère, au contraire, le texte de l'article 55 comme intangible : « Le seul objet de l'arbitrage, « dit-il, est la justice, et chaque tribunal doit, afin même de garder la confiance publique, laisser place « au droit de revenir sur ses erreurs ». Tel est également l'avis de M. Ruy Barbosa. Il fait observer que la revision est de l'essence même de l'arbitrage. Du moment que dans le droit privé on reconnaît aux parties le droit de faire reviser des sentences viciées, il doit en être de même, à fortiori, quand les parties sont des Etats. A M. de Martens, qui prétend trouver dans l'absence de demande en revision à l'égard des quatre sentences arbitrales rendues par le tribunal de La Haye un nouvel argument en faveur de sa thèse, M. Ruy Barbosa rétorque que cela n'infirme en rien sa théorie ; si la revision n'a pas été demandée, il faut en chercher la raison dans ce fait que l'on ne relève pas dans ces sentences ces vices essentiels qui constituent l'essence même de cette voie de recours. Quant aux arbitres, s'ils ont manifesté le désir de se soustraire à toute demande en revision,

il n'y a pas lieu de s'en étonner, objecte le délégué brésilien, car on peut suspecter avec juste raison l'opinion de ceux qui sont arbitres par métier. M. Ruy Barbosa ajoute qu'on ne saurait sans nuire à l'autorité de l'arbitrage, assurer à des jugements viciés de privilège de l'incontestabilité. « Il faut, dit-il, nous bien tenir à l'idée que l'arbitrage n'est qu'un instrument de paix « que parce qu'il est un instrument de justice » (1).

Malgré les brillants arguments des partisans de la revision, la Conférence de 1907 maintient l'art. 55 adopté en 1899 qui devient l'article 83 de la nouvelle Convention.

Il est regrettable qu'entre les deux principes qui, au sein du Comité et des Commissions, se disputèrent tour à tour la faveur des jurisconsultes, les délégués n'aient pas su choisir le seul qui eût consacré l'idéal de justice, vers lequel devrait toujours tendre l'arbitrage international : le principe de la revision. Point n'est besoin de se livrer à l'examen approfondi des arguments de ceux qui voient dans l'immutabilité de la sentence un principe élevé à la hauteur d'un dogme pour constater que de semblables affirmations ne résistent pas à la critique, car elles ont pour base cette prétendue vérité peu conciliable avec la nature humaine : l'infailibilité des arbitres. Si noble que soit leur mission de régler les différends entre Nations, si étendue que soit leur connaissance du droit des gens, les arbitres ne sauraient pas plus que les autres hommes se soustraire à l'infinie variété des contingences qui vicient le jugement des humains. Et, en vérité, on demeure quelque peu surpris

(1) Dèxième Conférence Internationale de la Paix. Actes et documents. T. II, p. 367 et 733.

de voir l'éminent jurisconsulte russe objecter que la revision de la sentence arbitrale compromettrait l'autorité morale du jugement : on ne saurait sérieusement contester qu'une sentence ne peut perdre de sa force en plongeant des racines plus profondes dans le domaine du droit. Les peuples auront d'autant plus recours à ce mode de solutionner les conflits qu'ils sauront que les erreurs contenues dans le jugement des arbitres seront réparées et qu'en définitive le dernier mot sera au droit. Que de déceptions se réserveraient les pacifistes s'ils pensaient qu'en sacrifiant à une paix souvent éphémère les principes inéluctables de toute justice la cause de la paix eût fait un progrès très appréciable dans l'esprit des peuples ; il n'est de paix véritable que celle qui se base sur le droit. En permettant aux Parties d'attaquer une sentence entachée de nullité, on se rapproche d'une plus haute conception de la justice, et on augmente par là même l'autorité morale de la sentence.

M. de Martens craignait en outre que la revision ne diminuât le sentiment de responsabilité des arbitres. Nous répondrons à cela que l'arbitre véritablement pénétré de la grandeur de sa mission jugera avec le même soin désirable que la sentence soit ou non susceptible d'être revisée. On ne saurait prétendre, en effet, que l'arbitre vraiment digne de ce nom apportera moins de soin dans la recherche minutieuse des documents de la cause, uniquement parce qu'il saura que son jugement est susceptible d'être réformé. Il nous paraît quelque peu vain de se baser sur des considérations aussi peu fondées.

Au surplus, le délégué russe affirmait que le délai de trois mois accordé aux parties pour présenter leur requête à fin de revision aviverait l'irritation des parties

qui feraient toute espèce d'efforts pour se soustraire à l'exécution de la sentence. La partie condamnée qui n'aurait pas le bon droit de son côté hésitera, croyons-nous, à susciter de multiples obstacles pour ne pas se soumettre à la décision de l'arbitre, car la perspective d'une confirmation de la sentence lui inspirera une crainte salutaire ; en agissant autrement, sa mauvaise foi serait trop évidente et de nature à lui causer de graves ennuis. Que le délai de revision ait pour effet de prolonger le conflit : ce n'est ni contestable, ni contesté, mais, dirons-nous, la brièveté du délai en atténue singulièrement les inconvénients. D'ailleurs le dommage qui peut en résulter peut paraître bien faible en regard de l'immense préjudice subi par la cause de l'arbitrage, si une injustice devait se perpétuer.

D'autre part, le délai de trois mois semble insuffisant à M. de Martens pour permettre la découverte d'un fait nouveau. Ce délai peut paraître sans doute un peu bref, mais il constituait malgré tout une certaine garantie pour la partie qui aurait à se plaindre d'une erreur. C'est dans un large esprit de concession aux idées des adversaires de la revision qu'un délai aussi bref avait été proposé par ses partisans ; dès lors il peut sembler étrange que les protagonistes de la non revision critiquent une semblable motion qui n'avait d'autre cause que le désir de concilier toutes les opinions (1).

Quoi qu'il en soit, les idées de M. Mortens ont prévalu puisque, d'après le projet de la Conférence, les parties ne peuvent user de la faculté de faire reviser la sentence qu'en vertu d'une clause formelle du compromis.

(1) Conf. Geouffre de Lapradelle. R. D. I. P., Tome VI, p. 826.

Et cependant, si l'on avait adopté le projet de la délégation américaine qui admettait la revision de droit, les partisans de l'immutabilité de la sentence n'auraient pas pu soulever de sérieuses objections puisque d'après l'article 30 du projet de règlement, les règles édictées pour la procédure sont purement facultatives et qu'il appartient dès lors aux parties de les écarter dans le compromis. La Conférence, en adoptant le paragraphe 1^{er} de l'article 55, a simplement formulé une clause dont on n'avait jamais contesté la validité. Dans le traité italo-argentin de 1898 notamment, l'article 13 réservait aux Parties le droit de demander la revision de la sentence devant le tribunal même qui l'avait prononcée.

D'autre part, si dans l'article 55 on autorise la demande en revision pour des faits nouveaux, encore faut-il que ceux-ci remplissent les deux conditions suivantes : tout d'abord ils doivent revêtir une importance telle qu'ils eussent complètement modifié l'opinion des arbitres et en second lieu, le tribunal et la partie qui a demandé la revision devaient les ignorer au moment de la clôture des débats. Ainsi, serait considéré comme « fait nouveau » les manœuvres dolosives qui ont été commises par l'une des parties pour tromper la religion de l'arbitre et dont, ni le tribunal, ni l'autre partie n'auraient eu connaissance avant la clôture des débats. Le fait nouveau, tel qu'il a été défini par la Conférence ne comprendra pas des faits qui sont par eux-mêmes très graves, et qui ne pourront donner lieu à aucune voie de recours parce que ni le tribunal, ni la partie qui a demandé la revision ne l'ignoraient avant la clôture des débats. Ainsi les délégués font évoluer la revision dans un cadre extrêmement restreint. Dans certains cas — lorsqu'il s'a-

gira par exemple d'un excès de pouvoir nettement caractérisé — où la doctrine est unanime à annuler la sentence et par suite à en demander la revision, les délégués n'ont pas cru y trouver des motifs suffisamment graves pour donner lieu à cette voie de recours. Manifestement, la revision dont il est question dans l'art. 55 n'est pas sans présenter quelque analogie avec celle prévue par la loi du 8 juin 1895 qui traite « des demandes en revision » et des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires ». L'article 443 du Code d'instruction criminelle stipule, en effet, que la revision pourra être demandée : « lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces incon- nues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné ». On ne saurait contester qu'il y ait une grande similitude entre ce cas et celui prévu par la Conférence. Dans la législation actuelle, la voie de la demande en revision est ouverte à défaut de tout autre moyen de recours, et uniquement en matière criminelle et correctionnelle pour obtenir la réparation d'une erreur de fait dans des cas limitativement prévus par la loi. Le Code d'instruction criminelle et le projet de convention définissent en termes presque identiques le fait nouveau. Pour le législateur français comme pour les délégués, il faut que le fait ait été inconnu du tribunal lui-même et de la partie qui a demandé la revision (1). De plus, dans l'un et l'autre cas, le fait doit être de nature à exercer une influence décisive sur la sentence. Si dans le droit interne, on a assigné au domaine de la revision un cadre aussi restreint, il faut en chercher la raison dans l'existence de divers

(1) Dissertation de M. Garraud D. P. 1900 I 137.

moyens tels que l'appel et la cassation pour réformer le jugement dans lequel on relèverait un mal jugé ou une fausse interprétation de la loi. En droit international, il n'en est plus ainsi : on ne trouve ni appel, ni cassation pour réformer la sentence. Dès lors il semble que la revision qui n'est en droit privé qu'une procédure exceptionnelle (1), est loin de constituer une garantie suffisante de bonne justice dans les différends internationaux. Et cependant, la Conférence ne voulut pas entrer dans la discussion des cas de nullité, bien que le projet russe stipulât dans l'article 26 : « la sentence arbitrale est « nulle en cas de compromis nul, ou d'excès de pouvoirs, ou de corruption prouvée d'un des arbitres ». Sans doute la détermination des cas de nullité présente de graves inconvénients lorsque les parties apprécient elles-mêmes les causes qui vicient la sentence, mais nous pensons que, même en l'absence d'un pouvoir supérieur chargé de les juger, il est nécessaire de les déterminer. Il y a en effet dans la doctrine beaucoup d'incertitude sur les cas de nullité et, somme toute, en codifiant l'opinion commune des auteurs, la Conférence aurait dissipé bien des controverses et empêché par là même les Etats de refuser d'exécuter une sentence qui ne serait pas manifestement entachée d'une cause de nullité.

En ce qui concerne la détermination du délai dans lequel la demande en revision doit être formée, l'art. 55

(1) Ainsi, en droit interne, « la loi écarte seulement une appréciation « des faits déjà connus des premiers juges, une discussion nouvelle des « preuves déjà produites. C'est à ce point de vue surtout que la revision « diffère de l'appel et qu'il faut, pour sauvegarder les principes de la « chose jugée, maintenir énergiquement la règle d'après laquelle un « fait connu des juges a été par eux souverainement et définitivement « apprécié. Il n'y a plus à y revenir, car sans cela, les procès n'auraient « plus de terme, ils ne seraient jamais épuisés. Il faut pour y mettre « fin, considérer comme bien jugé tout ce qui a définitivement jugé » (Garraud Dalloz).

laisse, à cet égard, toute liberté aux parties. L'art. 7 du projet de la délégation américaine donnait à tout litigant un délai de trois mois pour avoir droit à une nouvelle audition de sa cause. Dans la proposition Asser, on prévoyait un délai de six mois. L'absence de toute mention relativement à la durée du délai de revision est, à n'en pas douter, une lacune regrettable dans une réglementation générale de l'arbitrage. Il eût été préférable de ne pas laisser les parties fixer arbitrairement un terme, dont la brièveté exagérée comme aussi la trop grande durée, peuvent présenter parfois de sérieux inconvénients. Il faut, en effet, que le délai soit suffisamment long pour permettre aux parties de découvrir les faits nouveaux de nature à motiver une seconde audition de l'affaire, et d'autre part on doit éviter de trop prolonger ce délai parce qu'alors il y aurait un réel désavantage à tenir aussi longtemps les sentences arbitrales en suspens. Les partisans de l'immutabilité de la sentence arbitrale prétendaient en effet que la revision aurait pour résultat d'éterniser les conflits, et ces reproches, dirons-nous, sont en partie-fondés lorsque le délai est de trop longue durée : pendant tout le délai de revision on n'exécutera pas la sentence, car si l'on procédait autrement, il pourrait en découler de multiples inconvénients résultant de ce que parfois les choses ne pourraient plus être remises en l'état prescrit par le jugement de revision. Le terme de trois mois, à notre avis, remplirait bien les conditions exigées : il serait assez long pour permettre la découverte de faits nouveaux et, d'autre part, par sa brièveté même, il ne causerait pas de réelles inquiétudes à ceux qui craignent de voir perpétuer les conflits. Sans doute, nous objectera-t-on, le délai de trois

mois est trop bref pour permettre la revision de sentences iniques comme celle rendue dans l'affaire de La Abra silver mining Company, dans laquelle on a découvert le fait nouveau beaucoup plus tard. Dans l'espèce, les manœuvres dolosives n'ont été découvertes que deux ans après la décision de l'arbitre. Il nous paraît difficile de concilier alors la nécessité de ne pas tenir trop longtemps en suspens l'exécution de la sentence arbitrale et d'autre part le désir de ne pas laisser une injustice se perpétuer. Cependant, même dans ces cas qui ne se présenteront en réalité que très rarement, il est nécessaire d'adopter une procédure exceptionnelle qui permit de corriger l'erreur.

Enfin, d'après l'article 55 du projet de convention, « la demande en revision doit être adressée au tribunal « qui a rendu la sentence ». A notre avis, les mêmes juges ne devraient pas prononcer la sentence et statuer sur la demande en revision : on peut craindre, en effet, que si le fait nouveau ne présente pas un caractère de gravité exceptionnelle, ils hésitent à revenir sur leur première décision, dans la crainte d'ébranler l'autorité de leur jugement. Néanmoins ce danger est bien diminué par ce fait que la conférence a assigné aux voies de recours contre la sentence des limites très étroites. Il en serait tout autrement si, élargissant le domaine de la revision prévu par la Conférence, on l'étendait aux cas de nullité adoptés par la majorité des auteurs ; il nous paraîtrait impossible alors, de permettre aux premiers juges de statuer sur les voies de recours intentées contre leurs décisions. Quel que soit leur désir de faire preuve d'impartialité, il n'est pas douteux que les arbitres accueilleront difficilement des demandes qui met-

tront en doute leurs connaissances approfondies du droit des gens ; ils resteront toujours sous l'empire de la conviction qu'ils ont jugé avec tout le soin que nécessite la grandeur de leur mission et se refuseront presque toujours à examiner favorablement une demande en revision qui, si elle était prise en considération, serait dans bien des cas l'aveu de leur incapacité.

« En résumé, écrit M. Mérignac dans sa critique du « Projet de la Conférence (1) tout en admettant que certaines erreurs de fait essentielles puissent, si les parties se mettent d'accord, rentrer dans le domaine de la revision telle que l'organise l'article 55, on constate « que relativement aux causes de nullité de la sentence « arbitrale, la Conférence de la Paix a laissé complètement les choses en l'état antérieur ; les juristes continueront, par suite, comme auparavant à enseigner « que, dans certains cas, quitte à déterminer lesquels, « une sentence arbitrale est évidemment nulle ; et les « Etats à se refuser à accepter cette sentence ou à créer « une voie de recours exceptionnelle pour statuer sur la « nullité, comme les Etats-Unis et le Mexique en 1898 ».

Examen des causes de nullité de la sentence arbitrale.

Comme les parties sont à l'heure actuelle les seuls juges de la validité de la sentence, il importe au plus haut degré pour que l'arbitrage demeure une institution réellement efficace, de préciser et de limiter le plus possible les cas de nullité. Les Nations ne sauraient, dès

(1) Merignac. Traité de droit public international, tome I. Conférence de la Paix (1899).

lors, se refuser à l'exécution de la sentence, seule sanction de la nullité, sans invoquer de sérieux motifs prouvant indubitablement que le vice de la sentence, par elles invoqué, rentre dans un des cas de nullité admis par la doctrine.

Après avoir exposé l'opinion des auteurs sur les vices de la sentence, le moment semble venu maintenant d'en dégager ce qui constitue l'opinion commune, en prenant pour base de notre discussion l'article 27 du projet de l'Institut qui contient, cristallisées en quelque sorte, les idées de la doctrine.

I. Excès de pouvoir.

L'arbitre excède ses pouvoirs lorsqu'il a statué en dehors ou au delà des termes du compromis (1). La sentence rendue dans ces conditions est nulle parce que « c'est dans le compromis, dans le compromis seul que « l'arbitre puise le droit de juger le différend qui lui est « soumis. C'est ce compromis, charte de sa magistrature temporaire, qui fixe le caractère et les limites de « la compétence dont il est investi. Dès qu'il dépasse le « mandat qu'il a reçu, cette compétence s'évanouit, et la « décision qu'il émet dans de telles conditions n'ayant « plus aucune base juridique, n'a plus ni valeur, ni force « obligatoire pour les Parties dont elle a méconnu les « intentions » (1).

On peut concevoir l'excès de pouvoir de différentes

(1) Calvo. Droit international théorique et pratique. Tome III, p. 485.

(2) Weiss. L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou. Tome XVII, p. 118.

sortes. On peut supposer tout d'abord que le compromis trace à l'arbitre certaines règles qu'il devra appliquer à la solution du litige. Ainsi le traité de Washington de 1871 déterminait dans son article VI les principes dont la Commission d'arbitrage devait s'inspirer pour le règlement de l'affaire de l'Alabama. L'arbitre doit alors se conformer strictement aux règles qui lui sont prescrites. Mais en réalité, on ne trouve que bien peu de compromis dans lesquels la liberté de l'arbitre soit aussi restreinte. Presque toujours le compromis lui prescrit de juger conformément aux principes du droit international. Ainsi le traité franco-chilien du 2 novembre 1882 qui a constitué un tribunal arbitral, en vue de statuer sur les réclamations des nationaux français motivées par les actes et opérations des forces de terre et de mer de la République du Chili sur les territoires et les côtes de la Bolivie et du Pérou, stipule dans son article VI, que « les arbitres jugeront les réclamations d'après la valeur de la preuve fournie et conformément aux principes du droit international, ainsi qu'à la pratique et à la jurisprudence établies par les tribunaux récents analogues ayant le plus d'autorité et de prestige » (1). En ce cas, l'arbitre ne peut éviter la nullité de la sentence qu'en se conformant strictement aux règles du droit international, et au cas où la loi écrite ferait défaut, il devra se reporter aux diverses sources d'où découle le droit international. « Il recherchera tout d'abord écrit M. Mérignac, le droit des gens général procédant des grands traités liant un certain nombre de peuples, de la coutume consacrée par un usage im-

(1) Calvo. *Lic. cit.* 6^e édition, p. 455.

« mémorial, de la jurisprudence des divers tribunaux,
« soit internationaux, soit nationaux sur les questions
« analogues, de la doctrine formulée dans les écrits des
« juriconsultes autorisés. Il se préoccupera ensuite du
« droit des gens spécial établi, entre les parties, par des
« traités particuliers ou par les préceptes de leurs légis-
« lations internes » (1). Juge de droit de par les termes
mêmes du compromis, l'arbitre ne peut baser sa déci-
sion sur la seule équité ; il ne prendra en considération
la notion d'équité que dans l'hypothèse où le droit des
gens ne lui fournirait aucune indication ; il serait au-
torisé par la convention d'arbitrage à statuer subsidiai-
rement selon l'équité. Hormis cette hypothèse l'arbitre
doit s'en tenir strictement aux principes du droit inter-
national ; c'est bien dans ce sens que s'est prononcé le
tribunal constitué par le compromis franco-chilien lors-
qu'il développe les motifs suivants : « Considérant que
« le tribunal a été institué pour connaître et décider des
« réclamations pour dommages et préjudices résultant
« d'actes et d'opérations accomplis par les forces de
« terre et de mer de la République du Chili, sur les ter-
« ritoires et côtes du Pérou et de la Bolivie ; que les
« actes et opérations accomplis en mer ne se trouvent
« pas compris dans les mots territoires et côtes, car il
« est à noter que l'emploi du mot côtes exclut jusqu'aux
« mers territoriales ; que dès lors les expressions « opé-
« rations accomplies par les forces de mer » se trou-
« vent subordonnées aux mots « territoires et côtes »,
« et partant doivent s'entendre par rapport aux opéra-
« tions accomplies par les forces navales contre les cô-
« tes, telles que bombardement de villes, de villages et

(2) Mérignac. Op. cit. p. 285.

« de forts situés sur le littoral ; que les pouvoirs du tribunal relativement aux actes et aux opérations qui sont soumis à la décision sont ceux qui découlent du texte du compromis ; que la compétence qu'elle procienne de lois ou de traités est toujours de droit strict et, partant comporte seulement les facultés définies en termes exprès et celles dont l'exercice est virtuellement et nécessairement requis, et qu'elle ne peut être étendue par voie d'interprétation en dehors des termes qui la consacrent » (1).

Mais si le tribunal de Santiago avait cru devoir donner à sa sentence un caractère éminemment juridique, en statuant ainsi que l'exigeait le compromis d'après les principes du droit international, il n'en fut pas toujours ainsi ; l'histoire nous offre un exemple célèbre d'arbitrage dans lequel l'arbitre, investi du mandat de juge de droit par la convention, n'a pas craint de se transformer en juge d'équité. C'est de cette façon que le Roi des Pays-Bas désigné comme arbitre procéda lorsque, par le compromis du 29 septembre 1831, l'Angleterre et les Etats-Unis convinrent de lui soumettre les différents points sur lesquels, les Commissaires nommés en exécution de l'article 5 du Traité de Gand du 24 décembre 1814, n'avaient pu se mettre d'accord. L'arbitre devait déterminer la limite exacte des possessions respectives de ces deux pays en Amérique. Les difficultés qu'il avait à résoudre portaient sur les trois points suivants : 1° sur l'angle nord-ouest de la Nouvelle-Ecosse et sur les Highlands, divisant les eaux qui se déversent dans le Saint-Laurent des eaux qui se déversent dans l'Atlantique ; 2° sur la source la plus nord-ouest de la

(1) Calvo. *Loc. cit.* 6^e édition, § 1.749.

rivière Connecticut ; 3° sur le tracé du 45° parallèle de latitude Nord depuis la source jusqu'au fleuve Saint-Laurent. Si les deux dernières questions n'étaient pas de nature à soulever de réelles difficultés, il en était tout autrement pour la détermination de l'angle nord-ouest de la Nouvelle-Ecosse et des Highlands. L'arbitre estima que les arguments allégués de part et d'autre et les pièces exhibées à l'appui étaient insuffisants et que, d'autre part, les dispositions du traité de 1783 étaient trop vagues pour lui permettre d'adjuger une de ces lignes à l'une des parties sans blesser les principes du droit et de l'équité envers l'autre. Ne pouvant accepter ni la ligne (verte) des prétentions américaines, ni la ligne (rouge) des prétentions anglaises, il traça une nouvelle frontière de nature, semblait-il, à convenir aux deux parties en litige. Convaincu qu'il ne pourrait sans erreur statuer conformément aux demandes des parties et persuadé, d'autre part, que le traité était inapplicable, le Roi ne vit d'autre solution que dans une interprétation plus équitable que fidèle du texte du compromis..

Cette sentence rendue à la date du 10 janvier 1831 attribuait aux Etats-Unis la plus grande partie du territoire contesté ; cependant, dès le 12 janvier, le Ministre américain à La Haye, adressait au Ministre des Affaires Etrangères de Hollande une « respectueuse protestation » contre une sentence qui était sortie des limites de sa « compétence, en donnant une opinion à la place d'un « jugement » (1).

L'Etat du Maine dont le territoire eut été amoindri par

(1) John Bouchette. *British Dominions in North America*. I. app. 20 et *Résolves of the States of Maine from 1829 to 1835 inclusive*. Augusta 1842, II, p. 257.

cette sentence, refusa de l'accepter. De même, le Sénat ne crut pas devoir accepter la décision du Roi des Pays-Bas puisque celui-ci avait méconu les limites qui renfermaient ses pouvoirs. Aussi le Secrétaire d'Etat Livingston écrivit-il au ministre anglais, M. Bankhead, (2 juillet 1832) que le Sénat, après examen de la sentence, avait refusé de consentir à son exécution ; que sans rechercher les raisons de ce vote, il pouvait affirmer :
« qu'aucune question ne se serait élevée sur la validité
« de la sentence si l'arbitre avait déterminé et désigné
« la frontière comme celle prévue par le traité de 1783 ;
« qu'il ne l'avait pas fait, mais semblait avoir abandonné le caractère d'arbitre pour assumer celui de médiateur en conseillant aux deux parties d'accepter comme la plus convenable pour toutes deux la frontière qu'il leur indiquait ; que la ligne ainsi tracée réduisait d'après l'affirmation d'un des Etats de l'Union, son territoire et que cet Etat contestait, au point de vue constitutionnel, le pouvoir des Etats-Unis de diminuer son territoire sans son assentiment ; que si la décision avait indiqué la ligne ainsi tracée comme la frontière désignée par le traité de 1783, l'objection ne se serait pas élevée ; mais que le cas était tout différent, d'où la nécessité d'ouvrir une négociation pour trancher la question que l'arbitre n'avait pu comme médiateur décider ». Et les Etats-Unis de conclure que l'arbitre n'ayant pu régler le différend, les Parties devaient s'entendre par un traité régulier pour fixer la frontière à l'amiable. Le Roi des Pays-Bas avait manifestement excédé les limites tracées par le compromis à sa compétence et c'est à bon droit que les Etats-Unis se refusèrent à accepter cette sentence.

M. Asser dans ses observations sur la décision du Roi des Pays-Bas reproche à l'arbitre d'avoir fait une médiation et non pas un arbitrage, comme le voulait le compromis. « Si l'arbitre, écrit-il, a le droit de choisir « entre deux lignes une troisième, pourvu qu'elle soit « à l'intérieur des deux premières, il ne peut faire ce « choix, sauf clause spéciale du compromis, qu'en vertu « de ses pouvoirs de juge, c'est-à-dire par interprétation des textes visés par le compromis. Si l'arbitre « avait trouvé le long de la ligne par lui choisie les « Highlands demandés par le traité ou des terres telles « qu'elles fussent suivant lui les Highlands du traité, « sa sentence eût incontestablement évité tout reproche « d'excès de pouvoir. Il pouvait choisir entre les deux « lignes une troisième, mais à la condition de présenter « cette ligne comme celle du traité de 1783. Or précisément, et de son propre aveu, il résulte que cette ligne « n'est pas celle de 1783 ; c'est en cela, mais en cela « seulement que son jugement est critiquable. Les Etats-Unis l'ont fort bien compris en reprochant à l'arbitre, « non pas son adoption d'une troisième ligne, mais la « désignation de cette ligne pour des motifs de pure convenance pratique étrangers à l'interprétation des textes que, d'après le compromis, il devait fournir. Il « est vrai que des textes visés par le compromis, aucune solution pratique ne paraissait se dégager, mais « ceci n'autorisait pas l'arbitre à substituer au jugement « tiré des textes un jugement tiré de ce qui lui paraissait « suivant son propre mot convenable » (1). Et M. Asser ajoute que si les documents ne permettaient pas à l'ar-

(1) A. de Lapradelle et N. Politis. Recueil des arbitrages internationaux, T. I, p. 397.

bitre de se prononcer, il n'avait qu'à formuler le non liquet : « Sa décision, observe-t-il, eut été à ce point « de vue sans reproche, mais c'est dans le dispositif et « non, comme il le fit, dans les motifs de la sentence « qu'il devait faire cette constatation, après laquelle il « devait non pas passer outre, mais immédiatement se « dessaisir ». Pour concilier la nécessité de ne pas éterniser les conflits, et d'autre part le devoir impérieux de juger d'après les termes du compromis, l'arbitre devait, suivant l'éminent juriconsulte néerlandais, prononcer le non liquet et puis en qualité de médiateur, proposer la frontière qu'il considérerait dans le dispositif de la sentence, comme un véritable jugement, ou ce qui était encore préférable, demander avant l'acceptation du mandat, un supplément de pouvoirs. C'est en définitive cette manière de voir qu'avait adoptée l'Empereur de Russie quand la France et les Pays-Bas lui confièrent la mission de fixer l'étendue de leurs possessions de la Guyane, en amont du confluent des rivières dites Awa et Tapanoni qui forment ensemble le Maroni. La Hollande prétendait que l'arbitre ne pouvait choisir que l'une de ces deux rivières. La France au contraire estimait que l'arbitre pouvait partager comme il l'entendrait, le territoire situé entre les deux cours d'eau. Il semble bien, d'après la convention signée à Paris le 29 novembre 1888 que l'arbitre n'aurait eu le choix qu'entre ces deux frontières. Quoi qu'il en soit, le Tsar craignant de ne pouvoir remplir une mission aussi circonscrite, refusa d'accepter un tel arbitrage. Dès lors, les deux parties accordèrent à l'arbitre le pouvoir de fixer éventuellement comme solution intermédiaire, une autre limite sur l'étendue du territoire contesté. Au mois de septembre 1891

l'Empereur acceptait définitivement de juger ce différend de frontières (1).

Dans le différend qui s'est élevé entre la Grande Bretagne et le Portugal au sujet de la possession de territoires sur la côte orientale d'Afrique, on prévoyait également le cas « où l'arbitre ne pourrait décider entièrement en faveur de l'une des deux réclamations, il serait prié de donner telle décision qui, selon lui, offrirait une solution équitable de la difficulté ». On avait étendu la compétence de l'arbitre pour lui permettre de juger, même si les faits soumis n'étaient pas de nature à recevoir une solution juridique. Cette manière de procéder que l'on peut relever dans certains compromis et qui donne à l'arbitre plutôt le rôle de médiateur que celui de juge ne saurait, à notre avis, être

(1) Dans le litige entre la France et les Pays-Bas comme dans le différend entre la Grande-Bretagne et le Portugal, l'arbitre n'a pas eu à faire usage de la clause d'amiable composition. Le Président de la République, qui avait été nommé arbitre dans ce dernier différend, a jugé que les prétentions du Gouvernement portugais étaient dûment prouvées et établies (Conf. Renault. *Une Nouvelle Mission donnée aux Arbitres*. R.D.I.P., tome I). M. Rolin Jaëquemyns (R.D.I., T. XXIII, p. 84-86) a critiqué l'accord franco-hollandais. Il ne conteste pas que deux états puissent étendre les pouvoirs de l'arbitre et constituer ainsi un arbitre amiable compositeur. Un état peut toujours, dans le cas où le droit lui paraîtrait douteux de part et d'autre, remplacer le jugement disant droit par une solution transactionnelle. Mais l'éminent jurisconsulte ne recommande pas l'introduction d'une telle clause dans le compromis pour les raisons suivantes : l'éventualité d'une solution dictée non par le droit mais par une appréciation arbitraire des convenances des parties, fausserait la notion de l'arbitrage international. D'autre part l'arbitre serait porté à « couper le différend en deux » afin de diminuer son travail et sa responsabilité. Enfin la clause de l'amiable composition deviendrait de style et un Etat faible, ne pourrait sans inconvénients refuser à un grand Etat d'y avoir recours. « Ne voit-on ce qu'il y a là de danger réel pour le cas où une grande puissance voudra faire une mauvaise queue à un Etat faible, tout en gardant l'apparence de l'impartialité ? » A ces critiques nullement compromises par l'insertion d'une clause d'amiable composition, qui ne peut s'appliquer que pour le cas où il serait impossible de prononcer un jugement disant droit. De plus, il est préférable de donner une solution même transactionnelle plutôt que de laisser les litiges s'éterniser. (Conf. Mérignac. *loc. cit.*, p. 107 et 108).

critiquée. Il est préférable si le litige ne présente pas de solution juridique, de concilier les intérêts en présence plutôt que de laisser le litige indéfiniment en suspens. Au surplus, ce pouvoir de l'arbitre n'est que subsidiaire car le tribunal ne peut user de la faculté, qui lui est réservée dans le compromis de décider équitablement que s'il apparaît clairement qu'il lui était impossible de trouver dans le droit le mobile de sa décision.

Mais en tout cas, il ne saurait suffire à l'arbitre d'affirmer que les documents ne lui permettent pas de prendre une décision juridique pour pouvoir statuer d'après la seule équité, il faut encore qu'il apporte les preuves à l'appui. C'est cependant ce que le Président de la République Argentine, arbitre du différend entre la Bolivie et le Pérou au sujet des limites de leurs possessions respectives, n'a pas cru devoir faire. Cet arbitrage a fait l'objet de la part de M. Weiss d'une étude très documentée dans laquelle l'éminent jurisconsulte conclut à la nullité de la sentence arbitrale pour excès de pouvoir. Exposons brièvement les faits.

La Bolivie et le Pérou avaient conclu à La Paz le 21 novembre 1901 un traité général d'arbitrage (1). L'article 2 spécifiait que les parties devraient, pour chaque différend, conclure une convention spéciale, fixant l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs de l'arbitre et la procédure à observer. Il était dit, à l'article 7, que l'arbitre devait demander l'avis de la Société Royale de géographie de Londres ou de l'Institut géodésique international de Berlin pour toutes les questions présentant un

(1) Descamps et Renault. Recueil international des Traités du XX^e siècle, 1901, p. 453.

caractère technique ou scientifique. De plus l'article 8 prescrivait à l'arbitre de se conformer strictement aux règles de droit international et pour les questions de limites, au principe américain de l'*uti possidetis* de 1810.

Conformément à cette convention générale, la Bolivie, au principe américain de l'*uti possidetis* de 1810, un compromis pour résoudre le conflit de limites de leurs territoires respectifs.

L'article 1^{er} était ainsi conçu : « Les Hautes Parties
« Contractantes soumettent au jugement et à la décision
« du Gouvernement de la République Argentine, en
« qualité d'arbitre, juge de droit (juez de derecho) la
« question de limites pendant entre les deux Républi-
« ques, afin d'obtenir une sentence définitive et sans
« appel, d'après laquelle tous les territoires qui, en 1810,
« dépendaient de la juridiction ou du district de l'an-
« cienne Audience de Charcas dans les limites de la
« Vice-Royauté de Buenos-Ayres par actes de l'ancien
« Souverain, le Roi d'Espagne, fassent partie de la Ré-
« publique de Bolivie et que tous les territoires qui, à
« la même époque et par actes de même provenance
« dépendaient de la Vice-Royauté de Lima fassent par-
« tie de la République du Pérou ».

Le traité précisait les documents auxquels l'arbitre devrait se référer pour prononcer sa sentence. C'étaient :
« Le Recueil des lois de la Recopilacion des Indes, les
« cédulas et ordres royaux, les ordonnances des Inten-
« dants, les actes diplomatiques, relatifs à la délimitation
« des frontières, les cartes et descriptions officielles, et
« en général tous les documents d'un caractère officiel
« propres à donner la véritable signification et à assu-

« rer l'exécution des dispositions royales précitées ». (Art. 3).

Et pour le cas où ces actes ne détermineraient pas avec une clarté suffisante, l'étendue d'un territoire « l'arbitre résoudra la question de façon équitable en se rapprochant autant que possible de leur sens et de l'esprit qui les aurait dictées » (Article 4).

De plus, aux termes de l'article 5 « la possession d'un territoire exercée par l'une des Hautes Parties Contractantes ne pourra former opposition, ni prévaloir contre les documents ou dispositions royales établissant le contraire ». Enfin, le traité du 29 novembre 1901 devait s'appliquer pour tout ce qui n'était pas réglé spécialement par le compromis (Art. 10).

Le Président de la République Argentine a rendu sa sentence, conformément aux conclusions de la Commission destinée à l'assister dans son arbitrage. Il constate qu'après avoir étudié les allégations présentées par les deux Parties, il est arrivé à cette conclusion que les lois de la Recopilacion des Indes, les cédulas royales, les documents d'un caractère officiel ne lui permettent pas de considérer « comme ligne divisoire entre l'Audience de Charcas et la Vice-Royauté de Lima en 1810, soit l'une ou l'autre des limites proposées par les Etats en litige ». Il ajoute que par suite de l'insuffisance des documents en vue de déterminer d'une manière claire et précise l'étendue du territoire en litige, il doit appliquer la clause 4 du traité d'après laquelle « toutes les fois que les actes et documents ne détermineraient pas clairement l'étendue d'un territoire, l'arbitre résoudra la question de façon équitable, en se rapprochant du sens des dits actes et de l'esprit qui les aurait dictés ».

L'arbitre rendit une sentence qui partageait en deux parties à peu près égales le territoire contesté.

Cette sentence fut accueillie en Bolivie avec les protestations les plus vives. Les regrettables manifestations dont ce pays fut le théâtre, étaient-elles motivées par l'attitude de l'arbitre ?

Le Président de la République argentine était investi du pouvoir de statuer comme « juge de droit » d'après les termes mêmes du compromis. Il devait, dans le prononcé de sa sentence, s'inspirer des documents limitativement déterminés par l'article 3. Nous ne rechercherons pas si les titres juridiques produits par les Parties étaient de nature à lui permettre de tracer la démarcation territoriale de la Vice-Royauté de Lima et de l'Audience de Charcas ; il nous suffit de constater qu'à défaut de textes définissant clairement l'étendue d'un territoire, l'arbitre devait « résoudre la question de façon « équitable, en se rapprochant autant que possible du « sens desdits actes et des motifs qui les aurait inspirés ». L'arbitre ne pouvait donc pas chercher dans les seules inspirations de sa conscience les mobiles de sa décision, puisque l'équité dont il devait tenir compte était bien définie : elle se rapprocherait autant que possible du sens et de l'esprit des documents officiels. Le silence observé par l'arbitre sur certaines questions essentielles, laisserait croire, suivant M. Weiss, qu'il n'avait découvert aucun document qui lui eut permis de statuer dans ces conditions : « Mais s'il en est ainsi, la haute mission que les Parties lui avaient offerte et qu'il avait acceptée devenait impossible. Il ne lui appartenait pas de l'étendre et d'en modifier le caractère par un motu proprio, en substituant la qualité d'amiable

« compositeur à celle de juge de droit qui lui avait été
« conférée. Son rôle était nettement tracé. Il pouvait ou
« bien renoncer au mandat qu'il avait reçu en faisant
« connaître aux Parties les obstacles que les termes res-
« trictifs du compromis mettaient à son accomplisse-
« ment, ou bien, pour justifier leur confiance et prépa-
« rer l'accord de leurs prétentions rivales, leur proposer
« une transaction amiable uniquement fondée sur l'équi-
« té et d'ailleurs dépourvue de toute force obligatoire
« par elle-même » (1).

Au surplus, en admettant que l'arbitre n'ait pas pu trouver dans les documents aucune preuve juridique relativement à la délimitation de la zone contestée, il devait appliquer la convention générale d'arbitrage du 21 novembre 1901 à laquelle renvoyait expressément le compromis du 30 décembre 1902 pour tout ce qui n'était pas réglé par ce dernier traité. Or l'article 7 de la convention de 1901 lui imposait l'obligation de demander l'avis de la Société Royale de géographie de Londres ou de l'Institut géodésique international de Berlin. Cette consultation qui n'eût peut-être pas été inutile n'a pas été demandée.

En tout cas, en présence de l'obscurité des textes sur certains points, l'arbitre devait y suppléer en appliquant l'article 5 en vertu duquel la possession devait être considérée comme un titre à la souveraineté, en l'absence de documents pouvant servir de base à la fixation des territoires respectifs. Le gouvernement de la Bolivie avait revendiqué une bonne partie de la zone contestée parce qu'il en avait réalisé l'occupation effec-

(1) Weiss. R.D.I.P. Arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou, p. 135.

tive par le développement intensif du commerce et de l'agriculture et par l'établissement de garnisons militaires. De toutes ces considérations, de nature croyons-nous, à établir un droit certain en faveur de la Bolivie, l'arbitre n'en a pas tenu compte. Non seulement en agissant ainsi, il méconnaissait l'article 5 du compromis, mais il statuait encore à l'encontre des principes du droit international dont la convention générale lui prescrivait la stricte application. Il est en effet une règle certaine en droit international : c'est que « la possession de fait » « réalisée d'une façon effective et permanente au moyen » « de la fondation d'établissements militaires et industriels et du développement de l'agriculture, constitue » « un titre suffisant pour l'acquisition de la souveraineté territoriale » (1).

En résumé, le Président de la République Argentine ne devait donc pas rechercher dans la seule équité le mobile de sa décision alors que le compromis lui prescrivait de s'inspirer des principes du droit international ; c'est donc, à bon droit, croyons-nous, que le Gouverne-

(1) R.D.I.P. Tome XV II, p. 255. Article de Pasqual Fiore La Sentence arbitrale du Président de la République Argentine ;

« L'action de la part d'une puissance qui entend contester le droit de celui qui possède de fait, ne peut être considérée comme pouvant s'exercer pendant un temps indéfini, mais on doit admettre une limite à cette action en considérant en principe que le temps valide tout et qu'on ne peut pas soumettre à une discussion indéfinie l'acquisition originaire. La possession de fait conservée et prolongée pendant une longue période d'années devra être réputée comme un obstacle à l'admissibilité de l'action ». Pasqual Fiore, R.D.I.P. tome XVII, p. 254. Bluntchili considère, de même qu'ele temps valide tout : « Même si l'on peut prouver que la prise de possession primitive a été accompagnée de violences et a eu lieu au mépris du droit, mais si, d'un autre côté, la possession paisible dure depuis assez longtemps pour que la stabilité et la nécessité de l'ordre de choses établi soient reconnus par la population, on devra admettre que l'état de fait amenés par la violence s'est transformé avec le temps en état légal ». (Bluntchili. Droit International codifié, règle 1076).

ment Bolivien a argué de nullité cette sentence et par suite refusé de s'y soumettre.

Les questions de limites ont souvent fait l'objet de sentences arbitrales. Nous avons cité quelques exemples de sentences dans lesquelles l'arbitre avait dépassé les pouvoirs qui lui avaient été conférés par le compromis ; dans le même ordre d'idées, on peut mentionner un différend relatif à la détermination de territoires contestés entre le Chili et l'Argentine (1). En vertu de la convention du 17 avril 1896, ces deux gouvernements soumirent à la décision du souverain anglais, les divergences survenues entre leurs experts au sujet de la délimitation de leurs territoires, tracée en conformité du traité de 1881 et du protocole de 1893.

La mission de l'arbitre était ainsi définie : il devait « appliquer strictement les dispositions du traité de 1881 » et du protocole de 1893, devant être faite au préalable, « l'étude du territoire par une Commission que l'arbitre désignera ». L'arbitre était tenu de restreindre ses pouvoirs à l'application stricte du traité ; il devait dire laquelle des deux lignes, celle du gouvernement chilien ou celle du gouvernement argentin, est le plus strictement conforme aux dispositions du compromis, et au cas où aucune des prétentions des Parties ne répondrait à l'interprétation du traité, il devrait prononcer

(1) Il n'y a pas lieu de s'étonner que l'Amérique du Sud ait été le théâtre de nombreux arbitrages dans le but de délimiter les possessions respectives de ses Etats. Lorsque les colonies espagnoles s'émancipèrent, elles adoptèrent les divisions territoriales administratives de la Métropole. Mais ces limites étant en général mal déterminées, les Républiques latino-américaines signèrent de nombreux traités de délimitation soit entre elles, soit avec les puissances européennes qui avaient des colonies en Amérique. C'est un traité analogue qu'avaient conclu le Chili et l'Argentine en 1881.

le non liquet. Dans sa sentence du 20 novembre 1902 l'arbitre, au lieu de s'en tenir aux termes du compromis, crut devoir statuer en qualité d'amiable compositeur en indiquant une troisième ligne : la sentence était donc nulle pour excès de pouvoir (1).

Du défaut de motifs dans la sentence

Lorsqu'une sentence arbitrale n'est pas motivée, doit-on la considérer comme nulle ?

Cela n'est pas douteux lorsque le compromis prescrit à l'arbitre de motiver sa décision : celui-ci ne saurait se refuser à appliquer les règles qui lui sont formellement prescrites par le compromis. Mais en l'absence d'une telle clause insérée dans le compromis, doit-on considérer la « non motivation » de la sentence comme une cause de nullité ? On s'accorde en général à considérer qu'il est absolument indispensable, dans l'intérêt d'une bonne justice, de motiver la sentence. « Il importe au plus haut degré, écrit M. Renault, que la sentence soit juste, mais encore qu'elle le paraisse ; il ne faut pas que l'on puisse supposer que des influences décisives ont pu s'exercer et que les juges ont pu tenir compte de considérations autres que celles de la justice. La sentence n'aura pas seulement pour effet de terminer le litige, elle aura une valeur morale indiscutable » (1).

(1) Conf. Alvarez. Des occupations de territoires contestés. R. D. I. P., tome X, p. 679.

(2) Renault. Préface du Recueil des arbitrages internationaux, par MM. de Lapradelle et Politis, p. W.

La justice, écrit M. Pierantoni, est lumière et vérité. Il faut qu'elle se

On peut apprécier le bien fondé d'une décision que si les motifs y sont suffisamment développés ; en outre, l'exposé des motifs constitue une source précieuse pour le développement de la jurisprudence internationale et prépare en quelque sorte la codification du droit international dans un prochain avenir.

De nombreux auteurs ont insisté sur la nécessité inéluctable de motiver les sentences. L'Institut de Droit international, dans son projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale, précise dans l'art. 23 de ce projet que la sentence arbitrale « doit être rédigée « par écrit et contenir un exposé des motifs, sauf dispensé se exprime stipulée dans le compromis » (1). Cette résolution de l'Institut semble avoir exercé une certaine influence sur l'évolution de l'arbitrage. En 1890, l'éminent professeur italien M. Pasqual Fiore, écrivait dans son *Droit International codifié* « la sentence arbitrale « sera rédigée par écrit. Elle contiendra l'exposé des « motifs de fait et de droit ainsi que les dispositions « adoptées relativement aux points controversés (2) ».

A la conférence de la Paix de 1899, les délégués après de longues discussions finirent par admettre le principe que toute sentence doit être motivée. Suivant M. de Mar-

montre sous une forme sensible ; il faut que le juge justifie son jugement qui est une opération de l'âme, un acte de recherche par laquelle après avoir entendu les parties, précisé et posé les questions, vérifié les faits, il décide, indiquant les règles de droit qui ont déterminé son jugement. Les motifs en fait et en droit s'ils sont en garantie exigée par la loi de procédure, sont un besoin de la société internationale. Auguste Pierantoni, *R.D.I.* et législation comparée. T. XXX, 1898, p. 459.

(1) Se sont prononcés dans le même sens : Mérignac. *Traité de l'arbitrage international*, N° 287 ; de Lapradelle, *Chronique internationale* dans la *Revue du Droit public et de la science politique en France et à l'Etranger*, 1898, p. 526 ; Bureau, le *Conflit italo-colombien*, p. 85 et suiv. ; Weiss *R.D.I.P.*, tome XVII, etc.

(2) Pasqual Fiore. *Le Droit international codifié et sa solution juridique*. Paris, 1890, N° 900, p. 292 et N° 907, p. 294.

tens, on devait laisser les arbitres libres de motiver ou non leurs sentences. A l'appui de sa proposition, il faisait observer qu'il serait parfois très difficile à un arbitre de se rallier à la sentence de la majorité, lorsque l'exposé des motifs l'obligerait à critiquer la politique de son gouvernement. A cette objection, M. Bourgeois a répondu que l'arbitre n'avait qu'à rédiger autrement les motifs, sans se soustraire à l'obligation d'en formuler. Singulièrement plus contestable nous paraît l'observation de M. de Martens lorsqu'il a ajouté que « des circonstances peuvent se produire où l'obligation de motiver constituerait un obstacle à obtenir une décision absolument juste » ; il n'est pas douteux, en effet, que la cause de la justice ne peut que gagner à ce que l'arbitre mette pleinement en lumière les raisons qui ont motivé sa décision. Les idées de M. de Martens ne devaient pas toutefois prévaloir : elles furent vivement critiquées par le Docteur Zorn, délégué allemand, et M. Descamps. La Conférence se ralliant aux observations de ces deux délégués, vota l'art. 52 ainsi conçu : « La sentence arbitrale votée à la majorité des voix est motivée..... ». La deuxième conférence tenue à La Haye en 1907 a consacré la même disposition. L'obligation de motiver la sentence est donc désormais de droit commun pour tous les litiges dont connaît la Cour permanente d'arbitrage.

Bien que la Conférence n'ait pas indiqué quelles seraient les conséquences de l'inobservation d'un tel principe, pas plus qu'elle ne l'avait fait pour les autres règles adoptées « en tant que les Parties ne sont pas convenues d'autres règles », il ne peut y avoir, à notre avis, qu'une seule sanction : la nullité. Tel est, semble-t-il,

l'opinion de M. Weiss lorsque, dans son appréciation sur l'exposé des motifs de la sentence arbitrale rendue par le Président de la République Argentine, lors du différend entre le Pérou et la Bolivie, il s'exprime ainsi : « Sont-ce là des motifs que tout le monde proclame nécessaires pour la régularité des sentences arbitrales, « aussi bien que pour celle des jugements et arrêts (art. « 23 Règlement de l'Institut de droit international). Mais « alors le défaut de motifs n'entraînerait jamais la nullité d'une décision de justice (1) ». Peu d'auteurs ont cité le défaut de motifs comme cause de nullité. Outre M. Pasqual Fiore qui considère comme frappée de nullité la sentence qui manquerait « complètement de motifs en « fait et en droit », on trouverait quelques auteurs qui y firent allusion indirectement. Ainsi Heffter prononce la nullité d'une sentence dont les dispositions seraient contraires d'une manière absolue aux règles de la justice ; de même Calvo s'exprime en des termes à peu près analogues. D'ailleurs l'absence de motifs doit être considérée comme un excès de pouvoir, car l'arbitre qui, sauf clause contraire du compromis, ne s'est pas soumis à un principe certain de droit international a statué en dehors des termes du compromis et par suite commis un excès de pouvoir.

Dans l'histoire de l'arbitrage, on rencontre de nombreux exemples de sentence non motivées. Sans vouloir remonter trop loin dans un passé où la décision arbitrale était moins une sentence qu'un arrêt dépourvu de motifs (1) — il en fut ainsi jusqu'au dix-huitième siècle —

(1) Weiss, L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie et le Pérou. R.D.I.P., L. X, p 134.

(1) Pour l'arbitrage des papes en particulier, on cite fréquemment

on trouve au cours du 17^e siècle des sentences non motivées surtout dans les arbitrages par souverain. Et ce fait se produit principalement pour la raison suivante : « La crainte qu'ont les souverains de voir les motifs de leurs sentences ou critiqués ou quelque jour retournés contre eux, rapproche leurs décisions des anciens oracles dont, tant par amour propre du juge que par intérêt national, leurs arbitrages tendent malheureusement à prendre le caractère autoritaire, énigmatique et sybillin (2) ». Il est à noter que depuis le milieu du 19^e siècle et surtout dans ces dernières années, une remarquable évolution s'est accomplie, tendant à substituer graduellement la forme judiciaire à la forme diplomatique même dans les arbitrages par souverain. On rencontre cependant, même à l'heure actuelle, des exemples de sentences non motivées. Tel est, semble-t-il le cas de la sentence rendue par le Président des Etats-Unis dans l'affaire Cerruti qui divisait la Colombie et l'Italie. Un sujet italien, le sieur Cerruti, fixé en Colombie depuis 1869 fut accusé d'avoir pris part à un mouvement insurrectionnel dans l'Etat du Cauca — l'un des Etats de la République Colombienne — désolé par la guerre civile. Les autorités de l'Etat du Cauca confisquèrent les propriétés personnelles dudit Cerruti ainsi que celles qu'il possédait en commun avec d'autres rebelles. A la suite des réclamations du sieur Cerruti contre le gouverne-

la sentence rendue par le pape Alexandre VI, le 14 mai 1793, dans un conflit hispano-portugais partageant d'un trait de plume les terres nouvellement conquises par les navigateurs. Vainement chercherait-on des « motifs » : les arrêts des papes, plutôt que leurs sentences furent des ordres divins, ceux d'un médiateur entre le ciel et la terre, pour rapporter l'expression de M. Nys (Citation thèse Henri Hélié, Paris 1912).

(2) Lapradelle et Politis. Recueil des arbitrages internationaux, Tome I, Introduction p. 28 et 45.

ment de Colombie pour pertes et dommages causés à ses propriétés dans l'Etat de Cauca et après de nombreux pourparlers restés infructueux, le gouvernement italien et le gouvernement de la République de Colombie convinrent par le protocole de Castellamare de 1894 de soumettre leur différend à l'arbitrage du Président des Etats-Unis, M. Cleveland (1).

Le 2 mars 1897, l'arbitre rendit une sentence non motivée, résolvant ainsi les questions qui lui furent soumises, sans dire comment et sur quoi il basait sa décision. Sans doute, l'arbitre était investi d'une mission aussi large que possible : on lui avait donné « pleins pouvoirs, « autorité et juridiction pour faire exécuter, ou pour « donner qu'il soit fait ou exécuté sans limite d'aucune « sorte, tout ce qui, à son jugement, pouvait être nécessaire et pouvait conduire à atteindre d'une façon juste et équitable les fins et le but que l'arbitrage a pour « objet d'assurer ». Mais les termes qui définissaient ainsi le pouvoir de l'arbitre, n'avaient pas pour effet, croyons-nous, de le dispenser de motiver sa décision; pour qu'une pareille dérogation aux règles de droit commun eût été possible, il eût fallu à cet effet, insérer une réserve formelle dans le compromis, alors surtout que rien ne semblait justifier un tel abandon de principes. Bien que l'arbitre ait été investi des pouvoirs les plus étendus pour instruire l'affaire, il devait néanmoins s'appuyer sur les documents et les preuves qui lui seraient soumis par les intéressés et aussi sur les principes du droit public. Il devait dire, conformément à l'intention des parties, quels étaient les documents sur lesquels il

(1) Recueil La Fontaine, p. 297.

faisait reposer sa décision ; en négligeant de le faire, l'arbitre méconnaissait un principe universellement admis, lui faisant obligation de motiver sa sentence.

Dans sa critique de la sentence arbitrale du Président Cleveland, M. Darras s'exprime ainsi : « En s'abs-
« tenant de motiver sa décision, alors qu'il n'avait pas
« été relevé de cette obligation qui découle des princi-
« pes du droit commun, l'arbitre avait commis un véri-
« table excès de pouvoir ; la sentence arbitrale était
« nulle et la Colombie aurait pu, si elle s'était sentie
« assez forte, refuser de l'exécuter (1) ».

II

Du cas de Corruption ou de mauvaise foi des arbitres

Ce cas de nullité est admis par tous les auteurs. L'arbitre doit montrer dans la haute mission qui lui est dévolue, la plus stricte impartialité. Il ne saurait garder la qualité de juge que s'il n'accorde rien à la faveur, ni à la haine pour se prononcer uniquement selon la justice (2). S'il était manifeste « qu'il y a eu de la collusion entre l'arbitre et l'une des Parties, ou qu'elle l'avait ga-

(1) Darras De certains dangers de l'arbitrage international. R.D.I.P. tome VI. Dans le même sens Paul Bureau, le conflit Italo-Colombien, p. 102.

(2) « Ne croyez pas que votre suffrage soit dû à celui qui vous a choisis et soyez persuadés que votre ministère n'est distingué de celui des juges que par les caractères et non par les obligations ». Daguesseau, Cit. Ernest Nys, R.D.I. 1910, p. 600.

« gné par des présents ou qu'ils avaient fait ensemble
« une convention au préjudice de l'autre partie, celle-
« ci n'est point obligée de se soumettre à la sentence
« d'un tel juge qui ayant témoigné une partialité si vi-
« sible, ne saurait plus soutenir le personnage d'arbi-
« tre (1) ». Il faut ajouter le cas où « les arbitres trou-
« veraient dans une situation d'incapacité légale ou
« morale, absolue ou relative, par exemple, s'ils étaient
« liés par des engagements antérieurs ou s'ils avaient
« dans des conclusions formulées, un intérêt direct igno-
« ré des parties qui les avaient choisis (2) ». On trou-
ve parfois dans les compromis des dispositions relati-
ves à ces derniers points : il est dit dans l'art. 6 du trai-
té de 1874, entre l'Angleterre et les Etats-Unis : « Les
« commissaires s'engagent par serment à s'abstenir de
« leurs fonctions dans tous les cas où ils se trouveraient
« personnellement intéressés. Dans l'intérêt d'une
bonne justice, il paraît nécessaire d'écarter les arbitres
placés dans l'alternative de choisir entre leurs intérêts
ou leur conscience. Une institution, pour rendre tous
les services que l'on est en droit d'attendre d'elle, ne
doit pas compter sur la vertu des hommes, si haut pla-
cée que soit parfois la personnalité des arbitres. Il faut
ajouter d'ailleurs, tout à l'honneur de ceux-ci, que si
l'on a pu les soupçonner parfois de partialité, ces
exemples sont très rares eu égard aux nombreux ar-
bitrages rendus dans les temps modernes. Pufendorf
cite une tentative de corruption au moyen-âge : l'Em-
pereur Maximilien et le doge de Venise intriguèrent au-

(1) Samuel Pufendorf. *Le droit de la Nature et des gens*. Traduction de Barbeyrac. Livre V, ch. XIII, § 3.

(2) Calvo. *Droit international*, § 1874, N° 2.

près du Pape Léon X, choisi comme arbitre de leur différend, pour essayer de la corrompre.

Dans un seul cas seulement des sentences arbitrales ont été attaquées pour cause de fraude de la part du tribunal. En 1866 fut signé entre les Etats-Unis du Vénézuéla et les Etats-Unis d'Amérique un traité en vertu duquel on confiait à une Commission mixte vénézuélo-américaine le jugement de quelques réclamations présentées par des citoyens américains contre le Vénézuéla. Cette Commission siégea à Caracas en l'année 1868. Or il arriva que le commissaire américain et le surarbitre se mirent d'accord pour fruster certains réclamants en leur extorquant une bonne partie des sommes qui leur avaient été allouées tandis que d'autres réclamants avec lesquels ils s'étaient entendus obtinrent de fortes compensations. Par un acte du Congrès des Etats-Unis du 25 février 1873, il fut déclaré que les décisions de la Commission seraient reconnues comme définitives et concluantes. Dès que le Vénézuéla eut connaissance de la fraude qui viciait ces arrêts, il entama des pourparlers avec le Cabinet de Washington pour en obtenir la revision. Le 25 mars 1872 le Général Guzman Blanco, président des Etats-Unis du Vénézuéla, écrivit au Président des Etats-Unis d'Amérique, une lettre en ces termes : « Les réclamations nord-américai-
« nes de M. Culver s'élevaient à l'origine à la som-
« me de deux cent mille piastres comme valeur maxi-
« mum, les réclamations justifiables et qu'on pouvait
« regarder comme légitimes ne s'élevaient en réalité
« qu'à quatre-vingts ou cent mille piastres ; aussi la né-
« gociation souffrit des retards et éprouva des difficultés
« dont l'effet malheureux fut la création d'une Com-

« mission mixte qui eut pour résultat le plus grand des
« scandales qu'aient enregistrés les annales des négocia-
« tions de cette espèce. Les artifices, les cabales, les
« fraudes les plus cyniques, mettant à profit les trou-
« bles inhérents à l'état de guerre civile, firent monter
« ces réclamations à la somme comparativement énorme
« d'un million et demi de piastres. Ce résultat inouï,
« cet étonnant abus de confiance, cette iniquité ont été
« dénoncés à votre Excellence, lui offrant de les prou-
« ver avec toute l'évidence dont sont susceptibles les
« œuvres de la mauvaise foi et de la malice la plus
« criminelle ».

Devant les preuves irréfutables produites par le gouvernement vénézuélien, le Congrès, après une longue discussion et une enquête approfondie, adopta le 3 mars 1883 une résolution aux termes de laquelle le Président était invité en présence des accusations qui avaient été portées contre la Commission, à entamer des pourparlers avec le Gouvernement du Vénézuéla en vue de nommer une nouvelle Commission devant examiner les réclamations sur lesquelles s'était prononcée la Commission instituée par la Convention de 1866.

Une convention fut conclue, à cet effet, le 5 décembre 1885. La nouvelle Commission décida que les réclamations lui seraient présentées pour être examinées et résolues, absolument comme elle le furent à la précédente Commission avec cette différence que, conformément à la convention de 1885, des preuves supplémentaires seraient admissibles. En outre les débats constitueraient un nouvel examen des réclamations et non une simple révision des jugements de la précédente commission (1).

(1) Conf. Moore, § 1.083.

III

Du cas d'erreur

Parmi les causes de nullité de la sentence, l'erreur est celle qui a été le plus critiquée comme susceptible d'une acception plus ou moins large. Sur bien des points, en effet, on ne rencontre pas en droit international de normes juridiques et une jurisprudence certaine permettant de délimiter exactement le domaine de l'erreur.

« L'erreur, dit Savigny, est la notion inexacte que nous avons d'une chose ; elle consiste à croire vrai ce qui est faux, et faux ce qui est vrai (1) ». L'erreur peut porter soit sur le droit, soit sur le fait. L'erreur est une erreur de droit quand c'est le droit lui-même, la législation établie que l'on ignore ; c'est une erreur de fait quand on s'est trompé sur les faits auxquels doit s'appliquer la règle de droit. En droit interne, les textes du code civil s'appliquant à toute erreur indistinctement, excepté dans certains cas spéciaux pour lesquels l'erreur de droit ne produit pas les effets ordinaires de l'erreur (2).

En 1874, lors de la session de l'Institut de droit international, Mancini proposait de n'admettre comme motif de nullité que « l'erreur essentielle causée par la pro-

(1) « On distingue deux espèces d'erreurs, l'erreur de droit et l'erreur de fait. L'erreur de droit tombe sur une règle de droit, c'est-à-dire sur le droit objectif ; l'erreur de fait tombe sur des faits juridiques, c'est-à-dire sur les conditions exigées en fait pour l'application d'une règle de droit » (Savigny).

(2) Ainsi aux termes de l'art. 1356, l'aveu judiciaire ne peut être révoqué sous prétexte d'une erreur de droit et d'après l'art. 2052, al. 2, les transactions ne peuvent être attaquées pour une erreur de même nature.

« duction de faux documents ». L'erreur ainsi comprise présentait l'avantage d'être bien définie : seules les manœuvres frauduleuses de l'une des Parties étaient de nature à motiver la nullité de la sentence. Dans son projet de règlement pour tribunaux arbitraux, Levin Godschmidt se prononçait dans le même sens : « La sentence « arbitrale, écrivait-il, dûment prononcée peut être attaquée et mise à néant s'il est établi que le tribunal arbitral a été trompé par la partie adverse par exemple au moyen d'actes faux ou altérés ou de témoins « corrompus ». Finalement, l'Institut admit l'erreur essentielle comme cause de nullité. La formule proposée par l'Institut a été critiquée parce qu'elle était trop vague. Dans quel cas pourra-t-on affirmer qu'une erreur est essentielle ? En droit interne, la difficulté de caractériser l'erreur essentielle n'apparaît pas parce qu'il est possible de la déterminer d'une façon précise avec le secours de la loi et d'une jurisprudence constante. En droit international, il n'y a ni texte ni jurisprudence permettant de définir l'erreur essentielle. Dès lors, les opinions varieront beaucoup sur cette question, ainsi qu'en témoignent les discussions qui eurent lieu à ce sujet, au sein de l'Institut. Pour certains de ses membres, se ralliant en cela aux idées de Mancini, l'erreur essentielle aurait pour origine la production de faux documents ou de faux témoignages. Pour d'autres, ce serait l'erreur grossière, erreur de droit ou de fait, c'est-à-dire un mal jugé non équivoque.

A moins que le compromis n'ait organisé une juridiction supérieure ayant pour mission de statuer sur l'articulation d'erreur, les Parties sont, en l'état actuel des choses, les seuls juges de l'erreur invoquée et partant

de la validité de la sentence. Or, a-t-on ajouté : « s'il est
« des cas dans lesquels on pourra sûrement affirmer que
« le droit a été violé, ou que les faits ont été mal ap-
« préciés, ces cas constituent la grande exception ; le
« plus souvent, par contre, la question sera douteuse et
« délicate. Admettre que la partie condamnée tranchera
« souverainement ce point, c'est livrer l'arbitrage à sa
« discrétion et dénaturer son caractère obligatoire (1) ».
Et le savant auteur de conclure qu'il faut repousser cette cause de nullité en l'absence d'une juridiction d'appel. Certains auteurs dans le but de fortifier l'autorité morale de la sentence se sont prononcés dans le même sens. Dans son droit international codifié, Bluntschili écrit dans l'article 495 : « La sentence des arbitres ne peut
« être attaquée sous le prétexte qu'elle est erronée au
« contraire à l'équité » et il ajoute que « si l'on per-
« mettrait d'attaquer la décision des arbitres parce qu'elle
« repose sur un principe erroné, on n'arriverait jamais
à un jugement définitif. Les conflits seraient interminables, le but de l'arbitrage serait manqué ». Calvo n'admet pas que l'on argue de nullité la sentence des arbitres qui serait erronée, cependant les erreurs de fait seront rectifiées (2).

On ne saurait contester qu'il est parfois difficile de déterminer les éléments constitutifs de l'erreur grave ; mais ces considérations ne sont pas de nature, croyons-

(1) Mérignac. Traité de l'arbitrage international, p. 315.

(2) Dans le même sens Heffter, droit international de l'Europe : « De simples erreurs, au contraire, qui peuvent être reprochées au contenu de la sentence lorsqu'elles ne sont pas le résultat d'un esprit partial, ne constituent pas une cause de nullité. Néanmoins une erreur de calcul et, dans l'engagement décrit ci-dessus et connu sous le nom d'arbitratio, la preuve d'une erreur de fait, donneront lieu à la demande de rectification ».

nous, à empêcher une Partie de se prévaloir de cette cause de nullité pour se refuser à exécuter une sentence, lorsque les faits qu'elle invoque ne sont pas douteux. Il est regrettable sans doute, qu'à l'heure actuelle, il n'y ait pas de tribunal supérieur devant apprécier les allégations des Parties. L'arbitrage international offrirait bien plus de garanties de bonne justice, en empruntant aux tribunaux ordinaires des procédés qui ont fait preuve d'une réelle valeur au cours des siècles. On ne peut guère le contester, et cependant malgré l'absence d'un tribunal supérieur, une Partie pourra toujours se refuser à exécuter une sentence entachée d'une grave erreur : l'arbitrage ne sera dans cette hypothèse pas plus livré à la discrétion de la Partie condamnée qu'il le serait si cette dernière invoquait un excès de pouvoir ; dans l'un et l'autre cas, il peut y avoir des doutes sur la gravité des motifs invoqués, mais il n'est pas douteux qu'une Nation ne se refuserait pas à accepter un arbitrage, si la cause de nullité n'était pas évidente. Est-ce parce que l'on aura admis l'erreur comme vice de la sentence que les Parties auront tendance à ne pas se soumettre plus fréquemment à l'exécution de la décision ? Nous ne le pensons pas ; une Partie qui invoquerait sans motif plausible une telle cause de nullité, risquerait par sa mauvaise foi de s'aliéner les sympathies des autres Nations : ce qui serait de nature à présenter pour elle de sérieux inconvénients. L'arbitrage ne rendra tous les services que l'on est en droit d'attendre de lui que si les vices dont il peut être parfois entaché sont redressés, de sorte que l'on donnera ainsi une plus grande confiance aux Parties qui voudraient faire usage de ce mode de régler les conflits.

L'idée dominante chez tous ceux qui font un si mauvais accueil à l'erreur essentielle, c'est que l'on détruirait par là l'autorité des sentences arbitrales, car toute Partie condamnée considérerait comme entachée d'erreur la sentence qui la condamne. L'erreur prêterait aux appréciations les plus diverses et en outre on ouvrirait la voie à l'appel, puis que l'on autoriserait de cette façon le juge à apprécier le bien fondé de la sentence originale. Telles sont les raisons pour lesquelles les jurisconsultes pénétrés de la nécessité de clôturer définitivement le litige, se refusent à admettre l'erreur essentielle comme cause de nullité. La Conférence de la Paix partageait les mêmes idées lorsque vint en discussion la revision de la sentence arbitrale. Les délégués admirent la revision pour fait nouveau qui n'est, somme toute, qu'une erreur de fait, mais non pour cause d'erreur dans le sens général du mot, sous prétexte qu'ils mettraient alors en cause « la conscience du juge » (1).

On rencontre dans l'histoire de l'arbitrage un certain nombre de sentences dans lesquelles on peut relever de graves erreurs.

On pourrait citer comme entachée d'erreur de droit par exemple, la sentence relative à la saisie du *Springboock*. Le *Springboock*, navire anglais, parti de Londres, le 9 décembre 1862, pour se rendre à Nassau, port neutre, fut saisi par le corsaire américain *Sonina*. Le 1^{er} août 1863, le juge Bets de la Cour de New-York, déclara le bâtiment de bonne prise sous prétexte qu'il était destiné à forcer le blocus d'un port quelconque régulièrement bloqué par les Etats-Unis. Sur appel inter-

(1) M. Léon Bourgeois

jeté par les intéressés, la Cour suprême, tout en déclarant le vaisseau libre, maintint la condamnation de la cargaison parce que le chargement avait été expédié, dès l'origine, avec l'intention de violer le blocus et que les propriétaires à cet effet, devaient faire transporter à Nassau, les marchandises sur un navire mieux en état de tenter une rupture de blocus. Le voyage de Londres à un port bloqué en passant par Nassau devait donc « légalement et dans la pensée de ses propriétaires être « considéré comme un seul et même voyage. Par conséquent la cargaison était sujette à condamnation du « moment où sur un point quelconque de son voyage « elle était saisie ». La Commission arbitrale instituée en vertu de l'article 12 du traité de Washington, (1) repoussa les réclamations des propriétaires. Dans cette affaire, la Cour suprême assimilait au fait accompli la simple intention de violer un blocus. Alors même que cette intention eut été prouvée, cela n'autorisait pas les juges à appliquer une doctrine unanimement repoussée par les publicistes, car cette théorie exposerait « toute propriété neutre, rencontrée en pleine mer, à « être traitée comme butin de guerre » (2). La Commission des prises de l'Institut de droit international a condamné, à la session de Wiesbaden, la théorie de la continuité du voyage telle qu'elle était admise par la Cour Suprême des Etats-Unis comme étant en opposition « avec une règle reconnue par le droit coutumier « de la guerre maritime, suivant laquelle la propriété

(1) Toutes les réclamations contre les Etats-Unis, « à raison d'actes connus durant la période du 3 avril 1861 au 9 avril 1865 contre la personne ou les biens des sujets de S.M. Britannique, et vice-versa seront soumis à la décision de la Commission des trois arbitres. »

(2) R.D.I. Art. de M. Louis Gessner.

« neutre sur bâtiment portant pavillon neutre et expédiée d'un port neutre vers un autre port neutre, n'est pas sujette à confiscation ni à saisie par un belligérant comme prise légitime de guerre » (1) D'autre part, dans la séance de la Chambre haute des Etats généraux du 25 janvier 1884, le ministre d'Etat hollandais crut devoir publiquement protester contre la décision de la Commission arbitrale. Il déclara que le Gouvernement des Etats-Unis devait abandonner une doctrine qui serait la ruine du commerce des neutres et renoncer au jugement prononcé par erreur, en accordant une indemnité aux victimes. De plus, le Gouvernement hollandais devait engager des négociations avec le Cabinet de Washington, afin de le décider à rectifier son erreur (2).

La partie condamnée aurait pu, semble-t-il se soustraire à l'exécution d'une telle sentence manifestement viciée par une erreur de droit ; néanmoins la décision de la Commission instituée par les articles XII à XVII du traité de Washington fut entièrement acceptée.

Au sujet de l'erreur, nous ajouterons que celle-ci ne se distingue en tant que cause de nullité de l'excès de pouvoir que lorsqu'il s'agit d'une erreur de fait qui serait causée par exemple, par la production de faux documents. L'erreur de droit, en effet, provient toujours de ce que l'on a mal interprété les principes du droit international et par suite elle s'identifie avec l'excès de pouvoir puisque celui-ci peut consister en ce que l'arbitre n'a pas observé les principes qui lui étaient prescrits

(1) R.D.I. 1882, p. 329 et suiv.

(2) Conf. Mérignac. loc. cit. p. 92 et suiv.

dans le compromis. Dès lors, nous avons peine à comprendre la distinction que certains auteurs veulent maintenir quand même entre l'excès de pouvoir et l'erreur de droit. Quant à l'erreur de fait, elle se distingue de l'excès de pouvoir parce qu'elle provient soit d'une mauvaise appréciation de faits, soit de ce que l'on a ignoré certains faits. L'erreur de fait devra toujours être une cause de nullité dans le cas où il s'agira du fait nouveau tel qu'il a été défini par la Conférence. On ne devra que difficilement considérer comme susceptible d'annuler la sentence, la simple erreur de fait qui résulterait de l'appréciation défectueuse de l'arbitre au sujet par exemple, de l'évaluation d'un dommage.

§ 2

Des moyens Pratiques de faire valoir les causes de nullités

Après avoir étudié les différents cas dans lesquels la sentence peut être arguée de nullité, il est utile d'examiner comment, dans la pratique, les parties feront valoir les causes de nullité.

I

Nullité du compromis

Lorsqu'il s'agit d'un vice qui affecte le compromis, les parties doivent l'invoquer devant le tribunal arbitral dès qu'elles en ont eu connaissance. Les arbitres sont

compétents pour statuer sur toutes les difficultés relatives à la validité du compromis, car on ne saurait sans danger laisser ce droit aux Parties qui pourraient ainsi se soustraire aux obligations de la convention. Si les Parties continuaient de prendre part à la procédure sans opposer la nullité du compromis, elles seraient censées l'avoir couvert par une ratification tacite. C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 32 du projet de Goldschmidt. Lorsque les parties feront valoir une cause de nullité, deux cas peuvent se présenter : ou bien le tribunal arbitral déclarera la demande bien fondée et par suite il devra se considérer comme dessaisi, le compromis étant éteint par la reconnaissance de ce vice, ou bien le tribunal rejettera la demande et continuera, en ce cas, la procédure ordinaire.

II

Nullité de la sentence

En ce qui concerne la nullité de la sentence arbitrale, il est possible tout d'abord que le compromis ait organisé une juridiction supérieure devant statuer sur les recours contre la décision de l'arbitre. Dès lors, la Partie réclamante devra porter le recours devant le tribunal qui appréciera les moyens de nullité invoqués. Le plus souvent il n'en est pas ainsi : il appartient aux Parties, à défaut d'une juridiction d'appel, de juger les motifs qui peuvent les déterminer à ne pas exécuter la sentence.

Si les arbitres n'ont pas rendu leur décision, il est

facile de remédier aux causes de nullité qui se produisent. Dès qu'un excès de pouvoir sera constaté par une Partie, celle-ci fera défense au tribunal de continuer la procédure jusqu'à ce que le vice ait été réparé. Le tribunal devra alors entendre les deux Parties sur l'incident soulevé. Il est des cas où il sera facile au tribunal de réparer son erreur : par exemple, lorsqu'il s'agira du refus d'entendre un témoin ou bien lorsque les principes de procédure expressément prescrits par le compromis ont été manifestement violés. Un arbitre, véritablement digne de ce nom, ne saurait se refuser à faire droit aux observations des Parties lorsqu'elles lui paraissent bien fondées. Toutefois, si l'arbitre maintenait sa première décision, l'Etat qui a soulevé cet incident aurait le devoir de se retirer de l'arbitrage en notifiant sa décision à l'arbitre et à la Partie adverse.

Pour la cause de nullité basée sur la corruption ou la mauvaise foi, les Parties doivent prendre des conclusions formelles à ce sujet devant le tribunal qui statuera sur l'exception, « pourvu que les arbitres qui prendront « part au jugement soient plus nombreux que ceux « contre lesquels elle est soulevée. Et dans le cas où « le tribunal serait représenté par un arbitre unique, « la partie opposant la nullité, se retirerait de l'arbitrage, comme lorsqu'il s'agit d'un excès de pouvoir. » (1)

Mais si le cas de nullité n'apparaît qu'après le prononcé de la sentence, la Partie qui l'invoque adressera à l'adversaire un mémoire dans lequel elle indiquera les raisons qui la déterminent à ne pas exécuter la sen-

(1) Mérignac. Traité de l'arbitrage international, p. 283 et 317.

tence. Une Nation ne doit se résoudre à ce dernier parti que s'il est bien établi, tant par les principes de droit international que par une pratique constante, que le jugement de l'arbitre est nul. La nécessité de motiver par des principes certains une telle décision, s'impose avec d'autant plus de force que ce serait s'exposer à une déclaration de guerre de la part de l'adversaire, dans le cas où la Nation qui se refuserait à exécuter la sentence arbitrale, ne justifierait pas sa manière d'agir par de sérieux arguments. Puisque les Parties sont en l'état actuel des choses, les seuls juges du bien fondé de leurs allégations, on ne saurait trop leur conseiller d'agir avec la plus grande prudence : en procédant autrement, elles risqueraient de faire de l'arbitrage au lieu d'un instrument de paix, une cause de discordes. D'ailleurs jusqu'à présent, les Etats qui se sont refusés à exécuter la décision de l'arbitre avaient, semble-t-il, de sérieuses raisons pour justifier leur attitude. Nous en avons vu un exemple célèbre dans l'arbitrage du Roi des Pays-Bas, auquel l'Angleterre et les Etats-Unis avaient soumis certaines difficultés relatives à la délimitation de leurs territoires respectifs en Amérique.

Malheureusement, nous avons pu voir récemment comment des Etats qui avaient, semble-t-il, de très justes motifs pour se refuser à considérer comme valable la décision de l'arbitre ont été contraints par la force d'exécuter cette sentence. Tel était le cas de la Colombie, lorsqu'à la suite de la sentence rendue par le Président des Etats-Unis, M. Grover Cleveland, elle crut devoir protester contre le paragraphe 5 de la sentence qui mettait à sa charge le paiement des dettes de la Société Ceruti et Cie. Le gouvernement américain ne voulut pas

revenir sur sa sentence, tout en manifestant le plaisir qu'il aurait à voir les deux Etats en conflit trouver un terrain de conciliation pour les discussions nées entre eux à la suite de la sentence arbitrale du 2 mars 1897. Au Parlement italien, le Ministre des Affaires Etrangères déclara que l'on ne devait pas tenir compte des réserves et de l'opposition du gouvernement colombien, parce qu'il fallait considérer la sentence comme un tout indivisible. Cette objection n'a aucune valeur ; du moment que l'arbitre avait statué sur différents points en dehors des termes du compromis, la sentence était nulle et le gouvernement colombien aurait pu ne pas l'exécuter. Le gouvernement italien se fut grandement honoré en demandant la revision de cette sentence, au lieu d'employer des mesures coercitives à l'égard d'une Nation qui ne pouvait guère lui résister, en vue de la contraindre à tenir pour valable une sentence qui était manifestement entachée de nullité. Un éminent jurisconsulte italien a élevé les critiques les plus vives sur l'attitude de son gouvernement et a exprimé ses regrets de voir son propre pays compromettre la cause, sacrée entre toutes, de la justice internationale (1)

(1) Auguste Pierantoni : la Nullité d'un arbitrage international. R.D.I. L. XXX p. 462.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La revision de la sentence dans les faits

Dans l'histoire de l'arbitrage, on ne trouve qu'un petit nombre de sentences qui aient fait l'objet de revision. Dans la plupart des cas, lorsque la décision de l'arbitre était manifestement entachée d'une cause de nullité, la Partie condamnée se refusait à l'exécuter ; les choses restaient en l'état antérieur et il arrivait assez souvent qu'à la suite de cet essai infructueux d'arbitrage, les deux Parties s'entendaient directement pour régler les divers points en litige. Ainsi lorsque le Roi des Pays-Bas eût rendu son jugement, les Etats-Unis refusèrent de l'exécuter parce que l'arbitre avait commis un excès de pouvoir, en traçant une frontière qui ne correspondait pas au traité de 1783, dont il devait interpréter les clauses. Ce n'est que dix ans plus tard, en 1842, que le gouvernement anglais et le gouvernement américain s'entendirent à l'amiable pour fixer la limite de leurs possessions respectives. D'autres part, lorsqu'il arrivait que les Parties étaient d'accord pour demander à l'ar-

bitre de revenir sur sa sentence, celui-ci s'y est toujours refusé sous prétexte que sa décision avait autorité de chose jugée, et qu'il ne pouvait la remettre en question que dans le cas où une clause formelle du compromis lui réserverait la possibilité de reviser.

SECTION I

La Sentence de la Abra

Parmi les sentences qui furent l'objet de revision, celle de la Abra, eût certes le plus grand retentissement. A la suite des dommages causés aux sujets mexicains par les incursions d'Indiens, résidant sur le territoire des Etats-Unis, le gouvernement mexicain et le Cabinet de Washington signèrent la convention du 4 juillet 1868 par laquelle une Commission mixte était chargée de régler par voie d'arbitrage, « toutes réclamations émanées de
« corporations, compagnies ou particuliers, citoyens des
« Etats-Unis, à raison de dommages causés à leurs per-
« sonnes ou à leurs propriétés par des autorités de la
« République mexicaine, ainsi que toutes réclamations
« émanées des corporations, de compagnies ou de par-
« ticuliers, citoyens du Mexique à raison de dommages
« causés à leurs personnes ou à leurs propriétés par les
« autorités des Etats-Unis, pourvu que ces réclamations
« ne soient pas encore réglées et aient été présentées
« à l'un des gouvernements pour qu'il intervint auprès
« de l'autre depuis la signature du traité de Guadalupe

« Hidalgo ou qu'elles le soient dans le délai à spécifier » (1).

La Commission comprenait deux commissaires, l'un, mexicain, l'autre, américain, devant tous deux en cas de désaccord, désigner un tiers arbitre pour régler le différend.

Le 17 mars 1870, une compagnie minière américaine dite La Abra informa les Etats-Unis de son intention de présenter une réclamation contre le Mexique (2). Elle prétendant que les actes de violence accomplis ou tolérés par le Gouvernement mexicain lui avaient causé de grandes pertes. Dans un long mémoire, elle exposait que la Société dont l'objet était d'exploiter de riches gisements, avait conservé une situation très prospère jusqu'au jour où elle se vit obligée d'abandonner la mine à cause de l'hostilité systématique des autorités mexicaines. Les agents de la Compagnie, les ouvriers furent victimes d'arrestations arbitraires, parce que le Mexique, disait-elle, voulait s'emparer de ses possessions et encourageait dans ce but, les actes de violence commis contre ses propriétés.

En fin de compte, elle réclamait la somme de \$ 3.000.000. Les débats furent très vifs au sein de la Commission. Sir Edouard Thornton, désigné comme arbitre, reconnut bien fondée la demande de la Compagnie et condamna le Mexique à payer à celle-ci une somme assez considérable.

Après le prononcé de la sentence, le licencié Avila, Agent et Conseil du gouvernement mexicain, estimant les preuves insuffisantes, obtenues par fraude, demanda

(1) R.D.I. 1875, p. 62.

(2) Conf. Méridien. De l'autorité de la chose jugée. R. D. I, Tome V.

la revision du procès ; à l'appui de ses dires, il citait une affaire analogue où la fraude avait été pratiquée sur une plus grande échelle (1). Au surplus l'arbitre lui-même avait révisé dans une affaire Schreck parce qu'il avait méconnu un article de la constitution mexicaine, relatif à une question de nationalité. Sir Edouard Thornton ne crut pas devoir revenir sur sa sentence, sous prétexte qu'il ne pouvait fonder sa nouvelle détermination que sur les documents ou témoignages déjà connus de lui. En outre cette requête paraissait complètement inadmissible, la sentence prononcée décidant définitivement les contestations entre les parties, à moins que le recours n'ait été expressément prévu dans le compromis. Le gouvernement mexicain accepta comme définitive la sentence de Sir Thornton, tout en faisant des réserves, afin de poursuivre devant les tribunaux compétents aux Etats-Unis, la repression des délits dont se seraient rendus coupables les directeurs de La Abra.

Cependant les événements devaient justifier les allégations du représentant du gouvernement mexicain. De nouveaux témoignages, dont on ne pouvait mettre en doute la véracité, dévoilèrent au grand jour les coupables intrigues de la Compagnie. Les premiers témoins avaient été subornés, l'émotion fut intense dans les deux Etats. Dès le 18 juin 1878, le Congrès des Etats-Unis autorisa le Président à examiner toutes les inculpations de fraude et, dans le cas où il lui paraîtrait nécessaire de

(1) Benjamin Weil s'était fait allouer deux millions et demi de francs pour pillage d'un convoi de coton (520 balles) par un corps d'armée de juaristes en 1867. Or il résultait du témoignage des autorités américaines et mexicaines qui ont surveillé, et de la correspondance produite après coup du réclamant lui-même que ce n'était qu'une formidable escroquerie, le convoi et le pillage n'ayant jamais existé que dans l'imagination du réclamant.

juger l'affaire à nouveau, il devait retenir le paiement de l'indemnité jusqu'à ce qu'une nouvelle décision fut intervenue.

En exécution de l'acte du Congrès, le Président examina la réclamation mexicaine et comme il n'y avait plus aucun doute sur la fausseté des allégations de la Compagnie, on envisagea alors la possibilité de faire reviser la sentence par une nouvelle commission qui eut été désignée par une convention passée entre les deux Etats. C'était, à n'en pas douter, la meilleure façon de procéder, car si les pouvoirs de l'arbitre expirent avec le prononcé de la sentence, il appartient aux Parties de les prolonger en quelque sorte par un nouveau compromis, soit en déférant la sentence au même arbitre, soit en confiant à un autre tribunal le soin de juger à nouveau le litige. Cette manière de voir, la plus rationnelle à notre avis, n'eût pas l'assentiment du Sénat américain. Le Congrès vota alors une loi, aux termes de laquelle, la Cour des réclamations (Court of claims) devait régler le différend soulevé par les Etats-Unis contre la Compagnie La Abra et déterminer par suite si la sentence rendue l'avait été par fraude. Dans le cas où ces faits seraient vérifiés, cette Cour déciderait que la Compagnie ne pourrait prétendre à l'indemnité accordée par l'arbitre.

Conformément à la loi votée par le Congrès, l'avocat général déposa ses conclusions dans lesquelles il alléguait que la Compagnie n'avait pas abandonné les mines à cause de l'hostilité des autorités mexicaines, comme elle essaya de l'établir en produisant de faux témoignages, mais uniquement par suite de la pauvreté

des gisements. Le gouvernement mexicain, loin de la persécuter, lui avait accordé une protection très efficace pour lui permettre d'exploiter en toute sécurité.

A ces conclusions, la Compagnie opposa tout d'abord une exception d'incompétence de la Cour : en sa qualité de juridiction interne, elle n'était pas compétente pour réformer une décision internationale. L'accord des deux gouvernements, disait-elle, eût été nécessaire pour obtenir une nouvelle sentence devant trancher la question de savoir, si la première sentence avait été obtenue par des manœuvres frauduleuses et si les sommes versées par le Mexique devaient lui être ou non restituées.

La Cour rejeta le déclinatoire d'incompétence et, après avoir laissé aux défendeurs tout le temps nécessaire pour leur permettre de répondre aux imputations dirigées contre eux, elle rendit sa sentence le 24 juin 1897. Elle constata que les manœuvres dolosives avaient été réellement employées, revisa par suite la sentence arbitrale de sorte que la Compagnie fut complètement déboutée du bénéfice du jugement rendu en sa faveur.

Avant d'entrer dans le détail des critiques que nous suggère la sentence révisée de La Abra, nous ne saurions trop louer le grand esprit de modération avec lequel le Mexique a su accueillir la décision du surarbitre qui le condamnait. On en trouve un écho dans le numéro même du *Diario Oficial* qui porte le résultat à la connaissance du public : « la question était délicate, il y avait du pour et du contre. M. Thornton n'a obéi qu'à ses convictions, et il est impossible de suspecter son impartialité » (1). Le Mexique a accepté la sen-

(1) *Revue de Droit International et de Législation Comparée*, 1875, p. 69.

tence, tout en formulant quelques réserves sur sa validité, qui ne pouvaient être de nature à froisser les susceptibilités du gouvernement américain et du surarbitre. Et cependant, il n'est pas douteux que le gouvernement mexicain aurait pu se refuser à l'exécution de la sentence du surarbitre, en prouvant par un mémoire adressé aux Etats-Unis qu'elle était le résultat de la fraude.

De nombreux auteurs sont, en effet, d'accord pour admettre la nullité d'une sentence dans le cas où l'arbitre a été trompé par des manœuvres frauduleuses, surtout lorsque le dol revêt un tel caractère de gravité qu'on peut le considérer comme la véritable cause du jugement (1). Or, la preuve de ce dol résultant très clairement des documents, le Mexique se conformait donc à un principe certain du droit international, en notifiant aux Etats-Unis qu'il tenait la sentence pour non avenue. En ne le faisant pas, le gouvernement mexicain montrait ainsi, une très grande confiance à l'égard du Cabinet de Washington dans la conviction, sans doute, que dans un avenir prochain ses griefs seraient pris en considération et, qu'il était bien préférable pour la cause de l'arbitrage de discuter dans une atmosphère de paix plutôt que dans une atmosphère de défiance qu'aurait pu provoquer son refus d'exécuter la sentence de Sir Thornton. Nous avons eu l'occasion de voir qu'il n'en a pas toujours été ainsi : lors de l'arbitrage rendu entre la Bolivie et le Pérou, la décision du Président de la République Argentine fut accueillie à la Paz, par des manifestations

(1) « La sentence arbitrale peut être attaquée et mise à néant : 1° s'il est établi que le tribunal arbitral a été trompé par la partie adverse par exemple au moyen d'actes faux ou altérés de témoins corrompus ». *Projet de Goldschmidt, art. 32.*

hostiles à l'égard du Gouvernement argentin, et l'on put craindre un moment de voir éclater la guerre entre la Bolivie et la République Argentine. N'est-ce pas fausser le but de l'arbitrage que de faire de ses sentences de véritables sources de conflits et par un curieux paradoxe de lui voir produire exactement ce qu'il devrait avoir pour objet de supprimer.

Quoi qu'il en soit le gouvernement mexicain a préféré demander la revision par la voie diplomatique, et le gouvernement américain a donné un bel exemple de justice en faisant droit aux réclamations du Mexique.

Il n'est pas douteux que la juridiction instituée par les Etats-Unis a fait montre de toutes les garanties d'impartialité et de bonne justice que l'on est en droit d'attendre d'une Haute Cour d'un Etat. Mais si l'on se place à un point de vue plus général, pour examiner la question de savoir si les principes de droit international commandent d'adopter une telle solution dans des cas analogues, un auteur de grand renom a fait valoir à ce sujet, qu'il n'est « pas admissible en thèse générale, qu'une sentence arbitrale soit revisée par un tribunal national, si haut placé qu'il soit. Il est, en effet, impossible d'établir une « hiérarchie entre deux juridictions d'un ordre tout à fait opposé. Le tribunal international est, dans sa sphère, seul et unique, indépendant et souverain. Un recours contre ses décisions n'est admissible que devant « un tribunal de même nature, s'il pouvait être constitué (1). Pour nous, il n'y a aucun inconvénient à ce qu'un tribunal national statue en qualité de juridiction inter-

(1) Mérignac. De l'autorité de la chose jugée. R.D.I.P. tome V, p. 623.

nationale. Ce n'est pas en tant de juridiction interne que la Cour d'une Nation peut être investie de la mission de statuer sur les litiges internationaux, mais uniquement parce que les connaissances approfondies du droit des membres qui la composent, sont un sûr garant de bonne justice. Les juges, qui font partie de la Cour d'un Etat se dépouillent momentanément de leur qualité de juges internes pour ne laisser apparaître que celle d'arbitres internationaux. Il n'y a là aucune hiérarchie à établir entre deux ordres de juridiction, l'accord seul des deux Parties est prédominant en cette matière.

Il était donc entièrement conforme aux principes du droit international que la « Cour of claims » fut désignée pour reviser la sentence du surarbitre Thornton (2). Mais en réalité, il n'y eut pas de nouvelle convention pour l'investir de cette mission ; tout au plus, pourrait-on dire que le Mexique a donné un assentiment tacite à la procédure volée par le Congrès des Etats-Unis. C'est en cela et en cela seulement, que la sentence de revision nous paraît critiquable. Les deux gouvernements auraient dû par un nouveau compromis, déférer à la Cour des réclamations le jugement des manœuvres dolosives de la Compagnie. Et cependant, si les choses ne se passèrent pas ainsi, on doit en rejeter toute la responsabilité sur le Sénat des Etats-Unis qui, en refusant son assentiment, empêcha la signature d'un nouveau traité. Comme la revision n'avait pas été prévue dans le compromis et par suite n'était pas obligatoire, le seul moyen de faire reviser la sentence, en présence de

(2) Dans l'affaire du Phare, le pouvoir judiciaire de l'un des Etats en litige, en l'espèce, la Cour de Cassation, a été constituée arbitre dans un différend entre la France et le Nicaragua.

l'opposition du Sénat, était donc, à l'instar du Congrès des Etats-Unis, de voter une loi donnant pleins pouvoirs à une juridiction nationale pour statuer sur le recours (1).

SECTION II

La sentence de la Orinoco Steamship Company

Depuis la création de la Cour permanente, un petit nombre de litiges lui ont été soumis. Parmi les différends qu'elle eut à juger, celui de la Orinoco Steamship Company attire spécialement notre attention parce qu'il opère une véritable révolution en matière d'arbitrage international : C'est la première fois qu'un procès en revision était engagé devant la Cour de La Haye. Exposons rapidement l'origine de cette affaire.

Les Etats-Unis d'Amérique et le Vénézuéla étaient en litige au sujet des réclamations de la Compagnie américaine, dite Oricono Steamship Company. Cette Compagnie, à la suite des agissements du général Cas-

(1) M. Mérignac (R.D.I.P., tome V. p. 625) prétend que « le Président des Etats-Unis n'avait pas, comme il l'a fait, à demander au Congrès de venir compléter l'œuvre du pouvoir exécutif. Il devait négocier directement lui-même avec le Mexique l'organisation d'un nouvel arbitrage qui aurait pu être déféré, sans difficulté, comme il l'a été, aux juridictions américaines avec l'assentiment du Sénat fédéral. « Et le Président de la République mexicaine avait qualité pour adhérer à la proposition à lui faite, avec l'autorisation du Sénat de son pays. C'est donc, on le voit, par un simple vice de forme, par une fausse application du droit constitutionnel interne que nous paraît pécher l'institution comme pouvoir arbitral supérieur des juridictions américaines ». Du moment que le Sénat fédéral refusait son assentiment le gouvernement en faisant voter la procédure précitée par le Congrès, a donné satisfaction au gouvernement mexicain, tout en respectant la constitution américain.

tro, dût abandonner le service de navigation à vapeur sur l'Orénoque dont elle était concessionnaire. L'Orénoque, grande artère fluviale, constitue pratiquement, étant donnée la pénurie des voies de communication, la principale voie commerciale du Vénézuéla. Les passes Macareo et Pedernales qui commandent l'accès du fleuve, sont habituellement fermées au commerce des navires étrangers. Il en était ainsi, avec le décret du 1^{er} juillet 1893 lorsque, peu de temps après, le gouvernement vénézuélien passait un contrat avec un certain Ellis Grell, aux termes duquel, celui-ci s'engageait à établir un service de vapeurs entre Ciudad Bolivar et Maracaïbo. Il était autorisé à faire le commerce de cabotage et en même temps le commerce étranger, tant que le gouvernement n'aurait pas établi de port de transbordement au Vénézuéla. De plus, en compensation de certains services d'intérêt public que le concessionnaire s'engageait à assurer, le gouvernement vénézuélien devait lui verser une indemnité mensuelle de 4.000 bolivars et en outre, prenait l'engagement « de ne concéder à aucune autre « ligne de vapeurs aucun des avantages, concessions et « exemptions, contenus dans le présent contrat en compensation des services que la Compagnie rendra à « la fois aux intérêts nationaux et privés » (1). (Art. 6). Le contrat, passé pour une durée de quinze années, pouvait être « transféré par le concessionnaire à une autre « personne ou Compagnie, après avis préalable au gouvernement vénézuélien » (Art. 13). Enfin, il était dit

(1) Les Etats-Unis du Venezuela et les Etats-Unis d'Amérique devant le tribunal de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye, constitué conformément au Protocole vénézuélo-américain passé à Caracas le 13 février 1909. *The Orinoco steamship. Company Documents*, p 92.

à l'art. 14 que « les doutes et controverses qui pour-
« raient surgir sur l'interprétation et l'exécution du pré-
« sent contrat, seront tranchés par les tribunaux véné-
« zuéliens, conformément aux lois de la République et
« ne pourront, en aucun cas, donner motif à des récla-
« mations internationales ». Ce contrat était en fait, un
véritable monopole concédé à la Compagnie puisque
le commerce de cabotage était interdit à toute autre
entreprise faisant en même temps le commerce étranger.
C'était là, à n'en pas douter, le privilège que la Compa-
gnie avait en vue, privilège qui devait durer jusqu'à
l'établissement d'un port de transbordement. Mais il
n'en résultait pas que le gouvernement s'était engagé à
maintenir indéfiniment fermées les passes qui, jusqu'a-
lors, étaient inaccessibles aux navires étrangers. La
fermeture était une simple situation de fait, due au dé-
cret du 1^{er} juillet 1893 et le Pouvoir exécutif pouvait,
en tout état de cause, user de son droit de souveraineté
en laissant pénétrer par les passes les vaisseaux étran-
gers, mais à la condition d'indemniser la Compagnie,
étant donné qu'il aurait diminué par l'abrogation du
décret de fermeture la situation privilégiée de la con-
tractante (1).

Le 17 janvier 1794, Ellis Grell transféra son contrat,,
après avis préalable au gouvernement vénézuélien, à
M. Antonio Sanchez qui, quelques années après, trans-
féra lui-même tous ses droits à une Compagnie dite la
« **Orinoco Shipping and Trading Company limited** ». Cette Société, enregistrée à Londres sous le régime des

(1) Conf. Scelle. Une instance en revision devant la Cour de la Haye. L'affaire de la Orinoco Steamship Company. R.D.I.P. Tome 18, p. 171.

lois anglaises, était en réalité exclusivement composée de citoyens américains. Elle devint en même temps cessionnaire d'un contrat par lequel un Vénézuélien, l'édit Manuel Olachea, avait obtenu du gouvernement vénézuélien en 1891, la concession exclusive de la navigation du haut fleuve et de ses affluents navigables, de sorte que la Société avait le monopole de la navigation totale de l'Orénoque. La Compagnie était en bonne voie de prospérité lorsqu'à la suite des événements révolutionnaires qui suivirent l'arrivée au pouvoir du Général Castro, survint pour elle une ère de difficultés. Elle fut victimes de mesures arbitraires : le gouvernement vénézuélien emprisonna ses agents, confisqua ses marchandises. A la suite des réclamations de la Société, le Pouvoir exécutif dut conclure avec elle un arrangement aux termes duquel il s'engageait à lui payer une somme de 532.996 fr.

Le Président du Vénézuéla donna à la Compagnie l'équivalent de cette somme par l'exemption de certains services publics et par le versement de 200.000 bolivars dont 100.000 payables actuellement, l'autre moitié devant être réglée à une date ultérieure.

Quelques mois après cet arrangement, par décret du 5 octobre 1900, le général Castro abrogea le décret du 1^{er} juillet 1893 en déclarant la navigation libre dans toutes les passes de l'Orénoque. La Compagnie perdait ainsi sa situation privilégiée et l'année suivante, le gouvernement vénézuélien prétendant qu'elle n'avait pas tenu ses engagements, révoqua définitivement le contrat de concession. Alors, la Société qui était de nationalité anglaise, sollicita l'intervention du gouvernement anglais qui lui refusa toute protection diplomatique sous

prétexte que les actionnaires étaient de nationalité américaine ; aussi, dut-elle se résoudre à prendre cette dernière nationalité, sous le nom de « Orinoco Steamship Company ». Ce transfert ne fut pas notifié au gouvernement vénézuélien dans les formes voulues ; il fut simplement publié dans la Gazette officielle du Vénézuéla. Néanmoins ce changement de nationalité fut impuissant à calmer l'hostilité systématique des autorités vénézuéliennes, et dans l'impossibilité où ils étaient, de continuer la gestion de leur entreprise dans de telles conditions, les directeurs de la « Orinoco Steamship Company » durent céder leur concession à vil prix.

En 1903, les actionnaires soumièrent enfin leurs réclamations à une Commission mixte nommée en vertu d'une convention conclue entre les États-Unis et le Vénézuéla, le 17 février 1903. Aux termes du protocole, cette Commission composée de deux membres l'un nommé par le Président des États-Unis et l'autre par le Président du Vénézuéla devait examiner « toutes les réclamations possédées par des citoyens des États-Unis contre « la République du Vénézuéla ». En cas de désaccord, un surarbitre devait être désigné par la reine des Pays-Bas. Les commissaires devaient « examiner avec soin « et régler avec impartialité suivant la justice et les stipulations de la présente convention, toutes les réclamations qui leur seront soumises. Les commissaires « ou dans le cas où ils seraient en désaccord, les surarbitres trancheront toutes les réclamations sur la « base de l'équité absolue, sans égard pour les objections d'une nature technique, ni pour les dispositions « de la législation locale. Les décisions de la Commission et, dans le cas où elle n'arriverait pas à une en-

« tente, celle du surarbitre seront délimitives et irrévocables ».

Conformément à ce protocole, les Etats-Unis désignèrent comme arbitre : M. William Bainbridge, le Vénézuéla nomma M. le Dr. Jose de Jesús Paul qui fut remplacé plus tard par M. le Dr Carlos F. Grisanti ; la Reine des Pays-Bas choisit comme surarbitre le Dr Harry Barge.

La réclamation de la « Orinoco Steamship Company » portait sur les points suivants : 1° 1.209.701 dollars pour dommages et pertes causées par le décret du pouvoir exécutif du Vénézuéla, en date du 5 octobre 1900, qui a annulé le contrat de concession du 24 mai 1894 ; 2° 19.219 dollars ou 100.000 bolivars restant à payer de la transaction du 10 mai 1899 entre la Compagnie et le gouvernement du Vénézuéla ; 3° 147.638 dollars pour dommages subis pendant la dernière révolution ; 4° 25.000 dollars pour honoraires et frais dans le recouvrement de ces sommes .

Devant la Commission, l'agent vénézuélien opposa tout d'abord une exception d'incompétence : « C'est, « disait-il un principe de droit international universellement reconnu et pratiqué, que seul le gouvernement « de la nation auquel appartient l'individu qui a acquis « primitivement le droit de réclamer, peut prêter son « appui pour le recouvrement d'une réclamation ; en « d'autres termes, une réclamation doit provenir du même individu depuis qu'elle est née jusqu'au moment « où elle s'éteint ; et seul, le gouvernement de la patrie « de l'individu, agissant en représentation du réclamation, possède la faculté d'exiger le paiement de la

« réclamation (1) ». Or les réclamations ont pris naissance en la personne de la « Orinoco Shipping and Trading Company » de nationalité anglaise, tandis que c'est la « Orinoco Steamship Company » Société américaine qui exige le paiement des indemnités et comme les réclamations ne changent pas de nationalité parce que ceux qui les font valoir sont de nationalités différentes, il en résulte que la Commission mixte est incompétente pour connaître de ces réclamations.

Cette opinion ne paraît pas douteuse. Elle est admise en doctrine et de nombreuses décisions rendues par des cours d'arbitrage américaines sont en ce sens. Et cependant, malgré l'utilité pratique d'une telle règle qui permet d'éviter les naturalisations frauduleuses, il eût été inadmissible de voir une Compagnie à laquelle l'Angleterre avait refusé d'accorder sa protection diplomatique précisément parce qu'elle était exclusivement composée d'Américains, réclamer vainement l'appui de la diplomatie américaine par suite de son changement de nationalité, alors que les propriétaires avaient toujours conservé la nationalité américaine. Aussi, le protocole du 17 février 1903 dans le but d'écarter cette règle, stipule-t-il que ce ne sont pas les « réclamations des citoyens » mais les « réclamations possédées « par des citoyens des Etats-Unis contre la République « du Vénézuéla » qui feront l'objet de l'examen de la Commission mixte ; on envisage en ce cas la nationalité des propriétaires d'actions plutôt que celle de la Société personne morale. D'ailleurs les pourparlers qui ont précédé la signature du protocole ne laissent aucun

(1) Plaidoiries de Vénézuéla, p. XIV.

doute à cet égard ; les deux gouvernements, ainsi qu'en témoigne une volumineuse correspondance échangée à cette époque, considéraient les revendications de la Compagnie comme l'une des principales affaires ayant motivé le traité du 17 février 1903. C'est donc à bon droit que l'arbitre rejeta l'exception d'incompétence.

Cette première question résolue, M. Barge statua sur le premier chef de réclamations qu'il rejeta pour les motifs suivants : A son avis, le contrat Grell ne devait pas être considéré comme une concession exclusive de navigation sur les canaux Macaréo et Pedernales, mais plutôt comme un contrat destiné à assurer un service de navigation entre les ports de Vénézuéla et que par suite, le décret du 5 octobre 1900 n'a pu, en déclarant la navigation libre sur les passes « annuler un privilège qui n'existera jamais ». Il ajoute que la situation de la Compagnie est toujours la même puisqu'elle peut continuer à cumuler le commerce étranger et le cabotage. Il n'est pas loin de croire que le prétendu monopole dont la compagnie se plaint d'avoir été dépouillée, fut l'une des considérations qui l'engagèrent à passer un contrat avec le gouvernement vénézuélien, mais ce sont là, suivant l'arbitre, des allégations sans fondement. « Ce serait une étrange manière d'appliquer l'équité absolue, dit-il, que de rendre le gouvernement qui accorde une concession, responsable des rêves non réalisés et des châteaux en Espagne évanouis d'inventeurs, promoteurs, solliciteurs et acheteurs de concession » (1).

Au surplus, pour M. Barge, en admettant même que la réouverture des canaux à la libre navigation, fut de

(1) Documents, p. 99.

nature à fonder une réclamation, il y a une autre considération qui l'oblige à repousser les prétentions de la compagnie, c'est l'article 14 du contrat Grell précité qui « rend les parties inhabiles pour fonder une réclamation sur ce contrat devant tout autre Tribunal que celui qu'elle ont volontairement et délibérément élu, et à ces parties il faut appliquer les paroles de l'honorable M. Findley, commissaire des Etats-Unis à la Commission des réclamations de 1889 : « comme on fait son lit, on se couche » (2). Ainsi, suivant l'arbitre, la Compagnie avait renoncé à toute protection diplomatique : elle n'était donc recevable à formuler ses réclamations que devant les tribunaux vénézuéliens. Il est à noter que les gouvernements sud-américains font souvent figurer dans leurs contrats et parfois même dans leur Constitution, une clause analogue à celle de l'article 14 connue sous le nom de clause Calvo. Ils espèrent trouver dans ce procédé, un moyen très efficace pour se soustraire à toute responsabilité, aussi bien en ce qui concerne les dommages subis par les étrangers en cas de guerre civile, qu'en ce qui concerne les dommages subis par ceux-ci, par suite de la rupture de leurs engagements. En réalité, s'il arrive parfois que les gouvernements prennent en considération la renonciation anticipée faite par leurs sujets de réclamer leur protection, ils ne le font que dans la mesure où il leur paraît opportun de ne pas intervenir. « La réclamation diplomatique, en effet, n'a pas pour fondement nécessaire la réclamation du national à la protection de son gouvernement, mais la volonté de ce gouvernement d'intervenir, serait-ce même sans l'assentiment, serait-ce même à l'encontre du désir du national lésé. La renonciation anticipée faite

par ce national à la faculté de réclamer n'influe en rien sur le droit d'intervention, elle n'a en fait aucune portée » (1).

L'arbitre, en invoquant l'article 14 du contrat Grell pour repousser les prétentions de la Compagnie, se mettait en contradiction avec lui-même. Du moment qu'il avait admis sa compétence pour statuer sur les réclamations de la Compagnie, — et ce, puisqu'il en était investi par les termes même du compromis, — il ne pouvait pas, dans la même sentence, se refuser à juger ces réclamations sous prétexte qu'elles relevaient de la juridiction vénézuélienne. En refusant de juger une contestation que le traité lui soumettait, l'arbitre commettait un excès de pouvoir. « La juridiction exercée par la Commission, disait M. Brainbridge, commissaire des Etats-Unis, dérive d'un pacte solennel entre nations indépendantes. Elle remplace toute autre juridiction, en ce qui concerne toute matière qui rentrerait dans ses attributions. Elle ne peut être limitée ni assujettie par aucune entente antérieure des parties litigentes de déférer leurs allégations aux tribunaux locaux. L'arbitrage international remplace la juridiction locale ; au-dessus des arrangements privés se place le droit public ou le traité. Par conséquent, en ce qui concerne toutes les réclamations proprement comprises dans les termes du traité, les fonctions de la Commission, basées sur sa loi fondamentale et sur son serment, ne seront remplies tant que l'examen soigneux de ces réclamations ne sera pas suivi d'une décision impartiale sur leurs mérites. »

M. Bargé, aurait dû — puisqu'il admettait la validi-

(1) Scelle, *loc. cit.* p. 180.

té de l'article 14 — rejeter toutes les réclamations de la Compagnie ; en réalité, il n'invoqua cette clause que pour rejeter certaines prétentions de la Orinoco Steamship Company.

En dernier lieu, l'arbitre s'appuyait sur un troisième motif pour rejeter le premier chef de réclamations : il prétendait que la cession consentie par la « Orinoco Shipping and Trading Company » à la « Orinoco Steamship Company » était nulle à l'égard du gouvernement vénézuélien que la Compagnie n'avait pas avisé, conformément à l'article 13 du contrat Grell. Aux termes de cet article, en effet, le transfert de l'entreprise ne pouvait avoir lieu au profit d'une autre Compagnie qu'après en avoir avisé au préalable le gouvernement. Ce dernier ne devait donc tenir aucun compte d'une cession faite dans ces conditions.

Il ne paraît pas douteux que l'arbitre, en statuant ainsi, ne s'en tenait pas aux termes du compromis. « Les commissaires, disposait l'article 13, ou en cas de désaccord entre eux, le surarbitre, trancheront toutes les réclamations sur la base de l'équité absolue, sans s'arrêter aux objections techniques ni aux dispositions de la législation locale. » Si le compromis avait donné un tel pouvoir à l'arbitre, c'était pour lui permettre d'écarter certaines dispositions du code vénézuélien, faisant obligation au cessionnaire de signifier le transfert, (1) dispositions qui ne paraissent pas conformes à l'équité absolue. Il ne suffit pas d'affirmer, comme M. Barge, que cette dernière disposition « s'accorde avec les principes de justice reconnus et proclamés dans presque

(1) Article 1504 du Code Civil Vénézuélien.

tous les Codes de nations civilisées » (1), il faut encore examiner attentivement les raisons pour lesquelles certains codes ont exigé cette formalité. Or, suivant M. Planiol, les formalités exigées par l'article 1690 du Code civil (3), « sont un procédé établi dans l'intérêt exclusif du cessionnaire pour le saisir définitivement de la créance qui lui est transmise, par ce que le contrat de transport, simple mandat à l'origine, était incapable de la lui acquérir. » De plus, ajoute le savant auteur, « de tout temps il a été admis que la connaissance du transport acquise par le cédé suffirait pour le lier envers son nouveau créancier ». Sans nul doute, le gouvernement vénézuélien a eu connaissance du transfert, d'ailleurs, ne l'eût-il pas connu, il n'était pas admissible que le débiteur eut été libéré sans verser la moindre somme au cédant, ni au cessionnaire, sous prétexte qu'il n'y avait pas eu de signification. Tels sont les divers motifs pour lesquels l'arbitre ne crut pas devoir faire droit au premier chef de réclamations de la Compagnie.

Il invoque les mêmes motifs pour rejeter le deuxième chef de réclamations qui a trait à la somme de 100.000 bolivars, restant à payer de la transaction du 10 mai 1900.

Quant aux dommages subis pendant la dernière révolution, l'arbitre distingue, d'une part, les réclamations fondées sur les obligations qui ont une origine anté-

(1) M. Grisanti cite dans son mémoire, 14 législations dans lesquelles est exigée comme condition essentielle de la cession des créances, la notification au débiteur ou son acceptation.

(2) Art. 1690 « le cessionnaire n'est saisi à l'égard des tiers que par la signification du transport faite au débiteur. Néanmoins le cessionnaire peut être également saisi par l'acceptation du transport faite par le débiteur dans un acte authentique ».

rieure au 1^{er} avril 1902, autrement dit les réclamations nées en la personne de la Orinoco Shipping and Trading Company qu'il rejette en raison de la nullité du transfert, et d'autre part les réclamations au sujet des créances nées directement au profit de la Orinoco Steamship Company qu'il admet en partie.

En dernier lieu, l'arbitre rejette les 25.000 dollars demandés pour honoraires. En résumé le surarbitre accordait à la Orinoco Steamship Company les sommes suivantes :

1 ^o Pour détention et emploi des steamers	
Masparro et Socorro.....	27.692 dollars
2 ^o Pour marchandises remises au Gouverne-	
ment.....	308 »
3 ^o Pour passages.....	224 »
TOTAL.....	28.224 dollars

Le surarbitre ayant, sur bien des points, dépassé les pouvoirs qui lui avaient été conférés par le compromis, les Etats-Unis demandèrent un nouvel examen de la sentence devant un tribunal impartial. Le gouvernement vénézuélien opposa tout d'abord la plus vive résistance ; puis devant l'insistance du Cabinet de Washington, il dut se résoudre à signer le protocole du 13 février 1909 aux termes duquel les deux gouvernements se mirent d'accord pour soumettre les réclamations des Etats-Unis à un tribunal arbitral composé de trois arbitres, choisis parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage.

L'article 1^{er} de ce protocole exposait en ces termes les vues des deux gouvernements.

« En ce qui concerne la première de ces réclamations,

celle de la « Orinoco Steamship Company », les Etats-Unis du Vénézuéla ont soutenu l'immutabilité de la sentence du surarbitre Barge, dictée sur ce cas, alléguant que cette sentence n'est viciée par aucune des causes qui, en jurisprudence universelle, donnent motif à nullité ; mais qu'au contraire elle est revêtue d'un caractère sans appel, car on ne peut pas tenir pour nul le compromis d'arbitrage, pas plus qu'il n'y eut abus de pouvoir, ni qu'il se peut alléguer corruption de juges, et erreur essentielle dans la sentence.

« Et, d'autre part, les Etats-Unis d'Amérique alléguant des cas pratiques, entre autres celui de la révision par leur consentement, des sentences arbitrales rendues par la commission mixte vénézuélo-américaine, qui fut créée par la convention du 25 avril 1866, se fondant sur les circonstances du cas actuel et considérant les préceptes de droit international et de jurisprudence universelle, ont soutenu non seulement l'admissibilité de la revision, mais encore la nécessité de la revision de la sentence en question. »

Et plus loin, le protocole définit les pouvoirs des arbitres.

« Le tribunal arbitral décidera d'abord si la sentence du surarbitre Barge en cette affaire, en vue de toutes les circonstances et d'après les principes du droit international, n'est pas entachée de nullité, et si elle doit être considérée comme concluante au point d'exclure un nouvel examen du cas sur le fond. Si le tribunal arbitral décide que la sentence du surarbitre Barge ne doit pas être considérée comme définitive, ledit tribunal devra alors entendre examiner et résoudre l'affaire et rendre

sa décision sur le fond. » De plus, « le tribunal décidera et jugera, d'accord avec la justice et l'équité, sur chaque cas qui lui sera soumis ».

Ainsi la mission du tribunal semblait bien définie : il devait dans un premier examen, statuer sur la question de nullité et dans le cas où la nullité de la sentence serait admise, il aurait à rendre sa décision sur le fond. En outre, les arbitres devaient se prononcer sur les causes de nullité, d'après les principes du droit international. En raison des divergences que l'on rencontre parmi les auteurs sur les motifs de nullité, il eût été difficile de déterminer en ce cas, les règles applicables. Mais à la lecture du compromis, et aussi d'après les plaidoiries des représentants des deux gouvernements, il n'est pas douteux que les deux Parties aient eu en vue les règles qui ont été admises par l'Institut de droit international à la session de 1875. Il est dit, en effet, dans l'article premier du protocole « le gouvernement vénézuélien allègue que la sentence arbitrale, étant revêtue d'un caractère sans appel, car on ne peut tenir pour nul le compromis d'arbitrage, pas plus qu'il n'y eut abus de pouvoir, ni qu'il se peut alléguer corruption de juges, ni erreur essentielle dans la sentence ». Ce sont donc, en définitive, les cas de nullité mentionnés dans l'article 27 du Règlement de l'Institut.

Au cours des débats qui eurent lieu devant le tribunal de revision, tandis que l'agent vénézuélien faisait observer que le tribunal devait, pour se conformer strictement aux termes du compromis, trancher la question de nullité en premier lieu et ensuite examiner au fond la sentence, le représentant des Etats-Unis alléguait qu'on ne

pouvait pas traiter les deux questions séparément : « Il est impossible, disait l'avocat du gouvernement américain, de comprendre — encore moins de discuter — la sentence du docteur Barge et la question de revision sans pénétrer d'abord à fond les circonstances de l'affaire telles qu'elles ont été soumises au docteur Barge et il ajoutait que cette interprétation s'imposait principalement pour l'appréciation des erreurs de droit et de fait commises par le surarbitre (1).

Il est certain que le tribunal ne pouvait relever les erreurs contenues dans la sentence sans procéder à un examen au fond du bien ou mal jugé ; ce premier examen, d'ailleurs, ne préjugait en rien ce que le tribunal déciderait par la suite : il pouvait, tout en considérant la sentence comme erronée, en ce qui concerne l'interprétation des faits, maintenir en tout ou en partie la solution en s'appuyant sur d'autres motifs. Il était donc permis de soutenir que le compromis prévoyait, à la suite du premier examen au fond pour statuer sur les causes de nullité, un second examen analogue portant sur la valeur concrète des réclamations de la Compagnie.

Cependant le tribunal n'a pas cru devoir procéder ainsi : il s'est prononcé en même temps sur la question de nullité et sur la valeur des réclamations. Au lieu de statuer tout d'abord sur la nullité de la sentence, comme le voulait le compromis, il envisage séparément la validité de chaque chef de demandes, en déclarant que, « d'après les principes de l'équité d'accord avec le droit, lorsqu'une sentence comporte divers chefs indépendants

(1) Exposé des Etats-Unis page 6.

de demandes et partant diverses décisions, la nullité éventuelle de l'une est sans influence quant aux autres » (1). La théorie de la divisibilité de la sentence était difficilement applicable à la décision du surarbitre Barge, parce qu'il semble, aussi bien d'après les termes du compromis que d'après les plaidoiries de l'agent vénézuélien et de l'agent américain, que la nullité ou la validité globale de la sentence ait été seulement envisagée. Au surplus, il y a quelque témérité à vouloir affirmer que les chefs de demandes sont indépendants, alors qu'en réalité ils ont tous la même origine : la rupture du contrat et les exactions de toutes sortes dont s'était rendu coupable le gouvernement vénézuélien.

Après avoir affirmé que les parties admettent comme vices entraînant la nullité d'une sentence arbitrale, l'excès de pouvoir et l'erreur essentielle, le tribunal de la Haye se refuse à admettre l'erreur comme motif susceptible d'annuler la sentence : « Considérant, expose le tribunal, que l'appréciation des faits de la cause et l'interprétation des documents étaient de la compétence du surarbitre et que ses décisions en tant qu'elles sont fondées sur pareille interprétation ne sont pas sujettes à être revisées par ce tribunal, qui n'a pas la mission de dire s'il a été bien ou mal jugé, mais si le jugement doit être annulé, que si une sentence arbitrale pouvait être querellée du chef d'appréciation erronée, l'appel et la revision que les conventions de La Haye de 1899 et de 1907 ont eu pour but d'écarter, serait de règle générale ». D'après le compromis, les arbitres devaient examiner si la sentence était entachée d'erreur essen-

(1) V. le texte de la sentence en Annexe.

tielle, et dans le cas où l'appréciation des faits ferait connaître une erreur assez grave pour motiver la nullité de la sentence, ils devaient statuer à nouveau au fond. Loin de s'en tenir aux termes du compromis, le tribunal écarte toute erreur dans l'appréciation des faits, se ralliant ainsi à l'opinion du docteur Grisanti, avocat du gouvernement vénézuélien, suivant lequel, les erreurs d'appréciation inexacte des faits, ou de fausse application du droit, n'ont jamais été considérées comme pouvant entraîner la nullité des sentences arbitrales. Seule l'erreur basée sur la production de faux documents, serait, au dire de l'avocat, de nature à vicier la sentence ; il invoque à l'appui de son opinion, l'autorité collective de l'Institut de droit international qui a admis l'erreur essentielle comme cause de nullité de la sentence » (1). Quoi qu'il en soit, en refusant d'entrer dans l'examen de l'interprétation des faits au sujet du contrat passé entre la compagnie et le gouvernement vénézuélien, le tribunal méconnaissait la mission que lui avait confiée le compromis.

Nous ne contesterons pas qu'il y ait parfois une réelle difficulté à relever dans une sentence une erreur qui puisse être sans contestation possible, une cause de nullité. En réalité l'erreur prête beaucoup à des appréciations divergentes ; le même cas, selon le juge qui l'apprécie, est tantôt une erreur légère, tantôt une erreur grossière.

S'il en est ainsi, même pour des erreurs de droit, car

(1) Le D^r Grisanti n'a probablement soutenu cette opinion que pour les besoins de la cause. Nous savons, en effet, que les déclarations faites à la session de l'Institut au sujet de la définition de l'erreur essentielle furent quelque peu contradictoires ; dans ces conditions il n'est pas possible d'en tirer la moindre conclusion.

il ne paraît pas douteux que sur certaines questions du droit international, il règne encore des incertitudes, — et cela aussi longtemps que le droit des gens ne sera pas codifié d'une manière très précise, — il en est de même à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une erreur de fait. Aussi, il n'y a pas lieu de s'étonner que les délégués aient fait si mauvais accueil à cette cause de nullité ; ils ne voulaient pas que sous un prétexte aussi vague que celui de l'erreur on pût remettre en cause la décision de l'arbitre. Ces sentiments étaient partagés par le tribunal de revision lorsqu'il refusa de critiquer la sentence du surarbitre Barge, alléguant « que si une sentence pouvait être querellée du chef d'appréciation erronée, l'appel et la revision, que la convention de La Haye de 1899 et de 1907 ont eu pour but d'écarter serait de règle générale ». Cela ne paraît pas douteux et cependant, ce n'était pas une raison suffisante pour que le Tribunal refusât de statuer sur l'interprétation des faits, alors que le compromis, en admettant l'erreur comme cause de nullité, lui faisait obligation de procéder ainsi.

En ce qui concerne le premier chef de réclamations, le tribunal n'a pas cru devoir annuler la sentence du surarbitre Barge, bien que celui-ci, au lieu de statuer conformément à l'équité, ait invoqué pour rejeter la réclamation de la Compagnie des dispositions de la législation locale telles que la nullité du transfert fait sans signification et la clause Calvo. On peut être surpris d'une semblable décision, surtout lorsque l'on voit les mêmes motifs paraître assez graves au tribunal, dans la deuxième partie de la sentence pour annuler la décision de l'arbitre, et dans la première partie au contraire, ne pas constituer une raison suffisante à cet égard. Le tribunal

essaie de justifier sa manière de voir pour le motif suivant : « Considérant que la circonstance que le surarbitre ne se contentant pas d'avoir fondé sa sentence sur son interprétation du contrat, motif qui, en lui-même doit être considéré comme suffisant, a invoqué subsidiairement d'autres raisons d'un caractère plutôt technique ne peut pas vicier sa décision ». Ce considérant ne saurait échapper à la critique, car le seul fait que l'arbitre ait invoqué pour fonder sa décision certains motifs, permet bien de conclure qu'il a voulu par là donner plus de poids à son argumentation, surtout lorsque l'on voit les mêmes motifs paraître suffisants au tribunal de révision pour fonder la décision de l'arbitre en d'autres parties de la sentence.

Quant au deuxième chef de réclamations ayant trait à la demande de 100.000 bolivars dûs à la suite de la transaction du 10 mai 1900 entre la Shipping and Trading Company et le gouvernement du Vénézuéla, le tribunal de La Haye considère que le rejet de la demande n'était motivé que par l'absence de tout appel à la justice vénézuélienne et le défaut de notification préalable de la cession au débiteur et que par suite, l'arbitre avait statué au dehors des termes du compromis. Celui-ci devait, en effet, aux termes du traité du 17 février 1903, rendre sa sentence sur la base de l'équité absolue « sans tenir compte d'objections de nature technique ou de dispositions de la législation locale ». Or, il n'est pas douteux que le gouvernement vénézuélien avait renoncé à faire valoir la clause Calvo puisque le maintien de la juridiction vénézuélienne eut été inconciliable avec l'arbitrage institué ; au surplus « le défaut de notification préalable de la cession d'une créance n'est que l'inobser-

vation d'une prescription de la législation locale et bien que pareille prescription se trouve aussi dans d'autres législations, elle ne peut être considérée comme exigée par l'équité absolue, au moins lorsqu'en fait le débiteur a eu connaissance de la cession et qu'il n'a pas plus payé sa dette au cédant qu'au cessionnaire ». Pour toutes ces raisons, le tribunal déclara nulle la sentence du surarbitre Barge. Cependant, le surarbitre avait affirmé que les dispositions de la législation locale, qui exigeaient la notification préalable de la cession d'une créance, étaient conformes à l'équité. Dès lors, il ne paraît pas douteux que l'arbitre en jugeant en équité, s'était conformé aux termes du compromis, car si dans la première partie de sa sentence le tribunal ne se reconnaît pas le droit de dire s'il « a été bien ou mal jugé » et que pour cette raison il refuse d'entrer dans l'examen de l'interprétation du contrat Grell, comment pourrait-il le faire lorsqu'il s'agit d'interpréter l'équité telle qu'elle était prévue dans le compromis ?

En ce qui concerne le troisième chef de réclamations le tribunal admet la validité de la décision du surarbitre, lorsque celui-ci se fonde sur une appréciation des faits et sur une interprétation des principes de droit. Il la réforme, au contraire, lorsqu'elle n'est fondée que sur la nullité du transfert ou la clause Calvo.

Enfin, dans la quatrième partie de sa sentence, le tribunal alloue une partie des 25.000 dollars demandés pour honoraires parce que « quelques-unes de ces réclamations étant admises, il paraît équitable d'allouer une partie de cette somme que le tribunal fixe ex-œquo et bono à 7.000 dollars ».

En résumé, le tribunal alloue aux Etats-Unis d'Amérique : 1° 19.200 dollars ; 2° 1.053 dollars ; 3° 25.345 dollars ; 4° 708 dollars ; le tout avec intérêts à 3 % et depuis la date de la demande, alloue en outre, à titre d'indemnité pour remboursement de frais et honoraires, 7,000 dollars. Telle est dans son ensemble, la première sentence de revision devant la Cour de La Haye.

De toutes les critiques que nous avons formulées au cours de cette étude, se dégage cette conclusion : La revision de la sentence du surarbitre Barge n'a pas répondu à l'espoir que les Etats-Unis avaient fondé sur elle. Le tribunal, dans la crainte de voir l'appel et la revision devenir une clause de style, a restreint dans des limites étroites les causes de nullité de la sentence ; il se refuse à rechercher si la décision de M. Barge était entachée d'erreur essentielle, bien que le compromis lui fit un devoir d'en tenir compte. La revision n'est, aux yeux des arbitres, qu'une procédure exceptionnelle qu'il faut employer avec la plus grande circonspection dans des cas très graves, et manifestement ils laissent percer leur hostilité envers une institution qui leur paraît contraire à l'intérêt de la paix et au développement de l'arbitrage international. Ils semblent bien par là partager l'opinion de la majorité des jurisconsultes de la Conférence de la paix qui ne voulaient pas remettre en question la décision de l'arbitre, parce qu'en agissant ainsi, on diminuerait l'autorité de la sentence arbitrale, les conflits deviendraient interminables et le but de l'arbitrage serait manqué.

M. Scelle dans sa critique de la sentence du tribunal de revision s'exprime ainsi : « Il semble manifeste que ces membres aient voulu trancher la difficulté en

diplomates plutôt qu'en juges, et que leur sentence est dictée plutôt par un désir de conciliation que commandée par un constant souci d'exactitude juridique. En cela, les juges de La Haye se sont montrés traditionnels. Il y a longtemps — depuis que l'arbitrage existe, à vrai dire — que les arbitres estiment qu'il est de leur devoir de se considérer comme d'amiabes compositeurs. Par là, ils rapprochent leur rôle de celui de médiateur et estiment qu'ils servent la cause de l'apaisement international. En l'espèce, on a voulu donner tort ni à l'une ni à l'autre des Parties » (1).

Et plus loin, le savant auteur considère que le jugement ne peut avoir de valeur que s'il a un fondement juridique. Tout en ne contestant pas le bien fondé de la sentence sur certains points, il croit que si celle-ci présente des déféctuosités et des contradictions, elle les doit à « la pratique invétérée et pernicieuse des arbitrages diplomatiques ».

(1) Scelle, loc. cit. R.D.I.P. tome XVIII, p. 201

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

De l'appel des sentences arbitrales

Les Parties sont, en l'état actuel, à défaut d'une clause insérée dans le compromis leur réservant la faculté d'interjeter appel, les seuls juges de la validité de la sentence. Il leur appartient, en définitive, de décider si la décision de l'arbitre est viciée par une cause de nullité, et au cas où il en serait ainsi, de se refuser à l'exécuter. On peut regretter, à certains points de vue, que les Parties apprécient elles-mêmes le bien fondé de la sentence arbitrale. Tout d'abord, s'il est des cas dans lesquels on pourra sûrement affirmer que l'arbitre a statué en dehors des limites du compromis, il en est d'autres par contre, où la question sera quelque peu douteuse. Dès lors, tandis que certaines Parties considéreront les faits comme suffisamment graves pour se refuser à l'exécution de la sentence, d'autres, au contraire, animées du désir de voir terminer le conflit et pensant que le doute doit s'interpréter en faveur de l'arbitrage définitif, exécuteront de bon gré la décision de l'arbitre. On devine tout le parti que pourront tirer certains Etats

peu scrupuleux de l'incertitude ayant trait aux motifs d'annulation de la sentence. Ils refuseront ou accepteront la décision de l'arbitre selon qu'elle leur paraîtra favorable ou contraire à leurs intérêts, et cela, dès qu'ils pourront donner à leurs griefs une apparence de fondement juridique. Aussi, pour obvier à ces inconvénients, l'institution d'une juridiction supérieure s'impose, car, ce ne seront plus les Parties, mais un autre tribunal représentant des garanties d'indépendance et de connaissances juridiques qui serait en définitive juge des moyens de nullité invoquée par les Etats en litige. Tout en étant dans son droit, la nation litigante qui craindrait par son refus d'exécuter la sentence, de paraître de mauvaise foi, ne risquerait plus d'encourir ce reproche, dans le cas où un tribunal supérieur se prononcerait sur ses griefs. D'ailleurs, lorsque les délégués à la Conférence de la Paix refusèrent de déterminer les cas de nullité, étant donné qu'il leur paraissait impossible de créer une juridiction supérieure qui les eût appréciés, ils laissaient entendre par là, qu'ils ne voulaient pas donner aux Parties le moindre prétexte à se refuser à l'exécution de la sentence, tant que les Parties seraient elles-mêmes juges de la validité de la décision. Ils craignaient de voir des nations de mauvaise foi se retrancher derrière une formule à interprétation plus ou moins extensible pour ne pas exécuter la sentence prononcée contre elles. Nous ne rechercherons pas ici, si ces craintes étaient justifiées. Nous ne pensons pas qu'il y ait dans l'histoire de l'arbitrage, un exemple de nation ayant refusé d'exécuter une sentence sans avoir de sérieux motifs. En admettant même qu'il en soit toujours ainsi, il nous paraît indispensable dans l'intérêt d'une bonne

justice de confier à un tribunal d'appel et non aux Parties elles-mêmes, la mission de décider si la sentence est entachée de nullité.

L'organisation d'une juridiction supérieure présenterait encore un autre avantage : dans le cas où les Parties feraient valoir une cause de nullité pour se refuser à l'exécution de la sentence, elle permettrait le plus souvent de ne pas laisser le litige sans solution. Il peut arriver en effet, qu'à la suite d'une sentence non exécutée par l'une des Parties, il y ait une certaine tension des rapports entre les deux Nations en litige, et il devient dès lors très difficile de reprendre les négociations pour résoudre le conflit. Loin de rapprocher les litigants, l'arbitrage sera une nouvelle source de discordes entre eux. Il en serait tout autrement si l'Etat réclamant faisait valoir ses griefs auprès d'un tribunal. Bien des difficultés seraient ainsi aplanies, et l'on verrait plus les litiges s'éterniser ainsi que cela s'est produit maintes fois, lorsqu'une nation refuse de se soumettre à la décision de l'arbitre.

Enfin, pour les mêmes raisons que dans le droit interne, l'appel apparaît comme une garantie de meilleure justice ; les arbitres, pas plus que les juges ne sauraient prétendre à l'infailibilité.

Des divers projets proposés pour instituer une juridiction supérieure ayant pour mission de statuer sur les recours en nullité, l'un des mieux étudiés est celui présenté à l'Institut de droit international par Lévin Goldschmidt. Après avoir exposé les cas dans lesquels une sentence arbitrale peut être attaquée, le savant auteur organise dans les paragraphes 33 et 34 de son projet certaines voies de recours devant une autorité

supérieure (1). Le recours prévu par ce projet, ne peut être formé que pour des motifs strictement limités ; il évolue donc dans une sphère d'application moins grande que l'appel en droit interne, puisque ce dernier peut avoir lieu sous le simple prétexte que le premier jugement cause grief au requérant. On ne saurait admettre en droit international l'appel d'une façon aussi absolue que lorsqu'il s'agit d'une juridiction interne. Agir autrement, ce serait dans la plupart des cas retarder la solution du litige sans apporter une plus grande équité dans l'appréciation des faits. Nous pensons, en effet, que le premier arbitrage doit en règle générale, clôturer définitivement le litige ; ce n'est que dans certaines hypothèses, lorsque la Partie réclamante fait valoir un cas de nullité non équivoque, que le tribunal devra alors entrer dans l'examen des différents points contestés. Il recherchera si les faits invoqués constituent une cause de nullité et, dans le cas d'affirmative, il statuera au fond sur le chef de demande dont est appel. Il est vrai

(1) Projet de Goldschmidt

§ 33 Le recours doit être porté devant le tribunal ou tribunal arbitral désigné ou nommé à cet effet dans le compromis ou dans une convention subséquente des parties. A défaut de désignation ou nomination pareille, ou si l'on ne parvient pas à former valablement le tribunal arbitraire désigné, ou si le tribunal désigné refuse de décider le recours doit être porté devant la Cour suprême de l'Etat, ou territoire où a siégé le tribunal arbitral. (§ 12).

§ 34. Le recours a lieu dans un délai de 90 jours comptés à partir du jour de la signification de la sentence arbitrale au fondé de pouvoirs du recourant (§ 12).

Il suffit pour intenter le recours de la déclaration écrite que la sentence arbitrale inflige grief au recourant avec dépôt simultané d'une somme de 10.000 francs à titre d'amende.

Après expiration du délai sus mentionné, le recours n'est recevable que si le recourant établit que, sans faute de sa part, il n'a eu connaissance que plus tard du motif du recours.

Le recours est tenu pour abandonné et l'amende encourue, si dans un nouveau délai, de 90 jours qui court à partir de l'expiration du premier, il n'est pas présenté au tribunal un mémoire justificatif spécifiant et détaillant les motifs pour lesquels le jugement arbitral est attaqué.

que si l'on considère l'erreur comme une cause de nullité, l'appel aura en droit international, une aussi grande application que dans la procédure interne, car le requérant pourra toujours prétendre que l'arbitre a erré dans l'appréciation des faits.

Dans son projet, Goldschmidt prévoit le cas où le compromis serait muet au sujet de la désignation de la juridiction supérieure devant statuer sur les voies de recours ; les Parties devraient alors s'adresser à la Cour suprême du territoire ou a siégé le tribunal. On a fait observer à cet égard que cette Cour, si haut placée qu'elle soit dans l'Etat n'offrirait pas des garanties analogues à celles que présenterait un tribunal arbitral dont les membres auraient été choisis en raison de leurs connaissances approfondies du droit international. Les questions du droit des gens ne peuvent être traitées avec toute la compétence désirable que si elles le sont par des juristes spécialement versés dans cette science. Sans doute, on pourrait trouver dans une cour suprême

Les motifs indiqués ne peuvent être complétés après expiration du délai de justification.

Le recours ne peut être intenté et justifié que par représentants dûment légitimés. Le recours et le mémoire justificatif doivent être communiqués à la partie adverse, laquelle doit répondre par écrit dans un délai de 90 jours dès la communication du mémoire justificatif. Les faits affirmés dans ce mémoire et que la partie adverse ne conteste pas nettement sont tenus pour accordés.

Le tribunal peut entendre les représentants des parties et ordonner des preuves.

Le tribunal prononce uniquement sur les motifs de recours indiqués dans le mémoire justificatif. S'il en trouve un fondé, il infirme le jugement arbitral. Si la sentence arbitrale contient les décisions indépendantes les unes des autres, de plusieurs points en litige, les décisions attaquées sont seules infirmées.

Si le tribunal rejette le recours, l'amende déposée est encourue.

Les frais de cette procédure sont à la charge de la partie qui a succombé.

La décision du tribunal est définitive.

Un renvoi du litige pour procédure nouvelle au tribunal arbitral qui a jugé, ou à un autre, ne peut avoir lieu que du consentement des parties.

des juges possédant au plus haut degré les connaissances nécessaires, mais ceux-ci ne constitueraient qu'une minorité (1). Cette objection avait été prévue par Goldschmidt (2). « Peut-être, objectera-t-on, écrit-il, que toutes les cours suprêmes ne seront pas aptes à résoudre les questions internationales. Nous répondrons à ceci : premièrement, par l'observation qui précède (3), et en outre que la seule question à résoudre, savoir : si le motif formulé existe, ne fournira que bien rarement l'occasion d'aborder les points difficiles du droit international et du droit public ». C'est là, à n'en pas douter, une affirmation très contestable. M. Merignhac a fait observer à ce sujet que les cas de nullité prévus par Goldschmidt, notamment le paragraphe concernant l'inobservation des principes de droit expressément prescrits par le compromis, pouvaient constituer pour l'arbitre une source de difficultés en faisant intervenir certaines questions très délicates du droit international. D'autre part, le tribunal supérieur n'ayant pas dans la plupart des cas la même autorité que le tribunal institué par le compromis, surtout lorsqu'il s'agit de certains petits Etats, il est à craindre que l'arbitrage ne voit diminuer son prestige. Il en serait ainsi principalement lorsque les arbitres se réuniraient dans les villes des petits Etats où la Cour suprême ne présenterait pas autant de garanties de bonne justice que le tribunal dont elle aurait à contrôler les décisions.

Enfin, il est permis de douter, a ajouté M. Mériqnac,

(1) Mériqnac. *Traité de l'arbitrage international*, page 326 et suiv.

(2) Goldshmidt. *Revue de droit international et de législation comparée*, 1874, p. 595.

(3) Possibilité accordée aux parties de choisir une autre Cour judiciaire.

que le tribunal supérieur d'une nation puisse consacrer le temps nécessaire à statuer sur les voies de recours contre la sentence. Il arrive fréquemment, en effet, que l'on désigne le territoire des petits Etats neutres comme siège du tribunal arbitral et que dans ces conditions il semble que ce sera surtout la juridiction de certains pays qui sera choisie. Au surplus, l'examen approfondi auquel devra se livrer le tribunal supérieur sera de nature à causer une grave perturbation dans le cours des affaires qu'ils est appelé habituellement à juger (1).

Aussi bien, l'Institut de droit international n'a pas cru devoir accepter le projet de Goldschmidt. Il faut ajouter cependant, que l'on rencontre dans l'histoire de l'arbitrage quelques exemples de tribunaux d'un Etat ayant statué à titre de juridiction supérieure sur les litiges internationaux. Quelque vingt ans après l'époque où Goldschmidt écrivait son projet, la Cour des réclamations, juridiction américaine, revisait la sentence rendue par le surarbitre Sir Thornton entre les Etats-Unis et le Mexique.

Sans doute, la « Cour of claims » n'est pas la Cour suprême américaine, mais on avait prévu un second appel devant cette dernière Cour. De même dans l'affaire du Phare, la Cour de cassation, par le compromis du 15 octobre 1879, fut constituée arbitre dans un différend entre la France et le Nicaragua. Dans cet arbitrage, elle ne statuait pas en tant que tribunal d'appel, mais en réalité rien ne s'opposait à ce qu'il en fut ainsi. Néanmoins, malgré tous les exemples que l'on pourrait citer, relativement aux sentences qui ont été tranchées par la

(1) Mérignhac, op. cit., p. 328.

juridiction supérieure d'un pays, les objections que l'on peut faire à la constitution de la Cour suprême du lieu de l'arbitrage comme tribunal d'appel conservent toutes leur portée.

D'ailleurs Goldschmidt inclinait visiblement vers la constitution d'un tribunal international comme juridiction d'appel. « Le mieux serait sans doute, disait-il, un tribunal international ou permanent, ou institué *ad hoc* pour le cas particulier. » Si la Cour permanente eut existé à l'époque où il écrivait ces lignes, nul doute que le savant auteur n'eût proposé une émanation de cette Cour pour statuer sur les recours contre les sentences arbitrales. Il n'a envisagé en effet, la possibilité de s'adresser à la Cour du lieu de l'arbitrage que comme une solution que l'on devait adopter à défaut d'autres moyens mieux en rapport avec l'idée d'arbitrage et pour lesquels il n'a pas caché ses préférences.

Quoi qu'il en soit, le projet de Goldschmidt est intéressant en ce qu'il présente une solution pour enlever aux Parties la possibilité d'apprécier les causes de nullité. Puisque l'auteur établissait dans son projet les motifs qui annulaient la sentence, il était naturel qu'il indiquât la juridiction compétente pour les apprécier. Cette conséquence n'avait pas échappé aux délégués à la Conférence de la Paix puisqu'ils refusèrent de discuter les causes susceptibles d'annuler la sentence, dans l'impossibilité où ils étaient de déterminer le pouvoir qui eût été compétent pour les juger.

Au surplus, le projet de Goldschmidt présente un certain intérêt pour d'autres motifs ; il indique les règles de procédure que l'on peut appliquer quel que soit le tribunal d'appel. Ainsi, suivant le savant auteur, le

recours doit avoir lieu dans un délai de trois mois à partir de la signification. C'est un délai d'une part assez long pour permettre de découvrir les vices dont la sentence peut être entachée, et de l'autre, assez court pour ne pas tenir trop longtemps en suspens l'exécution de la sentence. Il propose en outre de faire verser une amende dans le cas de rejet du recours. M. Mérignhac a critiqué cette disposition parce qu'il estime que les Etats, qui se déterminent par de sérieuses considérations, ne sauraient en aucun cas être assimilés à des particuliers agissant sous l'empire de considérations peu dignes d'intérêt. Il croit que « la seule sanction possible contre la partie qui succomberait en appel consisterait à mettre à sa charge les frais généraux de la seconde instance » (1).

Quelles que soient les défectuosités du projet de Goldschmidt, il avait néanmoins l'avantage de présenter une solution simple de la difficulté pour les Etats de constituer une juridiction supérieure, et à ce point de vue, il présentait une incontestable supériorité sur le projet voté par l'institut qui laissait les choses en l'état antérieur. Il était dit, en effet, dans ce projet que « le compromis déterminera devant quelles personnes ou faculté de droit ou corps constitué, sera porté le recours en nullité et dans quels délais ».

Mais le recours contre la sentence arbitrale pourrait encore, semble-t-il, être porté devant le tribunal même qui a rendu la sentence. C'est en ce sens qu'est conçu le traité Italo-Argentin : « On admet toutefois, dispose l'article 13, le droit d'en demander la revision devant le tribunal même qui l'aura prononcée et avant que ladite

(1) Mérignhac, *op. cit.* p. 330.

sentence ait été exécutée : 1° Si on juge sur documents faux ou erronés ; 2° si la sentence a été en tout ou en partie l'effet d'une erreur de fait positif ou négatif résultant des actes ou documents de la cause ». De même, le projet du Règlement de la Conférence de la Paix prévoit la revision devant le tribunal même qui a rendu la sentence. Dans le traité Italo-Argentin comme dans le texte adopté par la Conférence, il ne s'agit, en réalité, que d'un recours très restreint, pour lequel il n'y a point d'inconvénient à admettre la compétence du tribunal qui a statué une première fois. La découverte de documents faux est un fait trop évident pour les arbitres se refusent à revenir sur leur première décision. Cette hypothèse constitue un fait qu'il n'appartenait pas aux arbitres de pouvoir modifier et, en aucun cas, ils ne peuvent considérer que réformer leur sentence, ce serait « mettre en cause leur conscience ». Il en est autrement, lorsque la sentence est frappée de nullité par suite d'excès de pouvoir ou d'erreur. Il est à craindre, en effet, que des arbitres, même de très bonne foi, ne jugent à nouveau sous l'influence des mêmes considérations qui ont dicté leur première décision. En droit interne, si l'on autorise les parties à revenir devant le même juge, c'est pour permettre à la Partie qui a fait défaut d'être entendue par le tribunal. En droit international, la procédure n'aurait plus le même objet. Il ne s'agirait plus d'entendre une Partie qui a fait défaut, mais de statuer sur les moyens de nullités invoqués par l'Etat réclameur ; on comprend dès lors que dans l'intérêt d'une bonne justice, on doit trouver, dans la procédure de l'arbitrage international, les mêmes garanties que devant les tribunaux internes et admettre par suite le recours devant un autre tribunal.

« Il semble qu'alors la seule solution pratique consisterait à organiser une nouvelle juridiction arbitrale dont la composition serait prévue par le compromis et qui, fonctionnant comme tribunal d'appel, connaîtrait à la fois et des nullités et de la valeur de la sentence rendue, soit au point de vue du droit, soit au point de vue du fait. Le traité, en ce cas, stipulerait qu'une nouvelle commission serait nommée par un procédé semblable à celui employé pour nommer la première, ou par un procédé différent ; et fixerait le nombre des arbitres qui serait égal ou supérieur au nombre des arbitres primitifs. Ensuite, les débats auraient lieu devant la juridiction nouvelle comme devant la première, mais ils porteraient seulement sur le point spécial de droit ou de fait objet du recours, ou sur le moyen de nullité invoqué. »

Plus loin, M. Merignhac précise l'organisation et le fonctionnement de la juridiction d'appel : « la voie de l'appel, dit-il, est ouverte entre toutes les décisions du tribunal international rendues avant dire droit ou sur le fond dans les cas suivants : 1° Pour interprétation inexacte des points de faits ou de droit déferés à cette juridiction ; 2° Pour excès de pouvoir ; 3° Pour défaut de motif ; 4° Pour corruption d'un ou plusieurs juges. L'appel doit être relevé dans les trois mois de la signification du jugement à la Partie perdante. L'acte d'appel contient l'indication des motifs sur lesquels il est basé et la désignation de l'arbitre choisi par l'appelant. Il est notifié à la Partie qui a triomphé à la première instance, avec sommation d'avoir elle-même à désigner son propre arbitre dans le mois. Pareille notification est faite, en suivant l'ordre alphabétique comme en première instance aux cinq puissances venant en rang utile sur

la liste, avec prière de désigner chacune un arbitre dans le même délai. Ainsi se trouve porté à sept le nombre de membres du jury supérieur, parmi lesquels ne doit figurer aucun des juges du tribunal de première instance. L'appel est suspensif. La juridiction supérieure saisie infirme ou confirme la décision première en totalité ou en partie. Quand elle infirme, soit pour le tout, soit pour partie, elle statue elle-même sur le fond d'une façon définitive. Sont applicables en appel toutes les règles formulées pour la première instance. La décision de la juridiction supérieure clôture définitivement le litige, même au cas où elle a été rendue par défaut » (1).

Le projet de M. Merignhac est intéressant en ce qu'il confère à une juridiction complètement indépendante des juges de première instance le pouvoir de statuer sur les faits allégués par la Partie réclamante. De plus, on doit admettre que la décision de la juridiction supérieure met fin aux litiges. Il faut néanmoins, tout en admettant le caractère final de la sentence d'appel, prévoir le cas où il y aurait lieu de reviser le procès, non par suite d'une erreur de droit, car sur ce point on ne peut plus mettre en doute le caractère décisif de la sentence, mais à raison de la découverte d'un fait nouveau tel qu'il a été défini par la Conférence de la Paix. Il est possible, en effet, que des faits de nature à exercer une influence décisive sur la sentence soient découverts longtemps après le prononcé du jugement. Le délai de trois mois est insuffisant, lorsqu'on découvrira, comme dans l'affaire de « la Abra », les manœuvres frauduleuses de l'une des Parties, deux années après la décision de l'arbitre. Aussi

(1) Mériqnhae au. cit., pages 441 et s.

nous paraît-il nécessaire d'admettre en ce cas une procédure exceptionnelle pour reviser la sentence. Les Parties devront dans cette hypothèse rédiger un nouveau compromis afin de conférer à un tribunal les pouvoirs nécessaires pour reviser la sentence.

CHAPITRE II

De la Cassation des sentences arbitrales

Lorsqu'un Etat en litige fait valoir une cause de nullité de la sentence devant un tribunal supérieur, on pourrait imaginer que cette juridiction délibérerait seulement sur la nullité de la sentence et, dans le cas où l'annulation serait prononcée, devrait renvoyer l'affaire devant un autre tribunal qui jugerait au fond, en se conformant au point de droit résolu par la juridiction supérieure. M. Kamarowski a présenté un projet donnant à un tribunal supérieur le rôle de Cour de Cassation : « L'Etat, disposé à attaquer la décision du tribunal parce qu'elle violerait, soit les règles fondamentales, soit les formes de procédure, se pourvoirait contre cette décision devant l'assemblée générale du tribunal (1). Les membres qui auraient jugé la cause, n'auraient pas voix dans cette assemblée. L'assemblée entendrait la plainte du représentant de l'Etat demandeur et l'avis du président du département qui aurait jugé l'affaire ; après quoi, elle

(1) L'assemblée générale comprend, d'après le projet de M. Kamarowski, les juges désignés par tous les Etats qui nommeraient le même nombre de juges. Le tribunal se diviserait en quatre départements correspondant au caractère même des affaires internationales. Ces sections seraient les suivantes : 1° le département de la diplomatie ; 2° le département de la guerre et de la marine, 3° le département du droit international privé et 4° le département du droit international social (Kamarowski, le tribunal international, pages 499 et suivantes).

repousserait la requête ou casserait la décision, elle n'aurait pas le droit de la modifier.

En cas de cassation, un nouveau tribunal serait formé d'autres membres, mais cette fois les juges appelés à examiner la cause seraient désignés par le président du tribunal international. Ce nouveau tribunal se composerait d'un nombre de membres plus considérable que le premier ; sa décision serait définitive » (1).

En attribuant seulement au tribunal supérieur le rôle de cour de cassation, on arrive, en définitive, à faire traîner la procédure en longueur sans obtenir une meilleure garantie de bonne justice. On crée ainsi une instance de plus puisque la cour devra se borner, au cas où il y aurait lieu de prononcer la nullité, à renvoyer l'affaire devant un tribunal. Il semble préférable de simplifier cette manière de procéder en donnant directement à l'assemblée générale, non seulement le droit de repousser la requête ou de casser la décision, mais encore celui de la modifier.

M. Dunker-Curtius exclut l'appel parce qu'il affaiblirait la responsabilité des membres de la Cour, mais il propose d'établir un organe de contrôle pour le droit afin d'éviter que celui-ci ne soit sacrifié à de dangereuses transactions. Il prétend qu'il n'introduit pas une instance supplémentaire parce que cette Cour ne statuerait pas sur les droits des Parties, mais sur le droit objectif. Il ajoute que l'on ne saurait critiquer la permanence de cette Cour d'arbitrage dont le rôle serait de statuer sur l'élément droit qui est « l'élément permanent, l'ossature du conflit, par là, le problème dépasse les intérêts des Parties ; le fait se modifiera et se détruira ; le

(1) Kamarowski, *op. cit.*, p. 514.

droit est impérissable, les sujets de droit disparaissent, mais les rapports de droit demeurent » (1).

M. Dunker Curtius, prenant pour base l'article 83 de la Convention de 1907, estime que la revision devrait être organisée dans le cas de cassation de l'arrêt qui constituerait le fait nouveau. La sentence reviendrait alors devant les mêmes arbitres qui devraient se conformer dans leur deuxième sentence au point de droit jugé par la Cour de cassation.

Le projet de M. Dunker Curtius prête à la critique parce qu'il crée une instance supplémentaire qui prolongerait inutilement les débats. De plus, il paraît difficile d'admettre que les arbitres qui ont jugé une première fois, statuent à nouveau sur leur décision, sans être influencés par leur première sentence.

Il serait préférable, dans l'intérêt d'une bonne justice, de suivre les indications du projet de Kamarowski et par suite de renvoyer le litige devant un tribunal autre que celui qui a jugé la première fois ; il n'y aurait plus à craindre aucune partialité de la part des nouveaux juges (2).

(1) M. Pasqual Fiore a également présenté un projet de recours en cassation contre la sentence arbitrale.

« La demande en nullité ou en annulation formée par la partie qui excipe de ces moyens pour refuser d'exécuter la sentence arbitrale, doit être introduite devant la Conférence. Il doit en être ainsi également de la demande de la partie qui requiert la revision de la sentence dans le cas prévu à l'article 83 du règlement de la Conférence de la Paix. La Conférence appelée à délibérer sur la nullité doit en fait s'assurer du bien fondé des motifs invoqués et prononcer en droit cette nullité. En cas de demande en annulation, elle doit examiner en droit si les motifs invoqués sont pertinents et décider ensuite si, eu égard aux circonstances et aux preuves administrées. Il y a ou non lieu de prononcer l'annulation de la sentence. Lorsque la conférence repoussera la demande et confirmera la sentence elle pourra ordonner l'emploi des moyens propres à contraindre la partie opposante à exécuter cette décision. Lorsqu'au contraire, elle aura accueilli la demande et aura admis la nullité ou l'annulation de la sentence, elle pourra ordonner un nouvel arbitrage en assurant, s'il y a lieu, la constitution régulière du tribunal arbitral ». (Pasquale Fiore, *Droit International codifié* page 620).

(2) *Revue de droit international et de législation comparée*, 1910, p. 393.

CONCLUSION

L'évolution de l'arbitrage vers une organisation qui s'inspire de plus en plus des garanties dont procèdent les tribunaux internes, nous amène à penser qu'il serait désirable, à notre humble avis, que la Conférence de la Paix établisse une délégation permanente de la Cour d'arbitrage. Cette délégation aurait dans ses attributions, non seulement le pouvoir d'annuler les sentences qui lui seraient déférées comme entachées de nullité, mais encore celui de statuer au fond sur les différents points ayant fait l'objet du recours.

La composition de cette juridiction supérieure, qui tiendrait lieu de Cour d'appel, pourrait se concevoir de la façon suivante : les juges seraient élus par les membres de la Cour permanente ; ils seraient en nombre restreint (17 par exemple) pour éviter les inconvénients inhérents à toute assemblée trop nombreuse. Le système de l'élection nous paraît préférable au système du roulement car, tout en respectant le principe de l'égalité des Etats, il permet de tenir compte des capacités qui sont au plus haut point requises pour faire partie d'une telle juridiction. Nous pensons, en effet, que les délégués, du moins ceux qui ont des connaissances juridi-

ques, sont les meilleurs juges de ceux d'entre eux qui sont les plus dignes d'occuper une telle fonction et, d'autres part, les Etats auront les mêmes droits puisque tous au même degré contribueraient à l'élection des juges. La création au sein de la Cour permanente d'un tribunal d'appel, aurait pour effet de couper court aux difficultés de tout ordre, risquant parfois de s'envenimer en conflit que provoque presque nécessairement l'attitude d'un Etat qui se retrancherait derrière une clause de nullité pour se refuser à exécuter la sentence. Dès qu'un Etat en litige alléguera que la décision arbitrale a été rendue en dehors des termes du compromis, il ne saurait, s'il est de bonne foi, refuser de soumettre ses griefs à ce tribunal, à défaut de désignation dans le compromis de toute autre juridiction d'appel. Désormais les petits Etats ne se verraient plus contraints par les grandes puissances d'exécuter une sentence frappée de nullité.

Enfin, ce tribunal permettrait d'assurer l'unité dans la jurisprudence et contribuerait ainsi à la codification du droit international.

ANNEXE

Texte de la sentence arbitrale de la Cour permanente de La Haye du 25 octobre 1910

Le 25 octobre 1910, le tribunal rendit la sentence suivante :

« Considérant qu'aux termes des compromis en date du 17 février 1903, une commission mixte a été chargée de décider toutes les réclamations exercées par des citoyens des Etats-Unis d'Amérique à l'encontre des Etats-Unis du Vénézuéla, qui n'auraient point été réglées par un accord diplomatique ou par un arbitrage entre les deux gouvernements et qui seraient présentées par les Etats-Unis d'Amérique ; Un surarbitre à désigner par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, devait éventuellement trancher toute question sur laquelle les commissaires seraient en désaccord par une décision définitive ;

« Considérant que le surarbitre ainsi désigné, M. Barge, a statué à la date du 22 février 1904 sur lesdites réclamations ;

« Considérant qu'il est assurément de l'intérêt de la paix et du développement de l'institution de l'arbitrage international, si essentiel pour le bien-être des nations, qu'en principe semblable décision soit acceptée, respectée et exécutée par les parties sans aucune réserve, ainsi qu'il est prescrit par l'article 81 de la convention pour le

règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907, que d'ailleurs aucune juridiction n'est instituée pour réformer semblables décisions ;

« Considérant que, dans l'espèce, la sentence ayant été arguée de nullité, il est advenu entre les parties, sous la date du 13 février 1909, un nouveau compromis, d'après lequel sans tenir compte du caractère définitif de la première sentence, ce tribunal est appelé à décider si la sentence du surarbitre Barge, en vertu de toutes les circonstances et d'après les principes du droit international, n'est pas entachée de nullité et si elle doit être considérée comme concluante au point d'exclure un nouvel examen au fond ;

« Considérant que par le compromis du 13 février 1909, les deux parties admettent au moins implicitement, comme vices entraînant la nullité d'une sentence arbitrale, l'excès de pouvoir et l'erreur essentielle dans le jugement ;

« Considérant que la partie demanderesse allègue l'excès de pouvoir et de nombreuses erreurs de droit et de fait équivalant à l'erreur essentielle ;

« Considérant que, d'après les principes de l'équité, d'accord avec le droit, lorsqu'une sentence arbitrale comporte divers chefs indépendants de demande et partant diverses décisions, la nullité éventuelle de l'une est sans influence quant aux autres, et cela surtout lorsque, comme dans l'espèce, l'intégrité et la bonne foi de l'arbitre ne sont pas en question ; qu'il y a donc lieu de statuer séparément sur chacun des points en litige ;

I. — Quant aux 1,209.701 dollars 4 cents :

« Considérant que ce tribunal est appelé en premier

lieu à décider si la sentence du surarbitre est entachée de nullité et si elle doit être considérée comme concluante ; que dans le cas seulement où la sentence du surarbitre serait déclarée nulle, le tribunal aurait à statuer au fond ;

« Considérant qu'il est allégué que le surarbitre se serait écarté des termes du compromis en relatant inexactement le contrat Grell et la prétention à laquelle celui-ci servait de base, et que, par suite, il serait tombé dans une erreur essentielle, mais que la sentence reproduit textuellement ledit contrat dans son entière teneur ; qu'il est d'autant moins admissible que le surarbitre en aurait mal compris le texte et aurait excédé sa compétence et décidé sur une réclamation qui ne lui était pas soumise, en méconnaissant la relation de la concession en question à la navigation extérieure, alors qu'il a décidé interminis que le permis de naviguer par ces canaux (Maccareo et Pedernalès) était seulement ajouté au permis de toucher à Trinidad :

« Considérant que l'appréciation des faits de la cause et l'interprétation des documents étaient de la compétence du surarbitre et que ces décisions en tant qu'elles sont fondées sur pareille interprétation ne sont pas sujettes à être revisées par ce tribunal, qui n'a pas la mission de dire s'il a été bien ou mal jugé, mais si le jugement doit être annulé ; que si une sentence arbitrale pouvait être querellée du chef d'appréciation erronée, l'appel et la revision que les conventions de La Haye de 1899 et 1907 ont eu pour but d'écarter, seraient de règle générale ;

« Considérant que le point de vue sous lequel le surarbitre a envisagé la demande des 513.000 dollars — plus

tard réduite dans les conclusions des Etats-Unis d'Amérique à 335.000 dollars et partie de la prédite somme de 1.209.701 dollars 4 cents — est la conséquence de son interprétation du contrat du 10 mai 1900 et de la relation de ce contrat au décret du même jour ;

« Considérant que la circonstance que le surarbitre ne se contentant pas d'avoir fondé sa sentence sur son interprétation des contrats, motif qui en lui-même doit être considéré comme suffisant, a invoqué subsidiairement d'autres raisons, d'un caractère plutôt technique, ne peut pas vicier sa décision ;

II. — Quant aux 19.200 dollars :

« Considérant que le compromis du 17 février 1903 n'investissait pas les arbitres d'un pouvoir discrétionnaire, mais les obligeait de rendre leurs sentences sur la base de l'équité absolue sans tenir compte d'objections de nature technique ou de dispositions de la législation locale.

« Considérant que l'excès de pouvoir peut consister non seulement à décider une question non soumise aux arbitres, mais aussi à méconnaître les dispositions impératives du compromis quand la voie d'après laquelle ils doivent arrêter leurs décisions, notamment en ce qui concerne la loi ou les principes de droit à appliquer.

« Considérant que le rejet de la demande de 19.200 dollars n'est motivé que : 1° par l'absence de tout appel à la justice vénézuélienne, et 2° par défaut de notification préalable de la cession au débiteur « la circonstance qu'on pourrait se demander si le jour où cette réclamation fut enregistrée, la dette était exigible », ne pouvant évidemment servir de justification audit rejet ;

« Considérant qu'il résulte des compromis de 1903 et de 1909 — base du présent arbitrage — que les Etats-Unis du Vénézuéla avaient renoncé conventionnellement à faire valoir les dispositions de l'article 14 du contrat Grell et de l'article 4 du contrat du 10 mai 1900, qu'à la date desdits compromis il était en effet constant qu'aucun litige entre ces Parties n'avaient été déféré aux tribunaux vénézuéliens et que le maintien de la juridiction vénézuélienne quant à ses réclamations eût été incompatible et inconciliable avec l'arbitrage institué ;

« Considérant qu'il ne s'agissait pas de la cession d'une concession, mais de la cession d'une créance, que le défaut de notification préalable de la cession d'une créance n'est que l'inobservation d'une prescription locale et bien que pareille prescription se trouve aussi dans d'autres législations, elle ne peut être considérée comme exigée par l'équité absolue au moins lorsqu'en fait le débiteur a eu connaissance de la cession et qu'il n'a pas plus payé sa dette aux cédants qu'aux cessionnaires ;

III. — Quant aux 147.638 dollars, 79 cents :

« Considérant qu'en ce qui concerne les 1.053 dollars pour transport de passagers et marchandises en 1900 et les 25.845 dollars 20 cents pour loyer des bateaux à vapeur Delta, Socorro, Masparro, Guanare, Heroe, de juillet 1900 à avril 1902, la sentence du surarbitre ne se fonde que sur le défaut de notification préalable de la cession au gouvernement du Vénézuéla ou l'acceptation par lui et que, comme il a déjà été dit, ce moyen de défense était écarté par le compromis ;

« Considérant qu'on pourrait en dire autant de la demande des 19.571 dollars 34 cents pour rembourse-

ment d'impôts nationaux qui auraient été illégalement perçus et de celle des 3.509 dollars 22 cents du chef de la rétention du Bolivar, mais qu'il n'est pas prouvé, d'une part, que les impôts dont il s'agit étaient de ceux dont la Orinoco Shipping and Trading Company était exempte, d'autre part, que le fait querellé procéderait d'un abus d'autorité de la part du consul vénézuélien et qu'ainsi ces deux demandes devaient être rejetées au fond, quoique par d'autres motifs, l'annulation de la sentence en ce point serait sans intérêt ;

« Considérant que la décision du surarbitre allouant 27.692 dollars 31 cents, au lieu de 28.461 dollars 53 cents, pour rétention et loyer du Masparro et Socorro du 21 mars au 18 septembre 1902, est, quant aux 769 dollars 22 cents non alloués, ici encore uniquement fondée sur le défaut de notification de la cession de la créance ;

« Considérant que la décision du surarbitre, quant aux autres demandes, rentrant dans ce chef pour la période postérieure au premier avril 1902, est fondée sur des appréciations de faits et sur une interprétation de principes de droit qui ne sont pas sujettes ni à nouvel examen, ni à revision par ce tribunal, les décisions intervenues sur des points n'étant pas entachées de nullité ;

IV. — Quant aux 25.000 dollars :

« Considérant que la demande de 25.000 dollars, pour honoraires, dépenses et débours, a été rejetée par le surarbitre en conséquence du rejet de la plupart des réclamations des Etats-Unis d'Amérique, et que — par la présente sentence — quelques-unes de ces réclamations étant admises, il paraît équitable d'allouer une partie de cette somme, que le tribunal fixe ex-æquo et bono à 7.000 dollars ;

« Considérant que la loi vénézuélienne fixe l'intérêt légal à 3 % et que, dans ces conditions, le tribunal, tout en constatant en fait l'insuffisance de ce taux, ne peut allouer davantage ;

« Par ces motifs :

« Le tribunal déclare nulle la sentence du surarbitre M. Barge, en date du 22 février 1904, quant aux quatre points suivants :

« 1° Les 19.000 dollars ;

« 2° Les 1.053 dollars ;

« 3° Les 25.845 dollars, 20 cents ;

« 4° Les 769 dollars 22 cents déduits de la réclamation des 28.461 dollars 53 cents pour rétention et loyer du Masparro et Socorro ;

« Et statuant, en conséquence de la nullité ainsi constatée et à raison des éléments soumis à son appréciation ;

« Déclare ces chefs de demandes fondés et alloue aux Etats-Unis d'Amérique, indépendamment des sommes allouées par la sentence du surarbitre du 22 février 1904, les sommes de :

« 1° 19.200 dollars ;

« 2° 1.053 dollars ;

« 3° 25.845 dollars cents 20 ;

« 4° 769 dollars 22 cents ;

« Le tout avec l'intérêt à 3 % depuis la date de la demande (16 juin 1903) et à payer dans les deux mois de la présente sentence ;

« Alloue en outre à titre d'indemnité pour remboursement de frais et honoraires 7.000 dollars ;

« Rejette la demande pour le surplus ; la sentence du

surarbitre M. Barge, du 22 février 1904, devant conserver, en dehors des points ci-dessus, son plein et entier effet ;

« Fait à La Haye, dans l'hôtel de la Cour permanente d'arbitrage, en triple exemplaire, le 25 octobre 1910.

Le Président :

LAMMASCH.

Le Secrétaire général :

MICHIELS VAN VERDUYNEN.

Les Secrétaires :

ROËLL,

PAXTON HIBBEN.

ANGEL CÉSAR RIVAS.

VU :

Le Président de la Thèse,

ANDRÉ WEISS.

VU :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

Index Bibliographique

- Acremant.** — La procédure dans les arbitrages internationaux. Paris, 1905.
- Actes et Documents** de la première Conférence de la paix, 1 vol.
La Haye, 1899.
- Actes et Documents** de la seconde conférence de la paix. 2^e vol.
La Haye, 1909.
- Alvarez.** — Des occupations de territoires contestés, R. D. I. P.,
tome X.
- Balch.** — L'évolution de l'arbitrage international, R. D. I., 1908.
- Bureau.** — Le conflit Italo-Colombien.
- Bluntschli.** — Le Droit International codifié, traduction Lardy.
- Bonfils et Fauchille.** — Manuel de droit international public.
- Calvo.** — Droit International théorique et pratique.
- Carnazza-Amari.** — Traité de Droit International public.
- Corsi.** — Un nouveau traité d'arbitrage permanent. R. D. I. P.,
tome VI.
- Claim of La Abra Mining, C^o vs Mexico-Government printing.** Office 1897.
- Darras.** — De certains dangers de l'arbitrage international, R. D. I. P.,
tome VI.
- Descamps et Renault.** — Recueil International des Traités du xx^e
siècle.
- Despagnet.** — Cours de droit International public.
- Donker Curtius.** — Cassation et arbitrage, R. D. I. 1910.
- Dumas.** — Les Sanctions civiles de l'Arbitrage International. (Revue
critique de Législation et de Jurisprudence 1905).
- Dumas.** — Le Pouvoir exécutif et l'Arbitrage International. (Revue
politique et parlementaire 1901).
- Dumas.** — Les Sanctions de l'Arbitrage International. — Paris, 1905.
- Les Etats-Unis du Vénézuéla et les Etats-Unis d'Amérique devant le tribu-
nal de la Haye. The Orinoco Steamship Company Limited :**
1) documents ;
2) plaidoiries du représentant du Vénézuéla ;

- 3) plaidoiries ;
4) contre-exposé ;
Fauchille (Voir Bonfils).
Fiore (Pasquale). — Le droit International codifié.
Funck-Brentano et Sorel. — Précis de Droit des gens.
Fustel de Coulanges. — La cité antique.
Goldschmidt. — Projet de règlement pour tribunaux arbitraux internationaux R. D. I. 1874.
Grisanti (Carlos). — Les Etats-Unis du Vénézuéla et les Etats-Unis d'Amérique devant le tribunal de la Cour d'arbitrage de la Haye.
(The Orinoco steamship Company, Plaidoiries, Documents).
Heffter. — Droit International de l'Europe.
Hélie. — La notion des motifs dans l'évolution de l'arbitrage international. Paris, 1912.
Kamarowsky. — Le Tribunal international, traduction de Westman.
Lapradelle (De). La conférence de la paix, R. D. I. P. t. VI.
Lapradelle (De) et **Politis**. — Recueil des arbitrages internationaux.
Lapradelle (De). L'arbitrage international. Revue de droit public et de la science politique en France et à l'étranger 1898.
Laveleye. — Des causes actuelles de la guerre en Europe et de l'arbitrage.
Le Fur. — Arbitrage international R. D. I. P. tome XVI.
Louter (de). — L'avenir du Droit international public.
Lisboa. — Révision des sentences arbitrales. R. D. I. t. IV.
Malauzat. — La Cour de Justice arbitrale, Paris, 1914.
Martens (F. de). — Traité de Droit International.
Martens (F. de). — Nouveau Recueil de Traités.
Martens (F. de). — Précis du droit de gens moderne de l'Europe.
Merignao. — L'autorité de la chose jugée en matière d'arbitrage. R. D. I. P. t. V.
Merignao. — L'arbitrage international.
Merignao. — La Conférence internationale de la Paix.
Mougins (De Rocquefort de). — De la solution juridique des conflits internationaux.
Nys (E). — Origines d' droit International.
Nys (E.). — La revision de la sentence arbitrale. R. D. I. 1910.
Pierantoni. — La nullité d'un arbitrage international R. D. I, tome 30.
Politis (Voir de Lapradelle).
Pradier-Fodéré. — Traité de droit international public européen et américain.
Renault. — Une nouvelle mission donnée aux arbitres dans les litiges internationaux. A propos de l'arbitrage de Behring R. D. I. P. tome I.
Renault. — Préface du Recueil des arbitrages internationaux de MM

A. de La Pradelle et **Politis**.

Renault. — Le différend entre la Bolivie et le Pérou et l'arbitrage international.

Revon. — L'arbitrage international.

Richet. — Les Guerres et la Paix.

Rivier. — Droit des gens.

Rouard de Card. — L'arbitrage international dans le passé, le présent et l'avenir.

Sorel (Voir **Funck-Brentano**).

Travers Twiss. — Law of Nations.

Vattel. — Le droit des gens.

Weiss. — L'arbitrage de 1909 entre la Bolivie, le Pérou R. D. I. P. 1910).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I

Des effets des sentences arbitrales.....	9
--	---

CHAPITRE II

Des causes de nullité de l'arbitrage international.....	15
SECTION I. — Nullité du compromis.....	15
SECTION II. — Nullité de la sentence arbitrale.....	21
§ 1. — Examen des causes de nullité de la sentence arbitrale.....	43
1. — Excès de pouvoir.....	44
2. — Du cas de corruption ou de mauvaise foi des arbitres.....	66
3. — Du cas d'erreur.....	70
§ 2. — Des moyens pratiques de faire valoir les causes de nullité.....	77

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE I

La revision dans les faits.....	83
SECTION I. — Sentence de la Abra.....	84
SECTION II. — Sentence de la Orinoco Steamship Company.....	92

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE I

De l'appel des sentences arbitrales.....	115
--	-----

CHAPITRE II

De la cassation des sentences arbitrales.....	128
---	-----

CONCLUSION

ANNEXE. — Texte de la sentence arbitrale de la Cour permanente de la Haye du 25 octobre 1910.....	135
---	-----

